

**BULLETIN
DE
LIAISON
SCIENCE
HUMAINES**

DECEMBRE 1970

N° 15

ACTIVITES DE LA SECTION SOCIOLOGIE

ET PSYCHO-SOCIOLOGIE EN 1969 :

RAPPORTS SCIENTIFIQUES ANNUELS

DIFFUSION INTÉRIEURE

O.R.S.T.O.M.

Décembre 1970

N° 15

B U L L E T Í N D E L I A I S O N

DES SCIENCES HUMAINES

Diffusion Intérieure

1

2

3

4

5

6

7

8

9

SOCIOLOGIE et PSYCHO-SOCIOLOGIE

RAPPORTS d'ACTIVITE 1969

—————

TABLE DES MATIÈRES

CAMEROUN	p.	3
Compte-rendu de : René DOGNIN		3
Jean-Yves MARTIN		12
Guy PONTIE		19
CONGO - BRAZZAVILLE	p.	27
Compte-rendu de : Roland DEVAUGES		27
Georges DUPRE		30
Michel JULLIEN		31
COTE D'IVOIRE	p.	36
Compte-rendu de : Marc AUGE		36
Pierre ETIENNE		44
Alfred SCHWARTZ		46
GABON	p.	50
Compte-rendu de: Laurent BIFFOT		50
Jacques BINET		54
HAUTE-VOLTA	p.	56
Compte-rendu de : Jean-Marie KOHLER		56
Bernard SAINT-JALMES		60
SENEGAL	p.	64
Compte-rendu de : Jean COPANS		64
Bernard DELPECH		69
TOGO	p.	83
Compte-rendu de : André HAUSSER		83
Arthur OTHILY		85

GUYANEp. 89

Compte-rendu de : Marie-José JOLIVET 89

MADAGASCARp. 94

Compte-rendu de : Gérard ALTHABE 94

Robert CABANES 96

Suzy RAMMAMONJISOA 108

Bernard SCHLEMMER 117

Roland WAAST 125

NOUVELLE CALEDONIEp. 134

Compte-rendu de : Bernard VIENNE 134

TAHITIp. 135

Compte-rendu de : Gérard RINGON 135

SOCIOLOGIE et PSYCHO-SOCIOLOGIE

RAPPORTS D'ACTIVITE 1969

Les chercheurs ont souvent manifesté le désir d'être tenu au courant des activités de l'ensemble de la Section ; la publication de la partie scientifique des rapports d'activité de l'année 1969 a paru le meilleur moyen de répondre à ce désir.

Cette publication ne constitue pas à proprement parler un compte-rendu complet des activités de la Section ; elle est plutôt l'esquisse d'un bilan des tendances de la recherche sociologique à l'ORSTOM et des préoccupations de méthodes partagées par l'ensemble des chercheurs. Un tel bilan appelle réponse et devrait aider les intéressés à suggérer eux-mêmes des thèmes de recherche pour les années à venir. C'est avec ce souci que nous nous en sommes tenus de préférence aux aspects méthodologiques des rapports d'activité, nous contentant pour le reste à propos de chaque rapport d'indiquer le lieu, la durée et l'état de la recherche en cours.

On retrouve aisément dans ces rapports les 4 thèmes de recherche retenus précédemment par le Comité Technique. Indépendamment des thèmes auxquelles elles se rapportent, les recherches semblent se diviser, par leur forme, en deux grandes tendances : la tendance monographique, prenant en compte la totalité de la société ou du groupe étudié -idéalement exhaustive ; la tendance expérimentale, plus ponctuelle, s'intéressant aux effets d'une action donnée (scolarisation, animation rurale...) sur un milieu donné. Du point de vue des méthodes, il semble qu'on puisse distinguer également deux tendances,

qui ne recouvrent pas absolument les deux premières. Certaines recherches, tendent à se limiter au domaine social correspondant strictement à leur technique sociologique, d'autres de plus en plus nombreuses semble-t-il, tendent à poser le problème de l'articulation des différentes instances d'une société donnée et à étudier dans cette perspective la position du changement auquel se trouvent nécessairement confrontées toutes les recherches actuelles.

Le fait que ces deux tendances coexistent souvent dans une même recherche montre assez les difficultés propres aux études du terrain.

J.L. AMSELLE - M. AUGÉ

C A M E R O U N

René DOGNIN , sociologue, a été affecté au CAMEROUN en Mars 1968. Son travail porte sur les problèmes d'adaptation des pasteurs mbororos venus du Nord-Nigéria au Nord-Cameroun et affrontés de ce fait à des conditions écologiques nouvelles.

I - Problématique de la Recherche

Deux niveaux de recherche :

- une investigation ethnographique : le groupe des pasteurs retenu pour cette étude est le groupe de lignages dits jafun (pasteurs transhumants). Elle doit fournir des éléments de solution au deuxième niveau de la recherche ;
- une étude sociologique portant sur l'ensemble des pasteurs mbororos du Nord-Cameroun : examen du passage du nomadisme et de la transhumance pastoraux à l'élevage conventionnel.

L'investigation ethnographique (en cours). Le choix de la région de hauts-plateaux (tcaBBe) sis au nord-est de Banyo et à l'ouest de Galim : c'est là que, pendant une trentaine d'années, la première vague des ardos jafun est venue s'implanter. Les groupes qui y subsistent sont parents de ces précurseurs. Des Foulbés se sont installés à leur tour dans ces pâturages et il est intéressant d'observer la coexistence et les relations de ces deux stocks différents d'une même ethnie.

Cette étude ethnographique s'est orientée, sur les conseils de M. le Pr BALANDIER, dans quatre directions :

- l'ardo, qui polarise sur sa personne autorité, expérience, décisions et propriété.

- la parenté, qui, par le renforcement de l'endogamie, protège le troupeau des démembrements, mais peut aboutir aussi à son morcellement par la règle de l'adoption.

- le troupeau et les attitudes des hommes à son égard. (Altération ou abandon des techniques pastorales, division du travail à l'intérieur du groupe, cycles d'activité pastorale).

- l'espace, il s'agit ici de pasteurs transhumants, non de nomades, mais ils peuvent se déplacer en bloc d'une région à une autre après vingt ans de résidence. L'étude ethnographique livre les raisons de ces "fuites".

Parallèlement à ces orientations, l'enquête devait permettre de construire l'idéologie de ces pasteurs en accumulant systématiquement des informations par des enquêtes intensives auprès d'un nombre restreint de personnes, et la notation minutieuse des événements les mettant en cause.

L'enquête sociologique. Problématique : les pasteurs mbororos du CAMEROUN peuvent-ils et sont-ils en train de devenir des éleveurs ? Deux rationalités différentes s'opposent : recherche de la quantité, personnalisation de l'animal, dépendance du pasteur de son troupeau ; et recherche de la qualité, séparation affective d'avec l'animal, tendance à un élevage statique et dirigé.

Cette enquête devra faire intervenir à titre de comparaison le propriétaire de bétail dit foubé (par exemple de Banyo), dont l'attitude à l'égard du bétail est parfois très différente de celle du pasteur mbororo. Elle étudie les facteurs et les processus de désintégration de la société mbororo et les parades qu'elle invente pour se reconstituer.

A partir des contacts fournis par l'investigation ethnographique à Banyo et à Meiganga, elle pourrait se dérouler dans ces deux zones d'abord et comprendre des sondages dans des régions très excentriques (Bamenda, Bénoué).

II - Résultats de l'enquête en cours

En guise de préliminaire, une précision : on oppose trop souvent pasteurs mbororos et pasteurs foubés dans l'Adamaoua, les uns nomades et les autres sédentaires. En fait, il n'y a qu'un seul mode d'activité pastorale, celle de pasteurs transhumants. Parmi les différents propriétaires de bétail bovin appartenant à l'ethnie peule, les uns dits Foubés, descendants très métissés des conquérants musulmans de l'Adamaoua au siècle dernier, se sont sédentarisés et confient leurs troupeaux à des bouviers salariés. Ils peuvent par ailleurs être agriculteurs, commerçants, voire chauffeurs de cars.... Les autres, dits Mbororos, bien qu'issus de lignages cousins du Nord-Nigéria, n'ont pas participé à leur conquête et vinrent au CAMEROUN à des époques différentes, en quête de nouveaux pâturages. Ceux-là accompagnent leurs troupeaux.

Appellations. Lorsqu'un Camerounais (même Peul) parle en français des Peuls sédentarisés, il dit : un Foubé, des Foubés. Dans cette région du CAMEROUN (Banyo, Galim), les Peuls descendant des anciennes familles conquérantes et sédentarisées sont appelés par les Mbororos des "huya'en". Les Peuls qui n'ont pas participé à la conquête et dont les ancêtres ont nomadisé au CAMEROUN avant ou après la conquête peule, qui appartiennent d'autre part à ces grands groupes de lignages : "jafun", "woDaaBe", "daneeki", "'aku'en", sont appelés par les Huyas "mbororo'en". Alors que les Huyas ne voient aucun inconvénient à être appelés ainsi par les Mbororos (ce qui signifie "sédentaire"), les Mbororos refusent de s'appeler eux-mêmes Mbororos. Et un Mbororo dira : "mbororo'en bee fulBe fu gooteɓ" (Mbororos et Foubés sont de même).

Ce qui suffit à définir les attitudes réciproques des Foubés et des Mbororos : les premiers considèrent les seconds avec condescendance, voire mépris. Ils cherchent à exploiter les avantages qui peuvent leur conférer leur statut au sein du lamidat, leurs relations à la sous-préfecture, pour

faire face aux Mbororos qui les concurrencent sur les mêmes pâturages, tandis que ces derniers les craignent tout en aspirant à leur ressembler le plus possible (enseignement coranique des enfants, améliorations apportées dans le confort de la vie quotidienne, alimentation ...). Mais la société foubée subit elle-même une crise grave : elle reposait sur l'esclavage agricole et le travail domestique des concubines.

Historique rapide. Les Jafun dont nous avons entrepris l'étude ethnographique, sont originaires de la région de Kano. Il n'est pas possible de rencontrer des vieillards qui fassent remonter leur entrée au CAMEROUN avant la fin du siècle dernier. Peut-être s'agit-il seulement d'une limitation due à la profondeur utile de la mémoire généalogique. Des ardos éclaireurs arrivent alors de Yola, vers 1890, et nomadisent dans la région citée plus haut, débordant sur la Nigeria actuelle, de Tignère à Gashaka. Ils sont venus avec des boeufs à robe rouge, alors que les Jafun du Nigeria ont des boeufs à robe blanche (excepté le lignage rahaji), ce qui pourrait confirmer cette date (grande peste bovine de 1889 au Nigeria).

Les ardos sont alors vassaux du lamido de Banyo à qui ils payent zakkat et soffal (dîme religieuse et impôt de pacage). Malgré les exactions dont ils sont l'objet de la part des lamidos et la guerre qu'ils mènent contre les Galim à qui ils disputent des sources natronnées, il semble que les troupeaux s'accroissent rapidement, au point que la nouvelle administration française songe à les sédentariser à Lomta (sud de Tinègre). Cette sédentarisation avortée amène l'éclatement du groupe vers Bamanda et Meiganga (1920).

C'est ce qui explique qu'aujourd'hui, un Jafun de Bamenda puisse être en relation suivie avec des parents habitant à des centaines de kilomètres de là, à Tinègre, à Banyo ou à Meiganga (mariages, héritages, prestations de parenté,...).

Le rôle de l'ardo. En milieu nigérien, l'ardo est un responsable du mouvement. En milieu camerounais, il n'est plus que le garant d'une stabilité fictive, car les individus circulent librement d'un groupe à l'autre : un ardo peut être installé depuis vingt ans et avoir vu dix fois se gonfler son groupe au gré des passages, des amités et des hasards. Paradoxalement, il perd son titre dès qu'il se déplace et doit, pour le reconquérir, être à nouveau "homologué" par le chef traditionnel dont dépend son nouvel emplacement.

Ce n'est plus une fonction, c'est un titre. Et néanmoins, il reste le plus envié - avec celui d'Al Haji - car il signifie un certain degré d'importance sociale : un chef traditionnel - peul ou d'une autre ethnie - nomme ardo un homme suivi d'une nombreuse famille et bien pourvu en boeufs. Quand il lui a remis le ngapalewol d'apparat et le turban en échange d'un important cadeau (parfois trente têtes), il ne lui a pas pour autant assigné de fonction précise, car le recrutement de l'impôt dépend de plus en plus directement de la sous-préfecture. A son tour, l'ardo fait de la même façon des wakili, des wajiri, des sarkin sanu, des chiroma..., tous titres haoussa qui permettent d'éviter d'être appelé par son nom.

Mode de vie. Le campement (avec des huttes à parois de terre pour les plus âgés, des bukarus de paille pour les jeunes) est établi au coeur des pâturages de saison des pluies. Celui de l'ardo, ou de chef de groupement, avec une ou plusieurs cases pour les "étrangers" de passage, est au centre d'une série de campements satellites, ceux des frères, des fils, des neveux ou parfois même d'un bouvier.

Après sept heures du matin, la traite faite et les vaches égaillées sans gardien en différents troupeaux, les hommes se réunissent au campement central pour y deviser, profiter des visites continuelles ou tout simplement ne rien faire. Le soir seulement, ils rentreront retrouver leur troupeau.

En saison sèche, les jeunes partent avec le gros du bétail dans un fond de vallée humide. C'est le seul moment de l'année où le bétail devrait faire l'objet d'une surveillance assez attentive : trous, abreuvement, mauvais fouillages etc... Ils reviendront fréquemment au campement principal pour raconter à l'ardo qui y est resté les péripéties du gardiennage.

A côté du coral principal et entouré de barbelés, parfois au milieu du campement pour le mieux protéger du bétail, un champ de maïs et de courges est aménagé sommairement : il couvrira dans certains cas à peine le tiers des besoins annuels. La paresse des jeunes gens interdit de l'améliorer et de l'agrandir.

Le do'a. (ici au sens strict de fête de fin d'études coraniques). Les do'a sont très différents chez les Jafun de ceux auxquels on peut assister chez les Foulbés des alentours. Chez ces derniers, la viande d'un bovin abattu est partagée et portée à toutes les connaissances. Il n'y a pas de contre-don.

Chez les Jafun au contraire, c'est l'occasion d'un important échange de cadeaux de bétail sur la tête du garconnet-mallum. Le père qui reçoit a égorgé cinq vaches. Mais son fils peut recevoir quatre fois plus de génisses de la part de l'assistance. A charge pour le père, lorsqu'il aura été convié à un autre do'a, de donner s'il le peut plus qu'il n'a reçu, c'est-à-dire une génisse de deux ans pour une génisse d'un an. Ce système, qui paraît récent, favorise la circulation du bétail entre groupes d'âges différents et tend à remplacer le prêt traditionnel de génisses (avec cadeau de leur croît). En même temps qu'il souligne par le choix de ceux qui sont ainsi favorisés, l'adhésion des Jafun aux valeurs musulmanes de la communauté foulbée.

pastorale

Fragilité de la société/jafun. Autrefois, l'institution du soro était au centre des préoccupations des jeunes Jafun. Bien se comporter sous la bastonnade pouvait vous procurer épouses et cadeaux de bétail. Par l'entremise d'un ardo

influent, l'administration française l'interdit vers 1925. Des soros de brousse continuèrent, mais la publicité était indispensable à l'épreuve : ils disparurent définitivement après la fin de la guerre.

Les jeunes gens ont tenté de remplacer par des danses exécutées au son d'un tambour d'aiselle. Ils portent alors le nom de ceux-là même qui, sortis du soro, protégeaient leurs cadets de la fureur d'un antagoniste : les kori'en.

Il semble bien que la différence d'âge ne suffise pas à expliquer l'écart qui sépare le système de valeurs forgé par le soro chez les adultes agés et celui en pratique chez les jeunes gens qui n'ont pas subi cette espèce d'initiation. Les aînés se défendent mieux contre les tentations des villages, leurs étrangers, leurs commerces, leurs femmes. Par contre, beaucoup de jeunes voient fondre en quelques années un troupeau dont ils avaient demandé la séparation précoce d'avec celui de leur père et dont l'importance réduite exigeait la préservation.

Les pasteurs appartenant aux lignages woDaaBe, qui ont pu pour des raisons folkloriques, conserver leur gerewol -grande danse statique des jeunes gens- paraissent beaucoup moins affectés par ces bouleversements.

Conscients de ces risques de fuite du bétail, les chefs de groupement accentuent le caractère endogamique du premier mariage (avec la fille de l'oncle paternel) : 72 % des cas sur 90 mariages relevés parmi des moins de 30 ans. Mais les mariages secondaires se font au gré des jeunes conjoints.

Après avoir dilapidé leur troupeau, il ne reste plus aux jeunes gens qu'à se faire recueillir par un oncle paternel ou s'engager comme bouviers (de mauvais bouviers) chez des Foulbés.

Jafun et Foulbés, rôles pastoraux complémentaires. Certains groupements jafun, victimes de ces attaques internes, surexploitent leurs troupeaux. Tout l'élément mâle en a bientôt

disparu, puis c'est au tour des vieilles vaches. A présent chaque nouvelle vente entame le capital de reproduction : les génisses, puis les veaux sont vendus aux propriétaires foubés avoisinants, qui les achètent très au dessous de leur valeur, à un prix qui ne rémunère pas le travail et les risques du naisseur. Ces veaux sont mis ensuite à une sorte d'embouche extensive pour être revendus six ans plus tard dix fois plus cher.

Il y a peut-être là l'indice d'une vocation de naisseurs pour les Jafun dans une association pastorale de type ranching, mais les prix payés pour les jeunes animaux devraient alors être plus élevés, toutes proportions gardées, que ceux payés pour des animaux adultes. Ce qui éviterait à certains troupeaux jafun de subir un taux d'exploitation tel qu'ils disparaissent en trois ans.

On voit qu'à certains points de vue, les Jafun, plus près de leurs bêtes que les Foubés, ne sont pas toujours les meilleurs pasteurs, et que, corollairement, les Foubés, qui ne pratiquent pas directement les techniques pastorales, ne sont pas les plus médiocres éleveurs. Les Jafun vivent essentiellement de lait, consommation qui freine beaucoup la croissance des jeunes animaux. Le bouvier de l'éleveur peut ne peut, à lui seul, consommer tout le lait du troupeau, pas plus que le vendre : les veaux grandissent plus vite. Enfin, le propriétaire foubé se méfie de son salarié, il peut exiger de lui un certain travail, ce que ne peut pas faire le Jafun pour ses enfants de crainte de les voir l'abandonner.

Conclusion. La société jafun, malgré tous ces déséquilibres ou peut-être à cause, donne cependant l'impression d'être une société bien vivante. Démographiquement, elle se renouvelle bien. Les individus sont affectés de changements constants dans leurs statuts, aussi bien les adultes -remise en question du titre d'ardo- que les jeunes -qui mangent leur bien-. Changement d'espace aussi, chaque fois qu'une amélioration des conditions de vie du troupeau paraît réalisable.

Enfin, désaffection lente d'un système de valeurs spécifiques (orientation vers le troupeau) pour celui du mode de vie foulbé, au moment même où celui-ci doit reconsidérer les bases mêmes sur lesquelles est fondée sa société.

III - Résumé des Publications de l'année

- Remarques sur un cas de complémentarité pastorale (Hauts-plateaux de l'Adamaoua camerounais occidental). Communication faite au Colloque O.C.A.M. sur l'Elevage de Fort-Lamy :

Dans une région de l'Adamaoua camerounais, des pasteurs mbororos, sous la pression du besoin, sont amenés à jouer le rôle de naisseurs au profit de propriétaires foulbés.

Jean-Yves MARTIN , sociologue, a été réaffecté en Novembre 1968 au CAMEROUN où il a séjourné jusqu'au début de 1970.

Il a étudié le processus de modernisation des sociétés traditionnelles du Nord CAMEROUN, et plus précisément les incidences de l'éducation scolaire et extra-scolaire sur ces sociétés.

I - Problématique de la recherche et résultats scientifiques

Lors de notre premier séjour au CAMEROUN, notre travail avait porté sur l'analyse de l'organisation et de l'évolution d'une formation sociale traditionnelle, l'ethnie Matakam. Ce travail a été publié sous la forme d'une thèse de 3ème cycle. L'analyse de cette formation sociale avait débouché sur une problématique relevant de la modernisation. Parmi les multiples processus de transformation, l'enseignement nous a paru jouer un rôle dominant, et pour cette raison nous l'avons proposé comme nouveau thème d'étude dans le CAMEROUN Septentrional : étude générale des incidences de l'éducation scolaire et extra-scolaire dans le contexte des sociétés traditionnelles du Nord CAMEROUN.

Peu à peu, à partir d'une problématique générale reposant sur les relations dialectiques entre l'école et les structures sociales, nous avons pu dégager une problématique plus spécifique :

Dans le CAMEROUN Septentrional, l'école, institution étrangère et héritage colonial, agit comme un système d'intervention culturelle massive sur un ensemble de sociétés traditionnelles largement différenciées, mais participant toutes à une même histoire spécifique. Dans quelle mesure l'école voit-elle l'autonomie (puisque entièrement déterminée de l'extérieur) de sa dynamique affectée par le jeu des structures sociales particulières auxquelles elle est affrontée ? De quelle manière la mobilité sociale massive provoquée par un système de différenciation sociale moderne est-elle orientée par le chemine-

ment historique et les dynamismes sociaux particuliers de l'ensemble des formations sociales traditionnelles sur lesquelles elle intervient ?

L'école nous apporte un éclairage particulier sur les rapports entre une tradition spécifique et une modernité générique, rapports dont le procès conduit à une situation originale que nous commençons à identifier : une socialisation au niveau d'une société globale de type étatique moderne, mais dont la différenciation est contaminée par une histoire qui tire ses impulsions dominantes d'un passé pré-colonial et par des types de rapports sociaux qui restent traditionnels et singuliers.

Les premiers résultats de notre recherche peuvent se formuler de la manière suivante :

A travers le phénomène de la scolarisation, nous assistons actuellement dans le CAMEROUN Septentrional à un affrontement entre une modernité générique et une tradition spécifique. Cette modernité générique se traduit par un double procès :

- procès de socialisation : construction d'une société globale étatique au niveau de la nation, ce qui implique donc une disparition des particularismes ethniques et l'émergence d'une conscience nationale. L'institution d'état qu'est l'école est l'instrument privilégié (avec le Parti Unique) de cette socialisation. Elle est à la fois norme sociale et norme d'action. Elle pénètre, identique à elle-même dans tout le pays, dans les milieux sociaux les plus divers, et les fins qui lui sont assignées sont entièrement déterminées de l'extérieur (de l'état et, nous le verrons, de l'ex-métropole). Elle applique partout le même système de contraintes. Le but à atteindre et la fonction sont de "développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu auquel il est particulièrement destiné. (DURKEIM, Les règles de la méthode sociologique). L'école qui fonctionne aujourd'hui au CAMEROUN comporte tous les traits-mais caricaturaux-

de l'institution décrite et rêvée par DURKEIM : anti-particularisme, anti-anomie, anti-entropie sociale. C'est à son niveau que se révèle la dénomination de l'idéologie étatique et corollairement l'hégémonie des classes au pouvoir.

- procès de différenciation sociale : La citation "le milieu auquel il est particulièrement destiné" nous y conduit. La scolarisation, avec ses différents étages et ses degrés de spécialisation entraîne une division sociale du travail et donc un mode singulier de stratification. Or, en EUROPE, du temps de MARX, de DURKEIM et encore aujourd'hui (où la mobilité sociale est encore faible) l'école participe à l'entretien et à la reproduction d'un certain type de structure sociale qui maintient une certaine classe au pouvoir, classe que MARX a qualifiée de "bourgeoise". Le mode de production "capitaliste" étend sa domination jusque dans un certain nombre de pays d'AFRIQUE -dont le CAMEROUN- et y entraîne la production et la reproduction des structures sociales analogues. La structure du mode dominé ne/^{ne} peut être en contradiction avec celle du mode dominant. Une société de classes est en voie d'émergence (que l'on peut différencier sommairement en prolétariat rural, prolétariat urbain et cols blancs). Ce qu'on a appelé le mimétisme des Africains n'est pas une cause mais une conséquence "Cette adhésion au genre de vie occidental (...) résulte/^{moins} d'une décision libre que d'une absence de choix." (LEVI-STRAUSS -Race et Histoire). Les sociétés africaines ne peuvent résister à l'inégalité des rapports de force. A l'appui de tout cela, il nous faut ajouter que les instituteurs ne sont pas venus seuls en AFRIQUE, ils étaient précédés et suivis par les marchands, les missionnaires, les administrateurs et les gendarmes. Dans le CAMEROUN Septentrional, l'école entretient avec les structures sociales émergentes les mêmes types de relations qu'en EUROPE : une élite se crée qui entend se perpétuer. (Les données dont nous disposons sur l'enseignement secondaire sont à cet égard très significatives.

II - Cette modernité générique affronte une tradition spécifique

Nous n'allons pas rappeler ici les traits caractéristiques du Nord. Disons brièvement que les variables historiques (peu de contacts avec l'Occident), sociologiques (société à état, sociétés segmentaires), religieuses (ISLAM, animistes), géographiques (montagnes, plaines), démographiques (ethnies très progressives, d'autres en régression) se conjugent pour former un ensemble singulier. Relativement au problème de l'éducation, cet ensemble singulier se trouve différencié : il y a d'une part les sociétés à tradition orale, où tout le système de communication du savoir et de la parole opère en circuit fermé, et où ce système de communication orale détermine toute la structure de l'organisation sociale et politique (répartition du pouvoir). C'est le cas des sociétés segmentaires fortement intégrées (Matakam, Moundang, Guiziga).

Il y a d'autre part les sociétés qui se sont appuyées sur l'écriture (à partir de leur islamisation) pour communiquer, diffuser le savoir. Cela a entraîné une autre répartition du pouvoir : centralisation politique dans une structure étatique. Le système de communication dans ces sociétés opère en circuit ouvert : elles sont universalistes et expansionnistes (Foulbé-Mandara).

Face à la modernité, dont l'éducation est l'un des traits les plus pénétrants, ces deux types de société (à système fermé et à système ouvert) offrent un ensemble inégal de correspondances et d'incomptabilités (à explorer dans le domaine des représentations, comportements, attitudes, et aussi dans celui des institutions ; en particulier éducatives et politiques). C'est surtout dans les sociétés à tradition orale (où toutes les institutions sont éducatives, c'est-à-dire parlantes pour tous) que l'on rencontre le maximum d'incompatibilités. Quand l'écriture peut y pénétrer, cela entraîne une grande perturbation dans les canaux de communication, dans les systèmes

de représentation, dans les pouvoirs et donc dans les structures. Quand l'école vient dans les villages parler aux enfants, la communication est coupée avec le reste, les autres institutions villageoises ne leur parlent plus. Il y a beaucoup moins d'incomptabilités dans l'autre type de sociétés. L'introduction de la modernité par l'écriture, par l'école dans un système déjà ouvert et s'appuyant sur l'écriture (et possédant même une institution scolaire ; les écoles coraniques), entraîne beaucoup moins de bouleversements. Nous y reviendrons plus loin. Tout cela nous conduit à nous interroger sur le rapport de la parole et de l'écriture dans le fondement et la structure du pouvoir politique, sur le rapport de l'écriture avec la connaissance et la domination, et sur les différences dans le caractère éducatif des institutions dans des sociétés diverses.

A l'époque pré-coloniale ces deux types de sociétés se sont affrontées, militairement. Tant qu'il s'est agi d'avoir du courage physique -une meilleure utilisation du terrain chez les Kirdi compensant l'avance technique et la meilleures organisation des islamisés- on peut dire qu'elles ont lutté à armes égales. L'arrivée des colonisateurs est venue bouleverser les données du problème, la supériorité technique (1) de ces derniers leur ayant assuré rapidement la victoire militaire. Le combat s'est alors déplacé sur le terrain politique, et les Foulbé se sont trouvés beaucoup plus à l'aise que les Kirdi. Il n'y avait pas d'incomptabilités entre leurs structures politiques et celles des Européens. L'institution d'un état moderne par les Allemands et les Français n'a pu que profiter aux Foulbé qui en connaissaient déjà le système de communication et de hiérarchie, et ils sont sortis grands vainqueurs de l'épisode colonial. L'état des Européens est devenu le leur.

(1) Corollaire d'un plus haut niveau de développement des forces productives.

Nous retrouvons ici/les deux procès de la modernité que nous avons décrits plus haut.

Face au procès de socialisation, les sociétés à système fermé peuvent seulement maintenir un front défensif et ce front résiste ou se trouve débordé. Ces deux types de réaction peuvent être repérés (toujours à travers le phénomène de la scolarisation) dans diverses sociétés du Nord-CAMEROUN : chez les Matakam par exemple, le front est toujours solide, chez les Moundang il a été complètement débordé (une piste de recherche intéressante pourrait en être l'élucidation des causes). Par contre, face à ce courant, les Foulbé ont procédé par adaptation fine d'une stratégie séculaire, leur front n'en étant jamais un (hormis sur le plan religieux). Ils ont su saisir toutes les implications du jeu politique instauré par les Européens. Ils ont changé, certes, mais ce changement -assimilation pure et simple de la modernité- ne leur a pas fait perdre leur identité. Ils sont plus Foulbé que jamais, mais des Foulbé à syncrétisme moderne - traditionnel (un exemple : le mode d'exercice du pouvoir des préfets du Nord (tous Foulbé (1)) ne diffèrent formellement en rien de celui des Lamibé traditionnels.

Quant au procès de différenciation sociale, il s'effectue en fonction de cette histoire ancienne et des rapports sociaux qui régnaient à l'arrivée des Allemands. Il se fait au profit des Foulbé qui consolident actuellement leur hégémonie en s'arrogeant tous les postes politiques et en continuant leur politique assimilationniste des autres groupes sociaux. Une élite moderne d'obédience Foulbé s'est créée, et tous les mécanismes de sa perpétuation sont en place. Ils orientent à leur profit la mobilité sociale provoquée par la scolarisation de masse. De plus, le Parti Unique et l'Etat moderne sont leurs choses.

(1) Quoique pour la plupart non issus des familles aristocratiques.

Tout ceci peut être considéré comme une mise au point extrêmement sommaire et même grossière des premiers résultats de notre recherche. C'est une sorte de cadre d'analyse qui nous permettra d'intégrer les données de la théorie sociologique sur les systèmes d'éducation, de l'histoire et de la recherche empirique. D'ailleurs la recherche à ces 3 niveaux est toujours en cours, et il nous faut donc considérer cette problématique et ce cadre d'analyse comme provisoires. Dans l'avenir -notre prochain séjour- outre l'approfondissement de la théorie et de la recherche historique, nous pensons surtout orienter notre investigation sur les types d'éducation, la tradition orale, les systèmes de communication en relation avec les structures politiques et les changements sociaux. Notre projet dans l'im-médiat est la rédaction avant le mois de juillet d'un travail d'élaboration des données empiriques relatives à l'enseignement primaire et secondaire, dans le cadre de la Convention particulière ORSTOM-CAMEROUN.

III - Publications de l'année : cf. travail en cours

IV - Bibliographie :

- a) MAGOUMAZ : Une communauté rurale en pays MATAKAM
Etude sociologique. ORSTOM, Yaoundé, 116 p. multigr.
1966
 - b) Etude des zones d'accueil dans 4 cantons au Nord de
Mokolo. ORSTOM, Yaoundé, 25 p. multigr. 1967
 - c) Les MATAKAM du CAMEROUN Septentrional. A paraître
dans la série des "Mémoires ORSTOM".
-

Guy PONTIE : sociologue, a été réaffecté en août 1968, pour douze mois au CAMEROUN. Il a consacré la majeure partie de l'année 1969 à la poursuite de l'étude entreprise en 1968 sur les problèmes de migrations d'une population Kirdi du Nord. CAMEROUN : les Guiziga.

I - Diverses publications

- Rapport de stage sur Mussurtuk ; 40 p dactylographiées en 4 exemplaires (Mai 1966)
- "Les Guiziga du Sud de Maroua : étude des structures sociales" 198 p. dactylographié en 4 exemplaires (Juillet 1968)
Ce rapport doit être prochainement multigraphié par le centre ORSTOM de Yaoundé
- Résumé d'un exposé présenté au colloque des Géographes tenu à Mokolo en Juillet 1969 (9 p. dactylographiées, Octobre 1969).

A - Dépouillement des recensements

Notre but en dépouillant les recensements administratifs était de mesurer l'ampleur des mouvements migratoires et leurs axes principaux, avant d'étudier plus précisément les migrations des Guiziga vers la ville de Maroua et plus généralement vers les zones extérieures à l'aire Guiziga. A cet effet nous nous sommes rendus dans toutes les sous-préfectures du Nord-CAMEROUN susceptibles d'avoir des Guiziga sur le territoire de leur juridiction.

- En l'absence de fiches récapitulatives, nous avons dû dans la plupart des cas dépouiller toutes les fiches individuelles, souvent incomplètes d'ailleurs ;
- les anciens recensements étant égarés (ou dans un état de délabrement indéfinissable), nous avons dû nous contenter du dernier recensement, ce qui ne nous permettra pas d'établir les comparaisons dans le temps, comme nous l'aurions souhaité.

Le dépouillement de ces recensements, lorsqu'il sera complètement exploité, devrait nous permettre de définir :

- l'importance du phénomène des migrations internes (nous entendons par là les changements de villages à l'intérieur même de l'aire Guiziga)

- les principaux lieux d'implantation des Guiziga à l'extérieur de cette aire d'extension (Kurgui-Pivou ; Kaélé-Dumru ; Pitoa-Sicandé ; soit, respectivement en pays Mandara, Mundang, Fulbé-Falli) ;

- le degré d'intégration aux autres ethnies (fondation de quartiers Guiziga, ou au contraire dispersion dans les quartiers déjà existants)

- les principales zones de départ ;

- éventuellement le jumelage qui peut exister entre les villages de départ et les villages d'arrivée.

B - Enquête par questionnaire

Cette enquête portant essentiellement sur les Guiziga installés à Maroua et plus particulièrement sur les Guiziga venus à Maroua, à la suite de migrations, avait plusieurs objectifs :

- connaissant à la suite de notre premier travail chez les Guiziga, l'organisation politique, sociale, économique et religieuse des Guiziga du Sud de Maroua (Muturua -Lulu essentiellement) et ayant complété notre information au cours de ce dernier séjour auprès des Guiziga situés au Nord de Maroua, nous désirions connaître les raisons qui pouvaient pousser le Guiziga à quitter son village d'origine pour aller s'installer en ville. Nous comptons ainsi vérifier une hypothèse émise à la suite de notre premier séjour, à savoir : que le Guiziga quitte son village et s'installe en ville beaucoup plus par refus de la société traditionnelle que pour l'attrait constitué par la ville ;

- nous voulions également connaître la nature des relations que les Guiziga continuaient ou non d'entretenir avec les parents ou amis restés au village (relations religieuses, économiques, matrimoniales ...) susceptibles d'entraîner, à plus ou moins longue échéance, le retour au village ou la détribalisation (par le biais de l'Islamisation notamment) ;

- nous voulions tenter enfin de déceler les modifications qu'un séjour en ville pouvait apporter à la manière de vivre traditionnelle du Guiziga (transformation des attitudes religieuses, économiques ..., évolution des besoins, perspectives d'avenir, pour leurs enfants notamment) et le jugement qu'il pouvait porter sur la ville.

Notre questionnaire comportait cinq rubriques essentielles :

- Identification

- origine clanique et lignagère ;
- situation familiale ;
- degré d'instruction ;
- antécédants au point de vue des migrations ;
(peut-on tracer en somme le portrait robot du migrant Guiziga).

- Situation dans l'ancien village

- situation économique ;
- statut social au regard de la tradition ;
- les raisons qui ont poussé l'individu à quitter le village

- Situation à Maroua

- situation familiale et professionnelle ;
- circonstances de son installation.

- Relation avec l'ancien village

- fréquence des visites au village et raisons de ces visites ;
- relations économiques (achat de mil, demande de prêt cadeaux reçus ou donnés)

- La ville et sa représentation

- Pourquoi est-il venu en ville ?
- Qui lui a conseillé de venir ?
- Lui-même conseillera-t-il à un ami ou parent de son ancien village de venir à Maroua ?
- Attitude vis-à-vis de la tradition (croyance en la puissances des devins, au pouvoir des divinités du village, de l'esprit de ses ancêtres, attitude vis-à-vis de l'initiation...)
- Perspectives d'avenir pour les enfants...

Ces enquêtes par questionnaire, réalisées à Maroua, Pitoa, Sicandé, ne sont pas encore complètement exploitées et il est difficile à ce stade du travail, de donner des résultats, même approximatifs.

C - Enquête auprès des Guiziga du Nord de Maroua

L'enquête essentiellement menée par interviewes non directives auprès des Guiziga Bi-Marva et Kaliao du Nord de Maroua a confirmé ce que quelques sondages menés au cours de notre premier séjour nous avait amené à penser.

Il n'y a pas de différence significative entre l'organisation politique, religieuse, sociale et économique des Bi-Marva et Kaliao et des Muturua. Toutefois, une histoire relativement récente, différente, a modifié quelque peu la situation. Alors que les Guiziga Muturua avait su garder l'intégrité de leur territoire au cours de l'invasion Fulbé, puis la colonisation allemande et française, les Bi-Marva ont été chassé de leur territoire (Maroua) et refoulés au nord de Maroua, dans de petits massifs où ils cohabitent avec les Mofu. La conséquence a été un brassage beaucoup plus important qu'à Muturua, de lignages, de clans, voir même d'ethnies. Ainsi par exemple est-il très difficile pour les Guiziga de cette région de faire la différence entre certains clans d'origine Mofu et d'autres d'origine Guiziga.

De même si les Guiziga Bi-Marva et Kaliao disent ne plus toujours respecter l'exogamie clanique, c'est davantage par ignorance des anciennes relations claniques, que de propos délibéré.

PROJET D'ETUDES SUR LES MIGRATIONS (NORD-CAMEROUN)

I - Résultats acquis au cours du premier séjour

L'étude de la répartition des clans et des lignages dans les divers villages du Canton de Muturua nous a montré que le groupe de parenté n'était généralement plus un groupe de résidence.

- le village regroupe les membres de plusieurs clans et lignages ;
- les membres d'un même clan et même d'un même lignage sont répartis dans plusieurs villages ;
- les Guiziga changent très souvent de villages.

Causes :

- Expansion démographique : les habitants d'un même village désirant posséder un "champ de case", et si possible des champs plus importants à distance raisonnable de leur lieu de résidence, le village ne peut dépasser une taille maximum (nombre de concessions) qu'il est difficile de fixer ; le clan ou même le lignage, au fur et à mesure qu'il prend de l'extension, ne peut plus résider dans le même village.

- Constitution de chefferies non homogènes : c'est le cas à Mindif par exemple où les Guiziga sont placés sous le commandement d'un Lamido (Fulbé)

- Recherche de la liberté vis-à-vis de la famille

- Recherches de terres pour le coton et le mil de Karal :

une des raisons des migrations vers le Nord du Canton de Muturua (Mussurtuk notamment) et vers Kurgui.

- Mésentente avec les chefs ou les villageois

Ces migrations sont rendues possibles par :

- la nature de l'organisation politique et religieuse traditionnelle

Quel que soit le village du Canton de Muturua dans lequel le Guiziga décide de s'installer, il sera toujours placé sous le commandement d'un chef Guiziga du clan Muturua et du lignage Ngi Buï et protégé par les divinités de ce village quelle que soit l'origine clanique et lignagère du Chef religieux. Il n'a donc pas intérêt de ce point de vue de rester dans un village déterminé.

- le système d'appropriation des terres : sauf s'il y a vente, les champs appartiennent à ses débrousseurs ou à ses descendants ; l'individu n'aura donc aucun scrupule à aller tenter sa chance ailleurs, persuadé que s'il ne réussit pas, il pourra toujours retourner dans son village d'origine et récupérer ses champs.

Conséquences :

- déclin de l'importance des relations claniques et lignagères (dans une certaine mesure) au profit des relations de voisinage,

- le mouvement de migrations s'autoamplifie dans la mesure où les membres de son clan ou lignage étant représentés dans plusieurs villages, l'individu aura la possibilité de s'y fixer sans être considéré comme un étranger,

- individualisation de la production et de la consommation rendue possible par la diminution de l'importance des liens de parenté entraînant une diminution des dépenses traditionnelles (mariage, enterrement, prestation de biens et de services) contrée au niveau du village par les autorités politiques dont le statut social dépendant de sa position généalogique n'est pas élevé.

C'est certainement là une des causes des migrations à l'aire Guiziga.

PROJET POUR LE PROCHAIN SEJOUR

Etudier les phénomènes de migrations des Guiziga vers la ville et plus généralement vers les zones extérieures à l'aire Guiziga (Début d'enquête réalisée à Kurgui et Pivou en zone Mandara).

I - Essai de mise en évidence de courants de migrations

- Directions supposées : Maroua, Kaélé, Garoua, Pays Mandara.
- ces migrations sont-elles définitives ou temporaires?

II- Causes des migrations et origine des migrants

- origine clanique lignagère et villageoise
- âge, spécialisation, degré de scolarisation
- position dans l'ancien village -poids relatif des diverses causes de migrations :
 - . Mal accepté dans le village ?
 - . désir d'indépendance ?
 - . recherche d'un revenu monétaire ?
- lieux des migrations en fonction des rubriques précédentes.

III- Situation dans le nouveau lieu de résidence

- relations avec les autorités du lieu (Fulbé-Mandara)
- intégration ou tendance à se regrouper entre migrants et éventuellement nouvelle répartition du pouvoir politique et religieux.
- Changement des techniques culturelles et de la nature des productions éventuellement.
- système foncier : location, achat ou attribution des terres,
- évolution des besoins au contact de sociétés différentes.

IV - Relations entre les migrants et leur village d'origine

- économiques, échange de biens avec les parents restés au village ;

- religieuses : retour au village à l'occasion des fêtes et des sacrifices ?

- matrimoniales : choix des épouses dans le village d'origine ?

Appel ou non à de nouvelles migrations en vantant les mérites du nouveau lieu d'implantation ?

Naissance dans la conscience des villageois de représentations plus ou moins erronées de la ville.

V - Conséquences de ces migrations

- au niveau du village :

• pertes d'indésirables et (ou) de leaders éventuels (scolarisés, agriculteurs dynamiques) susceptibles d'amener le progrès dans le cadre du village traditionnel.

• mobilité de la population rend plus difficile la tâche d'éducation en vue du développement exercée par les agents de la C.T.D.T. et éventuellement les animateurs ruraux.

- au niveau du Nord-Cameroun

• les migrants Guiziga de plaine quittent une zone non surpeuplée (Canton de Muturua) et prennent possession de terres libres qui seraient d'une grande utilité aux Kirdis Montagnards; si ces derniers acceptent un jour de descendre et de ne pas remonter ?

C O N G O - B R A Z Z A V I L L E

Roland DEVAUGES, psycho-sociologue, a séjourné au CONGO-Brazzaville de mars 1968 à octobre 1969. Il a effectué des enquêtes sur les commerçants et les artisans de Brazzaville selon un cadre théorique défini précédemment.

I - Cadre Théorique

- recherche d'une conception du développement qui échappe au cadre strict des modèles occidentaux,

- critère de l'utilité sociale ayant conduit à choisir comme objet d'étude, plutôt que les faits de consommation, "l'ensemble des activités de production, de distribution, d'organisation et de gestion" ⁽¹⁾,

- observation de ces activités dans les entreprises au sens large allant des petites entreprises familiales de commerçants et d'artisans jusqu'aux organisations à base administrative,

- limitation de la présente étude à la première de ces catégories (commerçants et artisans locaux) afin de mieux saisir le rôle des sociétés et des cultures traditionnelles dans ces formes sociales nouvelles,

- étude de ces phénomènes dans le cadre de la triple interaction existant entre l'entreprise, l'entrepreneur qui l'anime et l'environnement où se déploie son activité,

- choix du critère d'efficacité technique (au sens large) mettant l'accent sur des problèmes tels que la relation entre le projet et l'exécution ou les modes d'efficacité utilisés, de type "industriel" ou magico-religieux, etc...

(1) Op. cit., p. 5.

II - Recherches sur le terrain

Elles sont actuellement terminées, à l'exception des enquêtes de complément qui peuvent s'avérer nécessaires, et je procède à l'exploitation de mes matériaux. Cette étape du travail revient d'une part à comparer les résultats obtenus à ceux attendus en fonction de la problématique adoptée, d'autre part à s'efforcer d'observer ces mêmes matériaux d'un œil "neuf" dans l'espoir qu'ils manifesteront des propriétés nouvelles. Je peux, à cet égard, faire ici deux remarques :

1°)- au stade actuel, peu de faits vraiment nouveaux semblent devoir se manifester, sauf si l'on considère comme tel un certain édifice socio-culturel caractéristique de ce stade de la vie urbaine et qui dépasse d'ailleurs le cadre limité de la population des commerçants et artisans. Cet édifice est le produit, selon des hiérarchies variables, d'un "bricolage" d'éléments socio-culturels disparates et dont certains sont, pour les besoins de la cause, profondément remaniés. Sans en revenir aux "patterns" de civilisation de Ruth Benedict, j'espère parvenir à dégager quelques traits culturels généraux, particulièrement nets chez les petits entrepreneurs étudiés, mais d'une portée plus étendue, et qui constituent en matière d'activités sociales, les éléments d'une nouvelle tradition urbaine en train de se constituer.

2°)- sur le plan strict des activités mesurées en termes d'efficacité technique, il apparaît d'ores et déjà que le cadre défini à partir des différentes "catènes" (1) est trop large et insuffisamment précis pour l'objet limité de l'étude. Les comportements observés chez les commerçants et les artisans se regroupent autour d'un nombre très restreint de modèles d'activité dans lesquels jouent surtout -et dans des limites étroites- la prévision, la persévérance, la maîtrise technique, la sensibilité aux pressions extérieures (famille, groupe de

(1) Op. cit. pp. 12-17

consommation), etc... Une classification en termes de progrès exigera donc des critères plus fins que ceux définis dans la problématique. Il n'en restera pas moins que celle-ci aura joué son rôle, de proposer une méthode de travail, de tracer des cadres permettant de situer les faits observés et enfin de suggérer des rapprochements avec d'autres catégories de phénomènes. Ainsi cette étude limitée aux petits commerçants et artisans ne prend toute sa signification que comme élément d'une recherche plus large englobant un ensemble "d'objets" sociaux des petites entreprises privées aux organisations d'Etat à base administrative.

III - Publications

a- achevées

-Eléments pour une étude sur le développement (l'exemple du Congo-Brazzaville). Brazzaville, Centre ORSTOM, oct. 1969, ronéo, 49 p.

(Exposé sur les conditions théoriques ayant orienté l'étude sur les artisans et les commerçants et sur les conditions pratiques de son exécution : la partie 1^o du présent texte contient un résumé des principaux points de ce travail).

b- en préparation

-Commerçants et artisans congolais à Brazzaville

-Quelques transformations en une décennie (1959-1969) dans la société des femmes de Brazzaville (avec la coll. de Mme STRAESSER).

-Les années 30 à 50 dans le souvenir des lari : recueil de récits commentés sous l'angle de leur apport à l'interprétation de certaines attitudes contemporaines.

-Contes lari - édition lari-français prévue en coll. avec M.A. JACQUOT, linguiste de l'ORSTOM

-Traditions orales et attitudes chez les lari de Brazzaville.

Ces publications sont citées dans l'ordre prévu pour leur achèvement.

Georges DUPRE, sociologue a été réaffecté au CONGO-Brazzaville en mars 1969. Il s'est livré à la rédaction de sa thèse de 3ème cycle sur les NZABI, et a effectué des enquêtes complémentaires sur cette population à Brazzaville.

Publications :

- a) monnaies de fer et métallurgie nzabi
- b) organisation clanique et charte généalogique
- c) commerce et migrations entre Nyanga et Louessé à l'époque pré-coloniale
- d) Njiobi et Le Mère, deux cultes anti-sorciers dans leur contexte économique.

Ci-joints en annexe :

- 1- Anthropologie des NZABI, tome I (exposition du déroulement de la recherche et sa problématique)
- 2- Documentation graphique réalisée à ce jour.

Il n'a pas été possible de joindre un exemplaire de l'article publié en collaboration avec P.P. REY : Réflexion sur la pertinence d'une théorie de l'histoire des échanges, cahiers internationaux de Sociologie, vol. XLVI, 1969, p.133-162, la revue ne m'ayant pas fourni de tirés à part.

Michel JULLIEN, psycho- sociologue, a été affecté en juillet 1969 à Brazzaville où il effectue une étude sur la formation des cadres moyens et supérieurs au CONGO et notamment sur l'enseignement secondaire et supérieur.

ACTIVITE à BRAZZAVILLE

1ère phase : elle correspond à la définition initiale du projet : "Etude de la formation des Cadres moyens et supérieurs au CONGO". Elle a donné lieu à un "rapport préliminaire" (juillet 1965). Afin de dépasser la simple analyse des structures de formations, et d'aborder les aspects fonctionnels dans un univers aisément circonscrit, j'ai localisé cette étude sur l'enseignement secondaire et supérieur, qui, par ailleurs, préoccupent le plus les autorités congolaises.

Les premières approches ont été de type sociologique: signification du statut de cadre ou d'élève, relations entre milieu social et élèves.

Très vite les problèmes d'adaptation individuelle à l'univers conceptuel enseigné, d'acquisition et de conservation de la formation sont apparus comme primordiaux...

2ème phase : la recherche s'est alors orientée vers les aspects proprement intellectuels de la formation. En un premier temps j'ai fait la critique des précédentes analyses sur les processus cognitifs en AFRIQUE : ces études, principalement menées au Katanga et en Afrique du Sud posaient le problème en terme de "performances". Cette notion de performance, liée à des "batteries" de tests psychologiques conçus pour un autre univers culturel, débouche sur des typologies collectives à base de différence de degrés, de supériorité ou d'infériorité. Les possibilités d'interprétation restent pauvres et partant les applications pédagogiques limitées à de simples opérations de sélection.

Travaillant seul et sans recevoir de conseils scientifiques proprement dits, j'ai cru bon de reprendre le problème en terme de formation de concepts, stratégies de résolution de problème, dégradation de l'information (théories en honneur chez de nombreux psychologues, aux U.S.A. particulièrement). A cet effet j'ai utilisé diverses méthodes expérimentales, diffusées et de "bonne réputation" scientifique.

Me heurtant à des problèmes de formalisation des données recueillies, j'ai été amené à consulter Monsieur GRECO, Directeur d'Etudes à l'EPHE, et principal représentant en FRANCE de la lignée des travaux de PIAGET. J'avais évidemment étudié les travaux de cette école, mais la richesse des interprétations, présentées parfois d'une façon hermétique, m'avait empêché de prendre conscience de ce qu'ils pouvaient m'apporter (chose fréquente chez ceux qui abordent ces travaux uniquement à travers leurs publications).

Dans mon rapport annuel 1965, en abordant la question d'une thèse de 3ème cycle, j'avais déjà proposé (p. 6) de travailler au sein d'une équipe de Monsieur GRECO, parmi plusieurs autres éventualités que je soumettais au Comité Technique.

Monsieur GRECO m'a conseillé de suivre auprès de lui un enseignement adapté à ses théories et méthodes de recherche, particulièrement en logique et méthodologie expérimentale, et de préparer une thèse de 3ème cycle sous son égide.

3ème phase : elle a débuté par une critique des hypothèses et méthodes de recherche antérieures, faite au sein de l'équipe de Monsieur GRECO. Les interprétations en terme de "formation de concept", "résolution de problèmes" et "informations" sont séduisantes mais souffrent de ne pouvoir être réductibles à des propositions clairement exprimables sous une forme logique. Elles font fréquemment référence à des constructions verbales brillantes mais sans fondement expérimental précis. Indépendamment des discussions de fond qu'elles

peuvent susciter elles sont donc peu propices à l'établissement d'un plan expérimental.

A l'inverse, le fait de partir de systèmes de propositions logico-mathématiques et d'étudier le développement parallèle des structures logiques chez le sujet en cours de formation, permet de mieux contrôler les variables, de préciser les points qui font problème, et d'obtenir une reproductibilité convenable des expériences.

C'est dans cette perspective que se situe ma nouvelle affectation sur le terrain : elle consiste d'une part à reprendre certains points de l'étude antérieure, dans le même milieu, d'autre part, afin de respecter un nécessaire progrès, à porter l'investigation sur cette période de post-formation qu'est le passage à la vie de production et sur la situation, assez comparable, d'apprentis en milieu artisanal traditionnel.

NOTES ET PUBLICATIONS

(les textes soulignés sont les plus significatifs des activités poursuivies)

1 - Neuf notes diverses au Gouvernement et autorités de Polynésie Française : problèmes démographiques, économiques, évolution de certaines communautés, etc...

Au total : 26 pages dactylographiées, Centre ORSTOM, Papeete, 1959, à 1962.

2 - Niveaux économiques familiaux à Tahiti et Mooréa
Mémoire de stage, Mai 1960, ronéo par Conseil de Gouvernement de la Polynésie Française, 22 p. , 5 tableaux.

3 - Aspects sociologiques de l'Implantation de Familles Polynésiennes aux Nouvelles Hébrides, Janvier 1961, Dif. Restreinte, 7 p. dactylographiées, ORSTOM, Papeete et BDPA : "Mission aux Nouvelles Hébrides".

4 - Causerie - Colloque sur l'urbanisation à Papeete, Avril 1961, 8p. ronéo, Bulletin du Rotary Club de Papeete, n° 17.

5 - Aspects de la configuration ethnique et socio-économique de Papeete, Juillet 1961, Communication au Xème Congrès des sciences du Pacifique, 16 p., 1 tableau, 4 cartes ronéo. ORSTOM, Papeete et Institut de Recherches Médicales de la Polynésie Française, Réédition in "Pacific Port Towns and Cities" A symposium - Edited by Alexander SPOEHR Bishop Museum Press 1963 (Honolulu).

6 - Eléments pour la détermination d'une politique du logement, Novembre 1961, 31 pages, 25 planches, Ronéo, Société d'équipement de Tahiti et des Iles (filiale de la S.C.E.T.), Papeete. Repris, sous une autre présentation, dans le Projet d'Urbanisme de Papeete (J.C. BACH Ed.)

7 - Comparaison entre les niveaux de vie des employés des secteurs publics, semi-publics et privés, Décembre 1961, 15 pages, ronéo Conseil de Gouvernement de la Polynésie Française

8 - Travail salarié et dislocation sociale, Contribution à la sous-commission sur les problèmes sociaux, (Commission du Pacifique Sud) Papeete, Avril 1962, Dif. Restreinte, 5 p, dactylographiées, ORSTOM, Papeete.

9 - Analyse statistique de 150 dossiers d'enfants délinquants, Juin 1962, 12 p., dactylographiées, ORSTOM, Papeete

10- Sur trois quartiers de Nouméa, Novembre 1962, 20 p. ronéo, Secrétariat des Missions d'Urbanisme et d'Habitat, Rapport sur l'Habitat à Nouméa.

11-Réflexions sur un problème tahitien (protection foncière et économique moderne) Décembre 1962, 4 p. ronéo, "Actualités d'Outre-Mer", publication confidentielle de l'INSEE.

12- Inventaire sociologique des Foyers de Papeete (Tahiti), Juin 1964, dactylographiées, 99 p. 3 cartes, Ronéo, Centre ORSTOM, Papeete.

13-Problèmes psychologiques de l'Enseignement secondaire au Congo, Juillet 1965, Ronéo, 55 p. Centre ORSTOM de Brazzaville.

14 - Etude de certaines difficultés linguistiques rencontrées par les Elèves Congolais du C.E.G. - annexe de l'Ecole Normale Supérieure en Afrique Centrale, en collaboration avec les Professeur de l'ENSAC (pages 6 à 20 principalement), Juin 1966, 24 pages, ronéo ENSAC, Brazzaville.

15 - Notes sur quelques aspects de la formation . Communication au colloque des Psychologues travaillant en AFRIQUE (Ministère de la Coopération, Septembre 1966) 4 pages dactylographiées.

16 - Apport des Sciences Humaines dans les entreprises de développement. Communication au Conseil Scientifique de l'OCAM (9-11 Février 1967, Brazzaville), 14 P. dactylographiées.

17 - De quelques adjuvants statistiques, ORSTOM, BLSH, n°9, 1967

18 - (En collaboration avec Guy ROCHETEAU) : Aspects des relations inter-ethniques dans les pays d'Outre-Mer d'Expression Française, Communication au colloque de Brighton sur les relations inter-ethniques, Centre for Multiracial Studies University of Sussex, Brighton 1968, Ronéo, 15 p. Bibliographie

19 - Faits économiques et relations inter-ethniques Essai d'interprétation. Communication à la Session de formation du Centre d'Etude des Relations Inter-ethniques, Nice, Octobre 1968, CERIN, Faculté des Lettres, Nice, Ronéo 10 p.

RECHERCHE SOCIOLOGIQUE EN COTE D'IVOIRE

Marc AUGÉ, sociologue. Ses activités pour l'année 1969 se sont déroulées pour partie en COTE D'IVOIRE, jusqu'en Avril 1969, pour partie en FRANCE. Son travail en COTE D'IVOIRE commencé en 1968 a été consacré à l'élargissement de sa recherche sur les Alladian aux ethnies avikam et ébrié et notamment à l'étude de l'idéologie commune à diverses populations lagunaires (Alladian, Avikam, Ebrié) de ses diverses modalités et de son évolution, sous l'influence de la colonisation, du christianisme et de la politique de modernisation.

Le Comité Technique de Sociologie et Psychosociologie a demandé qu'outre un bref rapport relatant leurs activités de terrain et de laboratoire, les chercheurs fournissent un rapport plus long portant sur la problématique de leur recherche et sur ses résultats scientifiques. Dans mon mémoire de titres (1967), mon projet de recherche (mars 1968) et mon rapport annuel d'activités (1968), j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer les difficultés propres à mon terrain d'enquête -en contact ancien avec les navigateurs européens et dès les années 1860 au contact de la puissance coloniale, des points de vue administratif, économique et idéologique. J'avais tenté lors de la rédaction de ma thèse de 3ème cycle de prendre en considération les problèmes théoriques et méthodologiques liés à cette situation particulière : en Basse COTE D'IVOIRE, plus remarquablement qu'ailleurs, l'ethnologie ne peut pas ne pas être sociologique -si l'on entend simplement par sociologie l'étude des structures actuelles de la société, par opposition, ou par contraste, avec des structures traditionnelles censées avoir influencé les premières ou co-exister avec elles. Dans le cas considéré, tout effort pour

appréhender la "tradition" risquait de se voir déçu par l'incessant jeu de miroirs qui renvoyait l'observateur d'une institution à une autre, d'une signification à une autre, sans que puisse être jamais cerné, qu'au travers de mythes délabrés et d'un langage équivoque, l'état relativement stable à partir duquel une explication serait possible. A l'inverse, toute considération des faits actuels renvoyait à une coutume toujours respectée, toujours invoquée. Les remaniements délibérés, les réutilisations - comme dans le cas de la chefferie ou des classes d'âge - n'étaient pas seules en cause ; si l'utilisation d'un langage traditionnel à des fins économiques modernes et intéressées était patent dans certains cas - j'ai tenté d'en donner quelques exemples à propos de l'étude d'un terroir alladian, notamment dans l'article à paraître dans les Etudes Rurales -, les distorsions imposées vraisemblablement durant la seconde moitié du siècle dernier au langage de la descendance tenaient à la fois aux possibilités offertes par la structure sociale elle-même et à la conjoncture ; si la substitution d'un système fondé sur la naissance - distinguant entre des lignées inégales - à un système fondé sur l'âge - et idéalement égalitaire - fut possible et effective, les stratégies individuelles qui mirent à profit cette substitution n'en furent pas à proprement parler la cause. Toujours est-il que l'observation actuelle découvre des faits dont nulle perspective évolutionniste ne peut rendre compte, qu'il lui est impossible d'ignorer et qu'elle doit tout à tour prendre pour objet et pour moyen d'analyse.

Le cas de l'idéologie, de ce point de vue, était particulièrement remarquable. La côte ivoirienne a été de bonne heure christianisée, ou plutôt objet d'une tentative de christianisation ; le passage de HARRIS en 1914 a été senti par tous les observateurs comme suscitant un bouleversement total des croyances et des usages. A l'heure actuelle il n'est plus question de pouvoir observer un fait de religion traditionnelle : l'église catholique, le temple protestant et le temple

harriste (parfois les temples harristes, car le harrisme a ses hétérodoxes) se partagent la quasi-totalité de la population. Cependant la vie quotidienne de chacun, la vie des lignages et parfois des villages sont affectées - il faudrait dire souvent orientées et presque justifiées ou, inversement, menacées - par une perpétuelle référence à un système de croyance complexe qu'on sera tenté en première approximation d'appeler croyances à la sorcellerie. Mais il n'y aurait pas de sens à prétendre que, par exemple, une partie, un secteur de l'idéologie locale a survécu alors qu'un autre (la religion) a disparu, ou que le premier a occupé la place laissée par le second. Tout porte à croire, au contraire, que l'idéologie traditionnelle alladian accordait une grande place à ce type de croyances. Par "idéologie" il faut entendre une notion voisine de celle à laquelle EVANS-PRITCHARD donne provisoirement le nom de "philosophy" à la fin de Nuer Religion, c'est-à-dire un ensemble de croyances qui peut être selon les sociétés dominée par le culte des esprits, le culte des ancêtres, les croyances à la sorcellerie, etc... domination dont on peut penser qu'elle n'est pas fortuite. EVANS-PRITCHARD note à juste titre que la compartimentation en ce domaine est impossible et que c'est au contraire l'ensemble formé par les croyances aux dieux, aux ancêtres, aux sorciers, etc... qui est pertinent pour l'analyse. L'idéologie telle qu'on l'entend ici est plus vaste que la "philosophie" d'EVANS-PRITCHARD : elle comprend explicitement une théorie de la personne et une théorie de la connaissance, dont les spécialistes locaux ont encore une bonne connaissance, et que la littérature permet de mettre en rapport avec l'héritage ashanti. Ces théories sont explicitement mises en relation par le système local global avec la théorie de la sorcellerie et certains cultes anciens disparus mais non oubliés. Les problèmes évoqués plus haut se retrouvent donc, mais sous une forme particulière, au plan idéologique. D'une des raisons pour

lesquelles j'ai essayé de faire reposer ma nouvelle étude sur la considération de l'idéologie réside dans le fait que, comme système d'interprétation, l'idéologie a dominé les formations sociales traditionnelles des populations lagunaires ; il faut préciser à ce propos que la représentation des rapports de parenté et d'alliance d'une part, des rapports de production d'autre part, est très explicitement reliée, dans l'idéologie locale, avec les théories mentionnées plus haut. L'autre raison réside dans le fait que cette domination est toujours actuelle, sous des formes plus ou moins inchangées,

Il m'a paru possible d'essayer de mettre en relation l'amplitude de ces changements plus ou moins marqués (du système persécutif traditionnel, déjà décrit et étudié par les psychanalystes à la culpabilisation intériorisée) avec la nature et l'intensité du contact avec le colonisateur et la christianisation. La nature de ce contact peut être mise en relation elle-même non seulement avec les contingences historiques (ainsi les Ebrié souffrirent plus que les Alladians de la conquête) mais avec l'organisation sociale des populations considérées antérieurement à la colonisation. Disons en gros de ce point de vue Alladian, Avikam et Ebrié représentent trois modèles différents d'organisation socio-politique, clano-villageois, pour les premiers, clano-tribaux pour les seconds, tribo-villageois pour les derniers ; ainsi les Alladian pour qui l'appartenance à un lignage et à un clan était plus essentielle que pour les Ebrié furent en outre du fait de leur insularité, de leur diplomatie et de leurs activités (traitant mais non producteurs d'huile) moins fortement perturbés par les Ebriés au cours des quatre vingt dernières années. Cette distinction est toujours valable à l'heure actuelle où la croissance d'Abidjan continue à menacer différents villages ébrié, cependant que leurs terres de culture disparaissent ; les clans alladian subsistent, les villages ébrié, en bien des cas, se meurent.

Avec bien des nuances les différences repérées actuellement entre le comportement des Ebrié et celui des côtiers - telles qu'elles apparaissent notamment dans les modalités des accusations ou des auto-accusations de sorcellerie peuvent être interprétées en terme de diachronie dans la mesure où elles correspondent à un degré plus ou moins grand de sensibilité à l'agression idéologique et à la pression socio-économique et à l'inégale intensité de cette pression dans les 2 cas envisagés. Cette distinction ethnique et géographique, liée, répétons-le, à des faits de structure et de conjoncture, ne peut avoir de réalité, que provisoire; faisons pour simplifier que l'état actuel de la société ébrié (comme société et comme collection d'individus) risque de préfigurer celui des sociétés alladian et avikan. Les études que nous avons conduites à Bregbo des confessions faites au prophète Atcho (et que nous avons eu la possibilité, sur de nombreux cas précis, de comparer avec la chronique villageoise à laquelle elles correspondaient) nous font penser que ce risque est préjudiciable à l'équilibre de la société et à la promotion des individus. Une telle constatation prend, nous semble-t-il, toute sa signification quand on sait le rôle officiellement dévolu par les autorités actuelles à certains "prophètes" comme agents du développement, et l'adhésion d'une grande partie de la population à une telle présentation - adhésion sentie comme non contradictoire avec la définition de ces mêmes prophètes comme guérisseurs ou "sorcières" de type classique.

Je terminerai par l'énumération de quelques thèmes et quelques domaines importants de la recherche en cours :

- Définition des unités politiques et socio-économiques pertinentes dans les trois sociétés considérées
- Rôle dans la production, la distribution et la circulation du matrilineage, du matrilineage du père et de la patrilineage d'Ego, dans les trois sociétés considérées.

- Le système religieux des trois sociétés du point de vue des fidèles :

- . de l'optatif indifférencié caractéristique des génies de tribu , de village ou de quartier à la conception quasi instrumentale des génies de cour (passage à la magie) d'une part ;
- . de l'optatif indifférencié à l'interprétatif caractéristique des génies de lignages et du culte des morts (passage à la sorcellerie et de façon générale à la théorie interprétative), d'autre part.

- Le système religieux des trois sociétés du point de vue de l'observateur, comme expression de leur structure socio-politique.

- La "théorie du surréal" comme système interprétatif déterminant les modalités des croyances à la sorcellerie et incluant une théorie de la force, de la vie et de la mort, de la personne et de l'hérédité, de la transmission des pouvoirs bénéfiques et maléfiques.

- Le système de la sorcellerie comme théorie et comme discours : le droit à la parole comme lié à la nature du pouvoir.

- Discussion et mise en cause des théories de la littérature anglophone tendant en général à établir une correspondance terme à terme entre structure sociale et système idéologique, qui aboutissent sous leur forme la plus élaborée à la tentative structuraliste de Leach dans Rethinking Anthropology

- Discussion des perspectives psychanalytiques : en la matière (Ortigues, Zempléni).

Quelques domaines d'enquête enfin :

- Enquête historique et ethnologique dans les 3 sociétés -
- Entretiens avec les prophètes, guérisseurs et clairvoyants des 3 sociétés-, et, entre autre seulement, avec Papa Nouveau et Atche
- Etude des confidences faites à Brogbo. Etude systématique d'un cas à partir du village (à l'inverse de ce qui s'est fait dans l'enquête dirigée par J. ROUCH.
- Recensements, étude de l'immigration urbaine ou de l'irruption urbaine.

- Observation sur plusieurs années de la chronique de la sorcellerie dans certains villages.
- Biographies : histoires de vie et observations directes et suivies.
- Dépouillement des archives et des rapports politiques concernant la région considérée des années 65 à 1930;

Bibliographie

Travaux publiés et travaux rédigés en 1969

Publiés :

- Le rivage alladian (thèse pour le doctorat de 3ème cycle) 1969, Mémoire ORSTOM, Paris, 264 p.
- Statut, pouvoir et richesse. Relations lignagères, relations de dépendance et rapport de production dans la société alladian (communication au colloque sur "les relations de clientèle et de dépendance personnelle" organisé par le G.R.A.S.P., Sorbonne en 1968. Cahiers d'Etudes Africaines 35, vol. IX, 1969, 3ème cahier pp. 461-481.
- Temps social et développement, Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, vol. V, n°3, 1968, pp. 7-15
- Temps et Société : le cas de la société Alladian, id. pp. 65-76.

Rédigés et à paraître :

- Tradition et conservatisme : Essai de lecture d'un terroir. A paraître dans les Etudes Rurales
- Les pêcheurs de requins à Port-Bouët. A paraître dans les Cahiers d'Etudes Africaines
- L'organisation du commerce précolonial en Basse COTE d'IVOIRE, et ses effets sur l'organisation sociale des populations côtières.

Communication au dixième séminaire international africain organisé par l'International African Institute et consacré au "développement du commerce et des marchés africains en AFRIQUE OCCIDENTALE.

- Article "anthropologie" de la nouvelle encyclopédie Larousse à paraître.

Travaux et publications antérieurs

- Révolutions économiques et changements sociaux sur le littoral alladian. Communication au Congrès des Africanistes de Dakar (Déc. 67) 21 p. ronéo (Contribution à l'étude collective du thème "Développement et rationalité économique" par les sociologues de l'ORSTOM, Abidjan).
- Traite précoloniale, politique matrimoniale et stratégie sociale dans les sociétés lagunaires de Basse COTE D'IVOIRE. (Contribution au thème collectif lui aussi : "formes de mariage et stratégie sociale") 1968, 19 p. dactylo. A paraître dans les cahiers ORSTOM
- L'extension des cultures industrielles et l'organisation traditionnelle de la famille en Basse COTE D'IVOIRE, Communication au colloque international organisé par le CENELA, Paris, Février-Mars 1968, sur le thème : "la famille dans l'agriculture" Cahiers de CENELA, pp. 116-119
- MONTESQUIEU, ROUSSEAU et l'anthropologie politique, Cahiers Internationaux de Sociologie, T. XL, 1966, pp. 17-42.
- A propos de l'anthropologie américaine et de la monographie villageoise, 5 pages, BLSH, Février 1966
- Les communautés rurales : Problèmes de méthodes et de définition. 20 pages, BLSH, Juillet 1965
- Essai de bibliographie
10 pages. BLSH, Juillet 1965.

Pierre ETIENNE, sociologue, ses activités en 1969 ont été diverses (théoriques et pratiques) et se sont déroulées en partie en FRANCE, et en partie en COTE D'IVOIRE.

Activités :

-Participation aux travaux des démographes de l'ORSTOM (Directeurs MM. TABAH et BLANC) d'Octobre 1968 à Mars 1969.

-Travaux d'analyse de la littérature anthropologique et de rédaction de l'Avant-Propos à "Formes de mariage et stratégie sociale" (à paraître dans les cahiers des Sciences Humaines de l'ORSTOM).

-Mars 1969, Juillet 1969 - Mission en COTE D'IVOIRE pour le Ministère du Plan à titre de consultant pour le recensement démographique de Kossou.

-Juillet 1969, Novembre 1969 - Travaux de rédaction et d'analyse en FRANCE

-Novembre 1969 Mis à la disposition du Ministère du Plan de COTE D'IVOIRE à temps partiel, et à titre de consultant, pour l'enquête sur les possibilités de recasement des populations inondées par l'édification du barrage de Kossou sur la périphérie même du lac. L'étude devrait être terminée en Juin 1970

-Décembre 1969 - Communication à la société de Psycho-Pathologie et d'Aide à la Santé Mentale: "L'individu et le temps chez les Baoulé".

Projets pour 1970

-Participation à l'enquête mentionnée plus haut sur le recensement des populations inondées par l'édification du barrage de Kossou.

-Participation à l'élaboration d'une série de cartes socio-culturelles pour l'Atlas de COTE D'IVOIRE.

-Travaux de rédaction d'articles en cours.

- "Les éléments du statut et les critères de différenciation sociale".

- "Des monnaies au numéraire".

- "Les salutations et les injures".

- "Les noms de personne".

- "La notion de personne".

- "La composition des unités familiales".

- "Problèmes de démographie : L'évaluation de l'âge et le comptage des individus ; méthode classique et méthode généalogique".

- Par ailleurs, j'ai été pressenti par le Professeur THAYER SCUDDER pour travailler, sous l'égide des Nations Unies (UNDP) à une étude de longue durée sur les transformations sociales induites par l'édification du barrage de Kossou.

Ce projet s'ingérerait dans un programme plus vaste d'études actuellement en cours (KARIBA en ZAMBIE, AKOSSOUMBO au GHANA, ASSOUAN en EGYPTES et un dernier barrage au NIGERIA

Alfred SCHWARTZ, sociologue, a passé l'année 1969 en FRANCE où il s'est principalement livré à un travail de recyclage théorique et méthodologique.

Travaux personnels

- Soutenance le 28 Janvier d'une thèse de doctorat de 3ème cycle en sociologie, préparé sous la direction de Monsieur G. BALANDIER, Professeur à la Sorbonne, et intitulée : "Tradition et changements dans la société guéré". Cette thèse est le résultat de la recherche que nous menons en COTE D'IVOIRE depuis Janvier 1965.

- Rédaction, à la demande du Professeur SAUTIER, d'un article intitulé : "Essai d'approche sociologique d'un terroir de la zone forestière de l'Ouest Ivoirien", à paraître dans un numéro spécial de la revue "Etudes Rurales" consacré aux terroirs africains et malgaches.

- Recherche, à la demande du Professeur BALANDIER, sur "La pertinence du concept de stratégie dans l'approche des sociétés/africaines traditionnelles". Analyse comparative des stratégies déployées par trois sociétés de COTE D'IVOIRE : les Alladian, les Gouro, les Guéré.

- Mise en état, en collaboration avec des analystes du CARDAN, de la bibliographie établie par A. OTHILY sur le TOGO. Notre travail a consisté essentiellement à vérifier, compléter et traduire les titres parus en langue allemande à partir d'une recherche effectuée à la Bibliothèque Universitaire de Strasbourg, la mieux équipée de FRANCE en ce domaine. Constitution d'un fichier d'environ 800 titres, avec traduction.

Publications en 1969

- Textes ronéotypés

* "Essai d'approche sociologique d'un terroir de la zone forestière de l'Ouest Ivoirien", 18 p. A paraître dans un numéro spécial de la revue "Etudes rurales", consacré aux terroirs africains et malgaches.

*"Le sociologue et l'étude de terroir". Intervention au colloque sur les terroirs africains et malgaches du 24 au 26 Septembre à l'ORSTOM, 8 p. A paraître dans les Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines.

*"La pertinence du concept de stratégie dans l'approche de trois sociétés africaines et traditionnelles : les Alladian, les Gouro et les Guéré (COTE D'IVOIRE), 21 p.

-Etudes antérieures parues au cours de l'année

*"Calendrier traditionnel et conception du temps dans la société Guéré". Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines. Vol. V, n°3, 1968.

*"La mise en place des populations guéré et wobé : essai d'interprétation historique des données de la tradition orale". Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. V, n°4, 1968, (1ère partie) et vol. VI, n°1, 1969 (2ème partie).

-A paraître

*"Toulépleu : étude socio-économique d'un centre semi-urbain de l'ouest ivoirien". Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. VI, n°2, 1969.

* Tradition et changements dans la société guéré. Mémoire ORSTOM

-Bibliographie des publications (au 15 Décembre 1969)

- Textes imprimés

* Etude géographique des problèmes de transport en COTE D'IVOIRE, Paris, Documentation française, 1963, 136 p.
En collaboration avec F. et P. LE BOUENNEC, A.R. HIRSCH et Cl. REGNIER, sous la direction du Professeur J. TRICART.

*"Calendrier traditionnel et conception du temps dans la société guéré", Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. V, n°3, 1968.

*"La mise en place des populations guéré et wobé : essai d'interprétation historique des données de la tradition orale". Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, vol.V, n°4, 1968 (1ère partie), et vol.VI, n°1, 1969 (2ème part.)

-En cours d'impression

- * "Toulépleu : étude socio-économique d'un centre semi-urbain de l'ouest ivoirien". Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. VI, n°2, 1969.
- * Tradition et changements dans la société guéré. Thèse de 3ème cycle (389 p. ronéo), Mémoire ORSTOM.

- Textes ronéotypés

- * Les problèmes de la concurrence rail-route en COTE d'IVOIRE. Mémoire présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université de Strasbourg, et préparé sous la direction du Professeur J. TRICART. Strasbourg, 1960, 96 p.
- * Etudes de Sciences Humaines en COTE d'IVOIRE : essai de bibliographie, Paris, ORSTOM, 1964, 47 p.
- * Ziombli : l'organisation sociale d'un village guéré-nidrou, Abidjan, ORSTOM, 1965, 119 p.
- * Toulépleu : étude socio-économique d'un centre semi-urbain de l'ouest ivoirien, Abidjan, ORSTOM, 1966, 211p, Mémoire de l'EPHE, préparé sous la direction du Professeur G. BALANDIER.
- * Univers économique traditionnel et évolution du système de production guéré. Abidjan, ORSTOM, 1967, 30 p. Communication au 2ème Congrès International des Africanistes Dakar, Décembre 1967
- * Formes de mariages et stratégie sociale dans la société guéré traditionnelle. Abidjan, ORSTOM, 1968, 17 p. Communication au Congrès de la NASA, Abidjan, Mars 1968
- * Essai d'approche sociologique d'un terroir de la zone forestière de l'ouest ivoirien, 18 p. A paraître dans un numéro spécial de la revue "Etudes Rurales" consacré aux terroirs africains et malgaches.
- * "Le sociologue et l'étude de terroir". Intervention au colloque sur les terroirs africains et malgaches du 24 au 26 Septembre 1969 à l'ORSTOM, 8p. A paraître dans les Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines.

***"La pertinence du concept de stratégie dans l'approche
de trois sociétés africaines traditionnelles : les
Alladian, les Gouro et les Guéré (COTE d'IVOIRE)."**

Le concept de stratégie est un concept qui a été utilisé dans de nombreuses disciplines. Il est défini comme l'ensemble des actions et des décisions qui sont prises pour atteindre un objectif. Dans le domaine de la gestion, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'entreprise et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la politique, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'Etat et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la guerre, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'armée et les moyens de la réaliser.

Le concept de stratégie est un concept qui a été utilisé dans de nombreuses disciplines. Il est défini comme l'ensemble des actions et des décisions qui sont prises pour atteindre un objectif. Dans le domaine de la gestion, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'entreprise et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la politique, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'Etat et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la guerre, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'armée et les moyens de la réaliser.

Le concept de stratégie est un concept qui a été utilisé dans de nombreuses disciplines. Il est défini comme l'ensemble des actions et des décisions qui sont prises pour atteindre un objectif. Dans le domaine de la gestion, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'entreprise et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la politique, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'Etat et les moyens de la réaliser. Dans le domaine de la guerre, la stratégie est l'ensemble des décisions qui déterminent la direction de l'armée et les moyens de la réaliser.

G A B O N

Laurent BIFFOT, psycho-sociologue, est retourné au GABON en Octobre 1968. Il s'est livré à la rédaction de la seconde partie d'un ouvrage sur la jeunesse scolaire gabonaise.

Rédaction du Tome II de: comportements, attitudes et niveaux d'aspiration de la jeunesse scolaire gabonaise

Au moment où nous rédigeons notre rapport de fin d'année 1968, était terminée l'analyse des réponses sur le choix de la situation matrimoniale ou paramatrimoniale : vie de célibataire, de marié polygame, de concubinaire.

Ce triple phénomène a été ensuite examiné en profondeur sous l'angle des motivations et des attitudes préférentielles. La comparaison des réponses de 1962 et de celles de 1966 a permis de dégager des constatations telles les suivantes:

- diminution de la tendance à vivre célibataire ou concubinaire
- augmentation de la tendance au mariage ; et dans ce cadre s'observe un accroissement de la tendance à la polygamie dont la progression dans le secondaire est de 9,90 % chez les garçons et de 4,37 % chez les écolières; de 22,45 % chez les écoliers et de 14,34% chez les jeunes filles dans les CM2.

Le chapitre consacré aux bandes d'enfants est également terminé. Une recrudescence de la délinquance juvénile s'observe ; elle est imputable, entre autres, au sentiment d'isolement et d'abandon ressenti par un nombre croissant d'enfants, aux conduites de retrait de bien des parents face à leurs responsabilités de pères et de mères, à l'afflux vers la ville d'enfants dont les parents sont au village - et, en

ville même, à une distribution arbitraire des enfants dans les différents établissements scolaires de Libreville, et également à la qualité des films policiers genre dans lequel un cinéma de Libreville s'est, peut-on à juste titre affirmer, spécialisé. Il importe enfin d'ajouter le niveau fort élevé des aspirations des jeunes.

L'examen, fort avancé, de ce dernier phénomène révèle d'après les échelons hiérarchiques qui en découlent, que l'enseignement, la santé, et la bureaucratie sont l'idéal professionnel des 3/4 des élèves gabonais et que les professions manouvrières et rurales sont fort peu prisées etc...ce qui est confirmé par les cotes attribuées à ces différentes professions.

Le Tome II d'environ 175 pages sera déposé à la Direction Générale en Juin 1971 lors de notre passage à Paris ; nos vingt mois de séjour outre-mer se terminant le 20 Juin 1970.

Publications

- La vie matrimoniale et paramatrimoniale (200p) publié sous le titre : Les dépenses exceptionnelles dans les budgets de ménage à Pointe-Noire e, 1958 (en collaboration avec R. DEVAUGES). Cahiers ORSTOM, Sciences Humaines, n°3, 1963, 300 p, ORSTOM, Paris.
- Facteurs d'intégration et désintégration du travailleur gabonais à son entreprise. Cahiers ORSTOM, Sciences Humaines, n°1, 1963, 133 p (N.B. 1ère ed. ronéo, 1961, 151 p) (Extraits traduits et commentés in Readings in African Psychology from French Language Sources, par F.R. WICKERT, Michigan state University, 1967, pp.139-149).
- La Jeunesse Gabonaise face au monde rural et au monde urbain, in l'enfant en milieu tropical. Centre Intern. de l'Enfance, Paris, n°20, p. 21-34, 1964

- Prolegomenes a toute évolution socio-économique du monde rural dans les pays en voie de développement et plus particulièrement en AFRIQUE intertropicale
Publié sous le titre : Développement socio-économique et les relations Hommes-terre (Sociologia Ruralis vol. VIII n° 3-4 1968, pp. 305-329).

Roneotés

- Possibilités d'émissions culturelles radiophoniques au Gabon, ORSTOM, Libreville, Mai 1962, 19p.
- Evolution du Monde rural Nord-Est du GABON en relation avec les changements en agriculture (Traduit en anglais par Pamela MAMBIANA BELINGUE, B.A.)(1er Congrès Mondial de Sociologie Rurale, Dijon, 1964) 22 p. ORSTOM, Libreville
- Contribution à la connaissance et compréhension des populations rurales du Nord-Est du GABON. ORSTOM, Libreville, 237 p. ; thèse de doctorat d'Université, Rennes ; Déc.1964
- Du rôle indispensable de la quantification dans la perception de certains phénomènes en psycho-sociologie (Traduit en anglais par M. Jane CORLETTE, B.A.) 12 p., ORSTOM, Libreville (VI^e Congrès Mondial de Sociol. Evian, 1966)
- Situation actuelle de la recherche au GABON et essai d'une déontologie du chercheur et de la recherche scientifique en AFRIQUE 50 p (Colloque UNESCO sur la Politique scientifique et l'administration de la recherche en AFRIQUE, Yaoundé, CAMEROUN, Juillet 1967).
- Comportements, attitudes et niveaux d'aspirations de la jeunesse scolaire gabonaise Tome I : univers familial ; univers scolaire. ORSTOM, Libreville, 146 p. 1967.

Dactylographies

- Enquête psycho-sociologique sur les Boursiers ORSTOM 1957-1958, ORSTOM, Paris, 1958 ; 67 p.
- Activités scientifiques exercées au GABON par des organismes autres que l'ORSTOM (analyse critique d'ouvrages) 65 p 1965
- Classes sociales et développement rural (38p).

En préparation :

- Comportements, attitudes et niveaux d'aspirations de la jeunesse scolaire gabonaise Tome 2 (à paraître en Juin 1970)

Signalons enfin :

- Reptrospective des partis politiques au GABON et nécessité d'un Parti unique (1er séminaire du Parti Démocratique Gabonais 8-15 Septembre 1969, travail réalisé dans le cadre du journal DIALOGUE) 18 p.

Jacques BINET, sociologue, S'es activités pour l'année 1969 se sont déroulées en EUROPE, et notamment en FRANCE. L'objet de son étude est constitué par les villes nouvelles et les grands ensembles. Il s'est livré également à un travail d'exploitation de données sur le GABON.

I - Publications et Conférences

- Notes (ronéo) sur l'urbanisme Annecy, 22 p. Scandinavie, 30 p, Trouville, 18 p., Toulouse le mirail, 16 p. Coulommiers, 16 p....
- Note (MS) dépouillement du questionnaire économique (18p.) Manuscrits en attente de publication : en collaboration avec Sillans et Gollenhofer : Bwiti Fang, textes rituels, biographies et visions ; commentaires. Déposé aux Cahiers d' Etudes africaines".
- Sociétés de danse Fang- Projet ORSTOM, 300 p.
- "Homo oeconomicus et negritude" ms en cours (projet edit. Seuil) rédigé 100 p.

II- Problèmes posés

A - Sociologie urbaine

Evolution de groupe sociaux avec l'urbanisme nouveau. Période de disponibilité et classes socio-culturelles. Naissance de groupes sociaux formalisés, (culturels), naissance d'un esprit d'association en milieu "bourgeois".

Déclin de la vie de groupe (groupes informels etc...) en milieu ouvrier. Nouvelles élites, nouvelles structures, nouveaux pouvoirs (Association des résidents, gardiens...).

Effets de la masse totale - quartiers et communautés réduits.

Critères objectifs de contentement et de succès - stabilité, délinquance, endogamie, endotropie - Evolution avec architecture et urbanisme.

Evolution des résultats sociologiques en fonction de variables juridiques (copropriété - location coopérative).

B - Psychologie économique

Méthode - questionnaire - test - analyse du droit coutumier - lieu d'étude : GABON

a) Questions classiques

-Fragmentation des marchés (selon les zones, selon la nature des échanges

-Rôle social/ rôle économique de la monnaie. Contrôle de groupes sur l'accès aux biens

-Aspects spéculatifs (commerçants d'occasion, économie de rareté.

b) Questions plus nouvelles

-Faible importance de la production et des rapports de production

-Faible importance du commerce et des rapports du commerce

-Niveau des connaissances économiques (monnaie - lois du marché)

-Faible place des préoccupations économiques

-Divergence entre profit social (solidarité prestige) et profit économique

-Importance limitée de l'argent dans le prestige

-Désir de réussite personnelle, acceptation du paternalisme Ancêtres, modernisme. Danger de la réussite voyante (jalousie, magie) refus des inégalités, chance individuelle. Concurrence.

-Importance des soucis de sécurité (avenir, santé, mort) recherchée dans la famille plutôt que dans la fortune.

-Utilisation des structures sociales à des fins économiques (famille et entreprise, alliés du clan et courtage, descendance et héritage, associations, dépendance et cadeaux).

-Inadéquation des idéologies traditionnelles à l'économie actuelle : opposition Dieu/Héros civilisateur - monde parfait/ monde en évolution. Exploitation et création de richesses.

HAUTE - VOLTA

Jean-Marie KOHLER, sociologue, Ses activités ont porté en 1969 Janvier-Mars, Septembre-Décembre, sur des aspects de la société Mossi, qui avaient déjà été étudiés par lui auparavant, ainsi que sur des thèmes faisant partie de son nouveau programme de recherche.

Thème de recherche

A. Programme 1968 - recherches complémentaires

- 1) Activités agricoles et transformations socio-économiques dans l'ouest du Mossi.
- 2) Les structures familiales et matrimoniales dans l'ouest du Mossi.
- 3) Le peuplement et la formation des commandements politiques dans l'ouest du Mossi.

B. Nouveau programme

Les mouvements de population dans l'ouest du Mossi - Migrations de travail et colonisation agricole

Remarque. Ce nouveau programme constitue une préparation méthodologique et un début de réalisation de l'étude générale des mouvements de population en Haute-Volta. On sait qu'aucune source de financement n'a pu être trouvée jusqu'à présent pour cette étude par le Gouvernement de la HAUTE-VOLTA.

Rédaction

Un texte de synthèse concernant le système de production et ses implications sociologiques a été terminé au début de l'année. Intitulé "Activités agricoles et changements sociaux dans l'ouest-Mossi" (443 p), ce texte récapitule les principaux résultats de nos études menées de 1965 à 1968 dans l'ouest-Mossi selon les thèmes généraux de recherche définis par le

Comité Technique : structures et dynamique des communautés rurales, structures et comportements économiques en milieu traditionnel.

Chapitre I - Présentation générale de la région et de la localité de Dakola.

I - Caractéristiques générales

II - Habitat et paysage agraire à Dakola

Chapitre II - Les modalités de la production agricole

I - L'organisation sociale de la production et de la consommation

II - Les conditions objectives de la production

III - Croyances religieuses, procédés magiques et production

Chapitre III - Formes particulières d'organisation du travail

I - Le travail communautaire libre

II - Le travail salarié

Chapitre IV - Le régime foncier

I - Implications religieuses et politiques des relations entre les hommes et la terre

II - Les modalités de l'appropriation et de l'usage de la terre

III - Analyse de la répartition des terres de Dakola entre les unités sociales et à l'intérieur de ces unités.

Annexes I - Le système matrimonial à Pilimpikou

II - Indications sommaires sur l'évolution des structures politiques et sur l'action administrative.

III - Les migrations

IV - Le développement de la production cotonnière.

Ce texte a été présenté comme thèse de doctorat de

3ème cycle, en Sorbonne, le 5 Mai 1969.

Problématique de la Recherche

Trois sortes de raisons ont joué en faveur du choix de l'ouest-Mossi comme premier terrain d'étude pour l'enquête sur les mouvements de population. D'abord, on sait que cette région alimente d'importants courants de migration et de colonisation. En second lieu, le volume des connaissances actuellement rassemblées sur cette région doit permettre d'interpréter rapidement les premiers résultats de l'enquête et d'en tester la méthode ; les informations concernant les mouvements de population pourront être situées dans des contextes sociaux-économiques déjà connus. Enfin, l'étude du flux de colonisation qui de l'ouest-Mossi rejoint le pays Samo peut faire l'objet d'une étroite collaboration interdisciplinaire, M. REMY ayant étudié en 1968-1969 les aspects géographiques de l'implantation des colons dans la région d'accueil.

La première tâche consistera à préciser les caractéristiques démographiques des mouvements de population, et à établir s'il existe des corrélations entre la situation démographique des régions de départ et le volume des mouvements de migration et de colonisation. Ensuite, on recherchera sur le même plan les relations entre les migrations de travail et la colonisation agricole. L'étude comparée des motivations des migrants et des colons permettra d'éclairer les aspects psychologiques, sociaux et économiques des départs. Une attention particulière sera accordée à la situation matrimoniale et familiale de ceux qui partent, ainsi qu'à leur place dans le système économique. L'enquête portera aussi sur les migrants et colons anciens réinstallés dans le Mossi ; pour reconnaître les changements sociaux et économiques déterminés par ces retours. On tentera en particulier d'apprécier avec une certaine précision les transformations dans les modalités sociales de la production et de la distribution des biens, le développement de l'individualisme et la formation de l'esprit d'entreprise, les nouvelles formes de la compétition sociale et économique.

En ce qui concerne les migrations de travail, on tâchera d'approfondir la problématique qui fut élaborée au cours de nos recherches antérieures, et dont voici un rappel. "Ces mouvements de population sont étudiés en tant qu'ils sont simultanément cause et conséquence des transformations sociales, économiques et culturelles de la société Mossi. Le cadre de vie offert dans l'enclos familial ne permet pas aux jeunes de réussir selon les normes nouvelles qui s'imposent, car les valeurs attachées au succès individuel ont supplanté celle relatives à l'intégration communautaire. Le jeune migrant recherche une expérience de vie riche en possibilités neuves sur le plan matériel et sur le plan culturel, une expérience libératrice des rigides contraintes que lui impose son pays natal une société d'autant plus stricte que la nature y est plus indigente. L'univers défini par les limites étroites de l'économie de subsistance est socialement dévalorisé dans la mesure où il ne permet pas d'accéder aux biens économiques -monnaie et marchandises d'importation- qui sont actuellement chargés d'une efficacité croissante dans les relations entre les hommes. Mais les migrations constituent la principale et quasi unique voie d'accès à ces richesses, qui renflouent les circuits traditionnels nouveaux caractérisés par l'utilisation objective de la puissance économique".

Bibliographie

Notes historiques et ethnographiques sur quelques commandements régionaux de l'ouest-Mossi.

Collection des publications provisoires, ORSTOM, 1967, 80 p. Activités agricoles et transformations socio-économiques dans une région de l'ouest-Mossi.

Collection des publications provisoires, ORSTOM, 1968, 258 p.

Bernard SAINT-JALMES, sociologue, a effectué en 1969 la monographie d'un village gurunsi (Kasséna) de HAUTE-VOLTA.

Sa recherche comportait trois aspects :

- l'organisation socio-politique villageoise,
- le système de production
- et le système foncier.

La première partie de notre étude qui concernait l'organisation socio-politique villageoise a fait l'objet l'an passé d'une première présentation descriptive intitulée :

"Aspects historiques et sociologiques d'un village kasséna de HAUTE-VOLTA".

Dans le système social villageois nous distinguons trois instances principales :

- le système lignager,
- la chefferie politique
- et la maîtrise du sol.

L'étude du système foncier et du système de production qui constituait la seconde phase de notre travail a été entreprise sur la base d'un quartier de plus de 300 habitants, répartis en 31 habitations et 46 exploitations.

Plutôt que d'établir un échantillon d'exploitations réparties sur l'ensemble du village, nous avons choisi de faire l'étude du seul quartier de Pogo pour les raisons suivantes :

- une mission locale de photographies aériennes a été opérée sur ce quartier, qui a permis de gagner un temps précieux pour établir le parcellaire.
- il se présente comme une entité géographique précise.

Situé dans une cuvette délimitée par des collines, il est le seul quartier du village où des champs de collines aménagées en terrasse sont mis en culture, les terroirs des autres quartiers ne comportant que des champs de plaine.

- il est homogène, sur le plan lignager: les trois lignages majeurs qui s'y trouvent installés appartiennent au même lignage maximal.

Les enquêtes entreprises ont porté sur les thèmes suivants : (ces derniers sont agencés non selon la chronologie de la recherche, mais selon le plan d'exposition envisagé).

Facteurs de production

1°)- La terre :

a) le terroir, aspects physiques et morphologiques du terroir ; les différents types de champs :

- jardins de case (tale)
- champs de village (kadwi)
- champs extérieurs à l'aire habitée (kare et pui-kare).

b) inventaire des différentes cultures de façons culturelles -répartition des cultures au sein du terroir.

2°)- Les instruments de travail et le savoir faire technique :

- quelques aspects technologiques des différents types d'outils
- l'aménagement agricole des collines -degré d'élaboration de l'agriculture kasséna.

3°)- L'élevage :

a) aspects techniques de l'élevage - importance du cheptel

b) un début d'intégration agriculture-élevage.

4°)- Le travail : organisation du travail agricole.

-les unités de production : taille, structure familiale, composition sociale (âge, sexe) ; population active, formation et évolution.

-L'organisation et la division du travail

-Répartition de la main d'œuvre active en fonction des types de champs et des différents procédés de travail : groupe de travail restreints, formes de la coopération (invitations de culture) -l'utilisation des manoeuvres.

-Les tendances évolutives : l'atomisation des exploitations, causes et conséquences sur le système de production.

Les rapports de production :

Le contrôle social de la production

1°)- Le contrôle de la terre :

-formes d'appropriation et d'usage de la terre, les différents types de droits fonciers :

•droit d'appropriation des lignages

•droits d'usage d'origine familiale

•droits d'usage issus de prêts (prêt à court terme, à long terme, prêts pouvant se transformer en droits d'usage permanent).

- Héritage et partage des terres : le rôle dominant des aînés et ses conséquences sur la répartition de l'héritage des terres entre aînés et cadets.

2°)- Le contrôle du producteur par le contrôle des biens matrimoniaux (bovins)

- le système matrimonial kasséna

- l'appropriation des bovins, biens dotaux par les aînés comme moyen de contrôle social du producteur

- l'affaiblissement du rôle des aînés et des contrôles sociaux traditionnels : les mariages par enlèvement, les migrations de travail au GHANA, la crise du système de production traditionnel.

the first of these is the fact that the
 second of these is the fact that the
 third of these is the fact that the
 fourth of these is the fact that the
 fifth of these is the fact that the

the first of these is the fact that the

SENEGAL

Jean COPANS, sociologue, (allocataire de recherches) a été affecté au SENEGAL de Janvier 1967 à Juin 1969. Il a participé à une enquête inter-disciplinaire de l'ORSTOM dont le thème était "structures socio-culturelles et comportements économiques en zone arachidière sénégalaise". Son thème personnel de recherche concernait l'organisation du travail agricole et la stratification sociale dans la confrérie musulmane des Mourides.

Nous rappelons ces projets pour mémoire puisque notre allocation de recherches prenant fin au 31 Décembre 1969, il ne nous est plus possible de participer aux recherches engagées par l'ORSTOM et notamment à la suite éventuelle de l'enquête interdisciplinaire sur le thème de la réussite sociale (cf. notre rapport annuel 1968 sur ce point). Nous rappelons la demande d'engagement comme chercheur contractuel formulée l'année dernière, pour pouvoir participer à cette enquête.

Nous avons joint en annexe à ce rapport annuel une brève note sur le statut d'allocataire de recherches afin que le Comité Technique de Sociologie soit parfaitement informé des conditions exactes de travail impliquées par ce type de contrat.

Problématique

Dans la mesure où 1969 a vu l'achèvement de nos enquêtes débutées en 1967 et poursuivies en 1968 nous prions le lecteur de se reporter à nos deux rapports annuels de 1967 et 1968 pour comprendre la problématique mise en oeuvre. 1969 a plutôt été le début de l'élaboration des résultats, que nous présentons ci-dessous sommairement.

Résultats scientifiques

a) Enquête dispensaire : celle-ci paraît à première vue (à la suite de discussions avec le Docteur P. CANTRELLE) assez fructueuse. Le dispensaire sert surtout à soigner des affections bénignes : blessures, maux de tête et d'estomac, conjonctivite, paludisme etc... D'autre part, au moins la moitié de ceux qui le fréquentent proviennent du village même où il est installé. Celui-ci semble n'attirer que 10 % de la population de sa zone théorique d'influence. La fonction du dispensaire rural se trouve donc mise en question tant par la nature (et la qualité) des soins que par son rayonnement effectif.

b) Enquête interdisciplinaire : Nous résumons ici brièvement nos trois contributions au Cahier de Sciences Humaines qui font le point des premières analyses et résultats (le tout étant repris dans notre thèse en préparation). Ce sont :

- La notion de dynamisme différentiel dans l'analyse sociologique : société traditionnelle, système mouride, société sénégalaise.
- Emploi du temps et organisation du travail agricole dans un village wolof mouride (Missirah).
- Les travaux collectifs sur les champs maraboutiques (Yassy, Missirah).

1) L'interprétation théorique globale

Le système mouride est né d'un phénomène historique classique : la destruction et la destructuration de la société wolof traditionnelle. La prise en charge d'un mouvement migratoire, d'une nouvelle culture (l'arachide) et pour le marché, et des fonctions sociales traditionnelles d'encadrement par les marabouts donne naissance à la confrérie mouride, à l'occupation des "terres vierges" et au boom arachidier du SENEGAL. Ce système est fondé sur la relation personnelle entre le Taalibe et son marabout. Cette relation essentiellement religieuse et idéologique permet le maintien du système mouride

au sein de la société sénégalaise malgré les transformations globales qui affectent les fonctions et les formes de l'encadrement social maraboutique traditionnel. L'existence du groupe maraboutique est fondé sur une structure d'exploitation : accaparement d'un surtravail et d'un surproduit fournis par les Taalibe. Mais ce surproduit est utilisé essentiellement à des fins personnelles et non productives. Le travail agricole source essentielle des moyens paysans et maraboutiques est donc un objet d'étude particulièrement intéressant car il permet de saisir comment fonctionne la relation entre organisation du travail et stratification sociale, entre Taalibe et marabout. En fait le surtravail des paysans destiné au groupe maraboutique est peu important bien qu'il varie selon les villages, semble-t-il (cf. Ph. COUTY) et n'entrave en rien l'organisation familiale du travail.

2) L'organisation du travail agricole

Nous avons analysé en détail cette organisation familiale du travail pour y mettre en lumière les rapports entre chef de carré et surga (dépendants), entre aînés et cadets, entre hommes et femmes. La stratification parentale est un phénomène général et inégalitaire. Les aînés au sens général du terme reçoivent d'importantes prestations des cadets. Il a été possible de repalcer cette stratification au sein de la stratification sociale globale et d'élaborer une typologie et des séries discontinues (existence de seuils : on reçoit plus de travail qu'on n'en fournit ou l'inverse, etc...). Cette analyse se fonde sur toutes les données démographiques, techno-agricoles concernant les carrés étudiés (un sous-échantillon de 4 familles au sein de l'échantillon de 13 familles dont nous avons relevé les emplois du temps en matière de travail agricole) et sur un examen du temps de travail par production et par opération. Enfin, nous avons essayé de mettre en valeur ce que nous appelons le facteur démographique c'est-à-dire les limites

optimal et minimal d'emploi de la main d'oeuvre disponible au sein des carrés (en tenant compte des superficies cultivées évidemment). Par ce biais nous avons pu mettre en lumière le problème de la terre et de sa rareté relative : car en fait, il existe au sein des carrés des excédents de force de travail non utilisés ou mal utilisés.

3) Les travaux collectifs

Par ailleurs en nous fondant sur 38 opérations de travaux collectifs sur les champs de marabouts ou de dahira exécutées en 1968, nous avons pu démontrer les variations de la mobilisation ainsi que le "gaspillage" de la force de travail ainsi mobilisé. En fait ces travaux "spontanés" (c'est-à-dire qui ne sont pas organisés par la hiérarchie maraboutique) sont une occasion de marquer son attachement au marabout par une émulation collective. De nombreux indices montrent que ces champs ne sont pas très bien cultivés (notamment le moment de l'opération, le nombre de sarclages). Malgré les revenus importants que ces champs doivent procurer au niveau national, ils ont au niveau villageois une fonction plus idéologique qu'économique. Mais au niveau du système mouride, ils sont le fondement de l'exploitation des paysans par le groupe maraboutique.

L'ensemble de ces recherches montre donc l'importance et la pertinence du facteur idéologique, garant actuel du maintien du système. Mais l'existence d'un groupe social comme les marabouts (qui ne travaillent pas) n'est concevable qu'au sein d'un système inégalitaire et d'exploitation. Celui-ci ne transparaît pas visiblement au niveau de l'emploi du temps et de l'organisation du travail agricole. L'absence de coercition physique ou de sanction "pénale" et matérielle permet à ce système de survivre au sein d'une société (sénégalaise) fondée sur l'économie marchande.

Nous tenons à souligner que certaines de ces analyses théoriques contredisent (du moins en partie) les interprétations théoriques de Ph. COUTY, mais en ce qui concerne l'ensemble des problèmes concrets et des résultats empiriques de nos recherches respectives (et de celles de J. ROCH également) notre accord est commun. Si la pratique de terrain a pu remettre en cause la notion d'inter-disciplinarité (cf. notre rapport annuel 1968), il nous semble qu'au niveau de l'élaboration et de la rédaction des résultats, cette notion redevient à la fois nécessaire et fructueuse et que l'équipe toute entière en est consciente.

Bernard DELPECH, psycho-sociologue, a été réaffecté au SENEGAL en Janvier 1969. Il travaille chez les SERER où il étudie les effets de l'économie de traite et l'influence de l'ISLAM confrérique et du christianisme sur les structures sociales et lignagères, les modèles de représentations, d'attitudes et de motivations des communautés villageoises.

Stratégie de Recherche

Dans le processus global de changement social, le facteur "options religieuses" a été isolé et traité comme variable indépendante.

Deux niveaux de repérage, ont été proposés.

1 - Niveau de l'organisation socio-familiale

Les investigations ont été centrées sur certaines structures, en raison de leur particulière vulnérabilité aux facteurs de changement.

- mode de groupement résidentiel
- formes collectives de la production vivrière et commerciale
- formes collectives de la consommation, de l'épargne, de la thésaurisation, de l'investissement
- transmission des charges d'autorité domestique (qui reçoit l'autorité, de qui, dans quelles conditions?)
- transmission des biens immobiliers (construction traditionnelle, banco, tôle, dur) des biens meubles (matériel agricole traditionnel et moderne, semoirs, souleveuses, charrettes, animaux de trait) et des biens de consommation durables.

2 - Niveau des représentations et des attitudes

- comment est perçue l'action coopérative gouvernementale, quelles sont les critiques exprimées à l'égard du système en vigueur, effort consenti en vue d'une maximisation de la production.

- attitudes face au problème de l'éducation et de la scolarisation : étude de la fréquentation scolaire et des choix linguistiques, options professionnelles.
- attitudes face aux facteurs extérieurs de changement et à l'avenir en général : monétarisation de l'économie, habitudes de consommation etc...

Les résultats

Voici une rapide énumération des premiers résultats.

- L'organisation socio-économique traditionnelle

a) - Groupement résidentiel et autorité domestique

Le groupe de résidence était le plus généralement du type agnatique. La présence d'utérins dans la concession semble un fait récent, indirectement lié à l'apparition de l'économie monétaire (cf infra)

L'ainé des frères agnatiques ou des germains était responsable de la survie de la concession et du comportement des résidents.

Tout conflit mettant en cause un membre du groupe résidentiel trouvait sa solution au niveau du chef d'unité.

b) Organisation de la production

La production était essentiellement vivrière et destinée à l'auto-consommation.

Trois formes d'organisation étaient attestées :

- L'ensemble des membres masculins adultes mariés cultivent le même champ de mil (ou bien chacun dispose d'une parcelle pour l'année).

Le produit de la (ou des) parcelles est rassemblé dans des greniers communs.

Lorsque le chef d'unité est âgé, il peut être libéré de toute activité agricole.

- Chaque membre masculin adulte marié dispose d'une parcelle qu'il conserve durant plusieurs années, mais il doit travailler en priorité sur le champ du chef de l'unité résidentielle, généralement plus vaste ; les greniers sont individualisés.

- Chaque adulte masculin marié dispose d'une parcelle personnelle qu'il conserve plusieurs années mais il ne travaille pas sur le champ du chef d'unité.

Les greniers sont individualisés.

c) L'organisation de la consommation

A chaque forme de production, correspond un mode de consommation.

- Il n'y a qu'une seule cuisine :

La préparation des repas est confiée successivement à chacune des épouses de chacun des dépendants.

Les plus âgées parmi les épouses peuvent être déchargées de cette servitude.

- Deux cas étaient attestés :

Il n'y a qu'une seule cuisine tout au long de l'année mais sont consommés en priorité les greniers du chef d'unité résidentielle. Ce n'est qu'une fois ces greniers épuisés que l'on fait appel à ceux des dépendants.

Les épouses de chacun des dépendants seront successivement chargées de la préparation du repas et puiseront dans le grenier de leur époux.

C'est généralement durant la période de soudure que la concession se segmente en plusieurs cuisines ; le cycle est bouclé avec la moisson.

Dès cet instant, chaque dépendant peut disposer librement du mil contenu dans son grenier.

Il pourra le troquer ou bien le conserver comme appoint.

Le fait pour un dépendant de remettre en commun son surplus vivrier est apprécié par le chef d'unité et les autres dépendants comme un témoignage de cohésion. On distingue deux phases dans le cycle annuel :

. En saison sèche la concession se nourrit sur le grenier du chef d'unité

. Dès le début des travaux agricoles l'unité de consommation se segmente, chaque dépendant subsistant grâce à son propre grenier. Le cycle est bouclé au moment de la récolte.

- Chaque dépendant fait cuisine à part tout au long de l'année.

Si les deux générations sont représentées dans la concession (père-fils) le mode de consommation varie en fonction de l'âge des dépendants et du nombre d'épouses.

Si les membres masculins adultes appartiennent à la même génération, les liens de parenté déterminent pour une grande part le mode de consommation.

Il est naturel que deux demi-frères agnatiques (polygynie) fassent cuisine à part.

Lorsqu'il s'agit de germains, c'est là l'indice d'une scission et l'opprobre est jetée sur le cadet : "quand on a tété le même sein, on doit manger le même mil".

Cette norme est l'une des manifestations de l'unité matrilineaire.

a) Les règles traditionnelles de transmission des biens et des droits fonciers

Le bien par excellence est le troupeau qui se transmet de frère utérin à frère utérin (ou de germain à germain) ou d'oncle à neveu.

Les bêtes sont confiées au membre masculin le plus âgé ou lignage maternel.

Les animaux de selle et de bât, se transmettent aussi à l'intérieur du matrilineage.

Le bétail entre dans la composition des compensations matrimoniales et passe d'un matrilineage à l'autre à cette occasion.

Les cases en paille ou torchis ne sont pas considérées comme biens de valeur, elles sont associées à la transmission de la chefferie domestique. Elles reviennent donc à celui qui assure le contrôle de l'unité résidentielle.

La règle générale est que chacun doit contribuer à accroître la richesse de son lignage maternel.

Les droits fonciers se transmettent en ligne utérine.

Réajustements et tendances évolutives

Deux facteurs sont venus perturber ce schéma :

- L'introduction de l'arachide et de l'économie monétaire
- La diffusion de L'ISLAM et du Christianisme

1 - Arachide et économie de marché

Alors que, traditionnellement le bétail acquis par voie de troc constituait l'élément essentiel de la richesse, les revenus monétaires procurés par l'arachide, vont être investis non seulement en têtes de bétail, mais aussi en biens d'équipement et de consommation durables : case en dur à toit de tôle, matériel agricole lourd (semoirs, houes, charrettes), animaux de trait, qui vont entrer dans la composition de la compensation matrimoniale ; (cas d'une souleveuse dans le village de NDOFFANE LATYR (DIAKHAO)).

Chaque individu va disposer d'un champ cédé par le chef d'unité, prêté, gagé, acheté - destiné à la culture de l'arachide, dont la famille utérine aura du mal à contrôler le revenu.

L'exploitation progressive de la totalité des terres cultivables aura pour corollaire une dispersion des parcelles.

Les lignages utérins soucieux de voir respecter leurs droits vont exercer un contrôle plus vigilant sur l'ainé du lignage et ses descendants en ligne agnatique usufruitiers temporaires.

Au décès d'un chef d'unité, il est fréquent que ses utérins revendiquent, outre le matériel agricole et les biens de valeur, les cases elles-mêmes.

Ils tenteront de s'installer dans la concession voire d'en assurer la direction.

Transmission agnatique ou utérine ? ...

dilemme souvent évoqué à propos des Sérér.

Les normes traditionnelles affirment que les biens acquis se transmettent de père en fils, encore faut-il préciser de quels biens il s'agit.

Lorsque ces biens n'ont qu'une faible valeur vénale (cases en paille, en banco, instruments aratoires de fabrication locale), ils sont rarement revendiqués par les utérins, et restent attachés à la concession.

Par contre, lorsque ces biens constituent un facteur de richesse, les utérins ne manquent pas de les réclamer.

H. GRAVRAND cite entre autres le cas d'un sommier métallique, récupéré subrepticement par un matrilignage sept ans après le décès du propriétaire dans la concession tenue par le fils.

J'ai en mémoire un cas récent : un chef d'unité meurt en laissant entre autres une case en dur à toit de tôle. La famille utérine interdit aux fils d'occuper la case, ces derniers barrent aux neveux utérins l'accès de la concession. Les utérins résolvent le conflit en vendant la case aux fils.

2 - L'influence des options religieuses monothéistes

L'Islamisation-Wolofisation tend à favoriser le mode de groupement agnatique et la transmission des droits et des biens en ligne paternelle ; mais par ailleurs la polygynie détermine une situation de concurrence entre les fils agnatiques.

Ainsi le fils de la plus jeune des épouses se tournera volontiers vers sa famille utérine surtout s'il n'a qu'un seul oncle.

L'adhésion au christianisme impose la monogamie et le choix d'un conjoint catholique, mais lorsque la conversion concerne un individu marié les missions font preuve d'une certaine tolérance en la matière.

Dans bons nombres de villages, les catholiques sont isolés au milieu des musulmans ; les jeunes chrétiens en passe de fonder une famille se trouveront contraints, s'ils se montrent respectueux des normes chrétiennes, de rechercher épouse dans d'autres villages, d'où dispersion des utérins et sans doute accroissement de la tendance à l'instabilité résidentielle.

Etude des covariations dans les structures socio-familiales Sérer

1-Présentation du Programme

Ce projet, esquissé durant mon premier séjour au SENEGAL, au cours duquel j'ai enquêté sur les structures sociales chez les Sérer du Baol (région de NGOHE-MBAYAR) en collaboration avec J.M. GASTFLLU (Economiste) a été mené à bien durant les premiers mois de l'année 1969, dès mon retour de FRANCE.

Le thème de recherches qui va être évoqué a constitué l'un des centres d'intérêt des journées Sérer qui se sont tenues à M^BOUR et DAKAR en Avril et Août 1969.

Il s'agissait de rassembler et de traiter les données statistiques recueillies par A. LERICOLLAIS à SOB (SINE), P. CANTRELLE et B. LACOMBE à NIAKHAR (SINE) et par moi-même à NGOHE (BAOL), SENGHOR et NDOFFANE-LATYR (SINE) complétées par les informations détenues par V. MARTIN (SINE et BAOL), H. GRAVAUD (SINE), et M. DUPIRE (NGOHE-NDOFFOU-NGOR) (SINE).

2-Réalisation

Les documents recueillis oralement, principalement lors des journées Sérér, permettaient de penser que les modes de groupement résidentiel, de tenure foncière, de transmission des charges domestiques, des biens immobiliers et meubles accusent d'importantes variations en fonction de la situation géographique mais qu'il était possible de dégager des structures résultant de l'interaction de ces divers facteurs.

J'ai donc procédé à un regroupement des données fournies par chacun puis à une mise en relation des variables.

Ce travail a constitué ma principale occupation durant les premiers mois de l'année, en dehors de mes activités de terrain dans le cadre du second projet.

L'exploitation a été facilitée par l'utilisation de fiches à perforation marginale.

Le traitement du fichier CANTRELLE-LACOMBE a exigé diverses manipulations qui occupèrent un enquêteur durant un mois.

3-Résultats

L'hétérogénéité des formes de groupement résidentiel s'est trouvée confirmée sans que l'influence du facteur géographique puisse être statistiquement dégagée.

La mise en corrélation du mode de transmission des charges de chefferie domestique et du mode de groupement s'est révélée négative, mais je suis parvenu à mettre en évidence l'action exercée par le mode de transmission des charges et des biens sur le groupement résidentiel.

La présence d'utérins dans l'unité résidentielle constitue un bon indicateur de tendances matrilineaires au niveau de la transmission des charges et des droits.

4-Publication :

Les résultats de cette recherche feront l'objet d'une publication provisoire ronéotée à diffusion intérieure, qui paraîtra au début de l'année 70 (d'environ 60 pages).

Bibliographie

- 1967 - Une communauté rurale dans le bassin arachidier sénégalais, ORSTOM-Dakar, Ronéo.
- 1967 - Approche d'une communauté rurale Sérère du bassin arachidier - Méthodes et techniques d'enquête, Psychopathologie Africaine
- 1967 - Dynamismes Sociaux et conflits d'autorité dans une communauté rurale Sérère, ORSTOM, Ronéo.
Communication au IIème colloque africain de Psychiatrie ORSTOM, Ronéo.
- 1968 - Scissions lignagères par émigration en pays Sérère
Communication à la conférence biennale de la Wasa, ORSTOM, Ronéo.
- 1968 - Note sur la formation et la segmentation des unités résidentielles dans 10 villages Sérère du Baol ORSTOM, Ronéo.
- 1968 - Note sur la terminologie de parenté des Sérère Ol ORSTOM, Ronéo.
- 1969 - Les techniques projectives en Ethnopsychologie
Recueil bibliographique ORSTOM, Ronéo
- 1969 - Vocabulaire de parenté des Sérère Ol ORSTOM, Ronéo.
- 1969 - Les affinités interpersonnelles dans une communauté rurale Sérère, ORSTOM, Ronéo.
- 1969 - Aspects des structures socio-familiales Sérère (à paraître), ORSTOM, Ronéo.

Projet de recherches au SENEGAL (Décembre 1968 - Août 1970)

1 - Thème

Les investigations seraient centrées sur l'étude des changements, affectant les rapports sociaux et les modèles de conduite dans les communautés Sérère du Bassin arachidier.

Parmi les différents facteurs de dynamismes, seule l'option religieuse (ISLAM et Christianisme) serait retenue.

2 - Stratégie d'enquête

Une analyse du changement dans des groupes naturels sous l'effet d'une variable indépendante à deux valeurs, pour satisfaire aux exigences de la rigueur scientifique implique :

a) que faute d'être en mesure de manipuler la variable indépendante, on parvienne à la contrôler dans ces deux valeurs.

b) que "toutes choses restent égales par ailleurs"
- i - e - que les facteurs externes retenus à priori comme susceptible d'exercer une action perturbatrice sur la variable dépendante (rapports sociaux et conduites) soient neutralisés en étant tenus constants et à un même niveau dans chacun des deux groupes d'observation.

c) que l'on dispose d'un groupe témoin de contrôle, présentant à tous égards des caractéristiques identiques à celles des groupes d'observation mais non soumis à l'action de la variable indépendante.

La présence d'un groupe témoin, en renforçant indirectement le contrôle exercé sur les variables parasites assure que seule la variable indépendante rend compte des variations observées au niveau de la variable dépendante.

En l'occurrence, le plan d'observation se heurte à l'absence de groupe-témoin naturel (où la variable indépendante (option monothéiste) serait affectée d'une valeur nulle).

Cette lacune dans la "mesure-avant" peut toutefois être partiellement comblée par recours à l'analyse diachronique ; c'est-à-dire par la reconstitution du groupe-temoin à partir de données rétrospectives (Documents historiques, archives, tradition orale) mais aussi par un rigoureux appariement des deux groupes d'observation quant aux variables externes.

La mise en rapport des variations observées dans chacun des groupes au niveau de la variable dépendante éclaire alors la nature et les modes d'action des processus induits par la variable indépendante.

3 - Le choix des deux communautés

Les deux groupes d'observation devront donc présenter les caractéristiques suivantes :

a)- être ethniquement et religieusement homogènes :
le choix portera donc sur :

- 1 village islamisé (Mouride)

- 1 village christianisé.

b)- se trouver dans une situation identique ou très voisine quant aux variables de milieu ci-dessous énumérées, qui seraient susceptibles d'agir (directement ou par interaction) sur la forme et la nature des rapports sociaux et des conduites, objets de l'analyse.

- Contraintes écologiques : position géographique et topographique, régime des pluies, ressources en eau, nature des sols, tous autres facteurs physiques assurant aux deux communautés des chances égales en matière de développement agricole.

- Contexte démographique : densité, taille, sex ratio, taux de croissance, etc.. (cf. 3 a et b)

- Processus de peuplement et vicissitudes historiques

- Situation par rapport aux centres secondaires et aux voies d'échange

- Structure d'habitat et mode d'occupation de l'espace.

- Effort d'équipement consenti par l'administration : communication, point d'eau, action sanitaire et scolaire,

animation rurale.

c) Présenter des caractéristiques moyennes (telles que les résultats issus des recherches aient valeur d'exemple) eu égard à la taille (600 à 800 H.), la densité (40 à 60 H. Km²) et aux autres indices démographiques.

d) Offrir les meilleures conditions de travail sur le terrain, sous réserve que ces facilités ne biaisent pas la validité des résultats de la recherche, c'est-à-dire que les caractéristiques souhaitées restent neutres en regard du plan d'enquête.

Parmi les conditions favorables citons :

- groupement de l'habitat (facilités de déplacement)
- homogénéité du terroir (concentrique)
- ancienneté du peuplement (fondation antérieure à la colonisation et aux débuts de la traite)
- présence d'une école laïque ou confessionnelle dans ou au voisinage du village.
- présence d'une coopérative de commercialisation dans le village ou les villages voisins (moins de 5 km)
- accessibilité permanente à un véhicule léger
- existence d'une couverture photogrammétrique aérienne à l'échelle réduite (non indispensable mais souhaitable)

4 - Les secteurs d'observation

L'effort de recherche ne serait pas dispersé sur l'ensemble du champ des rapports sociaux, mais focalisé sur six secteurs précis retenus de préférence, soit en raison de leur vulnérabilité aux facteurs de changement, soit eu égard à leur position centrale dans le système social.

a)-Rapport de parenté - ceux en particulier induits par le principe de double descendance - statut de la femme dans ce contexte - rapports d'autorité.

b)-Formes sociales de la production et de la consommation - groupes de travaux circulation des biens - régime dotal.

c)-Pouvoir politique, prestige social et formes du leadership.

d)-Rapports de clientèle et hiérarchiques - stratification.

e)-Rapports dans des groupements sociaux fondés sur l'âge.

f)-Comportements économiques et ouverture au modernisme : réceptivité aux formes modernes d'encadrement (cf.3); effort de maximisation de la production, gestion du temps, attitudes vis-à-vis de l'épargne et de l'investissement.

5- Les Méthodes et Techniques

Les enquêtes seraient menées simultanément et parallèlement dans les deux communautés choisies. L'approche combinerait l'usage de l'enquête orale et les ressources offertes par des techniques standardisées : interviews en profondeur, observation de comportement direct ou différé, inventaires de biens et services, emplois du temps quotidiens, analyse de la répartition des tâches, journal de bord du village, étude des conflits, tests sociométriques pour l'analyse des réseaux et des affinités.

L'ouverture au modernisme traitée comme variable intermédiaire serait appréhendée par le truchement d'indicateurs quantifiables tels que :

-degré de mécanisation des tâches de production (semoirs, charrues)

-usage de la traction animale

-achat de biens de consommation durables produits par l'industrie européenne (vêtements, literie, mobilier, matériel de cuisine, éclairage, radio, réfrigérateurs, etc...)

-usage de matériaux de construction commercialisés parpaing, tôle

-fréquentation scolaire

- réceptivité aux directives des conseillers en matière de développement et d'animation rurale (habitudes sanitaires et alimentaires, techniques agraires)
- existence de club de jeunes
- émigration temporaire et salariat urbain

Soulignons le principe directeur de notre démarche : confrontation des matériaux recueillis dans chacune des deux communautés aux différents niveaux d'observation, non pas dans la perspective de deux études monographiques indépendantes, mais en vue de contribuer, aux termes d'une analyse comparée et orientée vers la mise en lumière des déterminismes liés aux options religieuses, à dégager les lignes de force de la dynamique sociale qui anime les communautés Sérer du Bassin.

de l'enquête, je me suis efforcé de rendre le questionnaire plus complet et plus précis. J'ai aussi fait quelques modifications de forme, pour le rendre plus agréable à lire et plus facile à remplir. J'ai aussi fait quelques modifications de fond, pour le rendre plus adapté à la situation du TOGO.

: André HAUSER, psycho-sociologue, a été affecté en Octobre 1968 à Lomé au TOGO, pour effectuer des enquêtes de psycho-sociologie auprès des travailleurs des industries manufacturières, extractives et portuaires du TOGO et du DAHOMEY.

Après avoir effectué quelques enquêtes de psycho-sociologie, j'ai constaté que le questionnaire que j'avais employé au SENEGAL, était un peu trop long et un peu trop compliqué. J'ai donc décidé de le modifier.

Au cours du premier trimestre 1969; j'ai élaboré une version améliorée du questionnaire que j'avais employé au SENEGAL, en m'inspirant des résultats obtenus : j'ai fait venir de Dakar 400 questionnaires et j'ai revu les réponses à toutes les questions. J'ai amendé certaines questions et j'ai fait quelques additions et quelques suppressions. De plus j'ai développé la partie "Attitudes", où j'ai introduit deux nouveaux thèmes "Intégration industrielle" et "Aspirations", et j'ai prévu la possibilité pour les enquêtés, de donner des motivations aux attitudes à l'égard de la vie traditionnelle. Dans la partie factuelle j'ai remplacé la rubrique "urbanisation" de l'ancien questionnaire par l'histoire des migrations depuis le lieu de naissance. J'ai aussi introduit une rubrique sur l'histoire professionnelle du père. La fiche signalétique comporte quelques additions relatives au père, à la mère, aux femmes.

J'enquête depuis Mars 1969 à la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin, entreprise minière de phosphate ; je dispose de deux enquêteurs depuis Avril. J'ai étudié la main d'oeuvre de l'usine de concentration du phosphate de Mars à Juillet et j'étudie la main d'oeuvre de la carrière d'extraction du phosphate depuis Novembre. L'usine est au bord de la mer, la carrière à 30 Km à l'intérieur, dans un environnement différent.

Mes enquêteurs ont interrogé à domicile environ 200 travailleurs d'Avril à Juillet et j'ai moi-même interviewé les agents d'encadrement et quelques ouvriers. Le questionnaire est plus long que celui utilisé à Dakar et l'interview dure fréquemment trois heures ; elle se fait souvent en deux séances. Avec l'aide des deux organisations syndicales, auxquelles adhèrent la grande majorité des travailleurs, j'ai pu rapidement avoir la confiance de ceux-ci. Mon problème majeur a été la formation des enquêteurs ; je sélectionne par test des candidats d'environ 25 ans ayant le BEPC et je n'ai pu en recruter qu'un de valable au cours de cette première partie de mon enquête dans cette entreprise. J'en ai essayé trois autres sans succès. Mais depuis Novembre, j'ai trouvé un second enquêteur qui semble donner satisfaction.

La fiche signalétique est remplie à l'établissement par les enquêteurs, en partie grâce aux informations contenues dans les fiches du personnel mises à ma disposition, en partie par interview rapide des travailleurs ; 450 environ d'entre eux ont été vus à l'usine entre Avril et Juillet ; cela représente tout le personnel ouvrier, le seul sur lequel porte l'enquête.

Depuis Août je commence le dépouillement de l'enquête à l'aide d'un chiffreur et je procède à des essais de traitement du matériel par la méthode de l'analyse factorielle des correspondances. Je cherche à utiliser cette méthode de façon plus nuancée que pour mes enquêtes du SENEGAL, en tenant compte des motivations que les enquêtés donnent de leurs réponses.

Publications

En préparation :

Publication globale de mes travaux au SENEGAL à la demande du Comité Technique. Présentation et articulation des articles, communications, extraits des rapports et de ma thèse du 3ème cycle.

Arthur OTHILY, sociologue, retourné au TOGO en Novembre 1969 où il se livre à une recherche sur les Tchekpo

Chez les Tchekpo, il existe trois villages de ce nom (T. DEDEKPOE, T. DEVE et T. ANAGAL) nous avons procédé aux opérations suivantes :

1 - Recueil des traditions historiques en vue de reconstituer les structures socio-économiques passées et de rechercher le processus de leurs transformations. Cette orientation nous a été suggérée par les caractéristiques actuelles de la vie sociale à Tchekpo. Nous avons éprouvé une impression de "pas fini", d'inachèvement dans l'élaboration des concepts et des comportements sociaux. On est tenté de se croire affronté à une société "arrêtée" qui devrait recourir pour exister à des procédures de rattrapage. Un manque d'articulation des statuts constitutifs de la société serait partiellement colmaté par certaines formes de ritualisation qui constitueraient comme des remises en charge des condensateurs sociaux.

Au cours du recueil des traditions nous avons dans l'optique des tendances de l'école historique française moderne (Annales), orienté nos questions vers les points susceptibles de nous renseigner sur les aspects plus concrets des activités économiques passées :

- outillages et techniques mis en oeuvre par les ancêtres à leur arrivée - acquisition - (adoption) de techniques nouvelles.

- espèces végétales connues au départ et extension du patrimoine floristique,

- marchés anciens, routes commerciales, trafic des hommes et des marchandises.

etc.....

Ceci, avec l'espoir de parvenir à l'élaboration d'un "modèle diachronique" susceptible de nous éclairer sur les processus de changement du système des activités économiques de la communauté.

L'étude de l'histoire (celle du village proprement dit et celle de son environnement naturel et humain) nous mettra peut-être à même de saisir la genèse de phénomènes importants pour le fonctionnement de la société actuelle.

2 - L'étude systématique (synchrone) des formes des rituels à incidence sociologique qui y sont mis en œuvre, a constitué le second volet de notre travail. Ce travail est ici à peine amorcé.

Il a porté sur le culte d'Atchaba-Ga pratiqué par un lignage issu de captif et détenteur de la chefferie, culte qui semble entretenir d'étroits rapports avec les incidences des migrations sur la structure sociale de notre collectivité. Nous trouvons donc là une justification supplémentaire du temps consacré à l'exploitation du recensement de la région. D'autant, qu'il semble, - aux yeux de notre collègue SILLIADIN, originaire comme nous l'avons dit de Tchekpo Dedekpoe - que les migrations contribuent à renforcer la tradition ;

Les villageois revenus accomplir les rites après une absence assez longue prolongée, seraient plus formalistes, plus respectueux de l'orthodoxie que ceux qui, restés au village, ont vécu de façon inconsciente l'évolution des formes du culte. Les émigrés constitueraient donc des sortes de repères, permettant la "mesure" du changement.

On voit donc que nous n'étudions pas les rituels pour eux-mêmes, mais dans leurs rapports avec la réalité sociale dans son ensemble. Cette étude, pour être rentable, devra donc se poursuivre par l'examen des rituels de même nature dans des contextes sociaux différents. Nous envisageons ainsi de comparer le rituel d'Atchaba-Ga d'abord aux autres types rituels à aspects sociaux existant dans les groupes de structure différente de Tchekpo même, puis à ceux que nous avons déjà rencontrés soit chez d'autres populations Ouatchi (culte des trônes d'ancêtres

chez les paysans-forgerons de Yohonou), soit chez les Mina-Guin de la côte (Epe Ekpe), soit chez les groupes d'origine Adangbe (cérémonie de l'Adifo chez les Sè).

Cette étude de l'histoire et des rituels par lesquels certains groupes de taille et structure divers tentent d'affermir leur unité contre ce qui risque de la saper (migrations, conflits avec les autres groupes, séquelles "honteuses" de leur histoire...) ne manque pas de présenter des implications positives dans le domaine pratique. Associée à l'analyse des autres formes de cohésion de l'ensemble villageois, de ses sous ensembles et des groupes de niveau supérieur, elle constitue un préalable absolu à toute réforme administrative, articulée au réel et visant au développement économique et social de ces populations.

Elle fournit en effet les éléments d'une socianalyse, d'une prise de conscience par la société elle-même de ce qu'elle est, de ce qui la fonde de même temps que de ce qui - de façon plus ou moins consciente - la bloque et fait qu'elle se contracte.

D'un effet analogue à certaines techniques de prises de conscience du corps en psychothérapie, elle permet une détente sociale, un véritable "dénouement" des "crampes" de la communauté, indispensable à l'adoption d'un comportement collectif moderniste.

3 - Etude de l'espace villageois

S'appuyant sur l'élaboration d'un plan détaillé du village, elle vise à l'étude de la répartition spatiale des divers groupes constitutifs de la communauté, cherche à exprimer l'essor et le dynamisme de certains d'entre eux, le déclin d'autres, à repérer les directions dans lesquelles le village s'étend...

Cette étude du dynamisme spatial de la communauté permet de saisir certaines formes d'innovation technique visibles dans l'évolution de l'équipement de l'habitat (disposition et

aménagement diversifié des maisons, amélioration des citernes, etc...) sous des influences internes et extérieures :

- élévation du niveau de vie ;
- migrations : introduction de modèles Ghanéens ;
- équipements collectifs mis en place par l'administration ;
- croissance démographique de sous groupes, etc...

Une politique visant à améliorer la situation de ces grosses bourgades en vue de retenir les jeunes qui fuient vers Lomé, pourra utiliser avec fruit les résultats d'une telle étude.

Malheureusement l'essentiel des premières phases de ce travail devra en être repris à la suite de fautes graves commises lors du lever des cases. L'utilisation de photos aériennes au 1/5000ème aurait permis à la fois d'éviter ce contretemps et d'accélérer considérablement cette tâche longue et fastidieuse.

: ... GUYANE ...

Marie-José JOLIVET, sociologue, a passé deux ans, Janvier 1968 Mars 1970 en Guyane, où elle a étudié les problèmes de la tradition et de la modernité du milieu rural guyanais qui présente une très forte opposition entre l'ouest et l'est. Comme cadre de son enquête, elle a choisi trois villages témoins.

Les difficultés méthodologiques

En l'absence de toute étude sociologique préalable, et de tout élément de référence, notre recherche avancée obligatoirement par tâtonnements.

Lorsque nous avons abordé l'étude du milieu rural guyanais, au début de notre séjour, nous avons été frappés par l'opposition manifeste entre l'est et l'ouest.

D'un côté, nous avons une région où chaque bourg est isolé car aucune route ne la traverse. La vie s'y organise autour des fleuves. La culture du manioc, la chasse et la pêche sont les activités principales et perpétuent les traditions qui leur sont liées.

De l'autre côté, chaque bourgade est desservie par la route. Le fleuve a perdu son importance. Les activités se diversifient, la tradition se perd...

En partant de cette opposition, et en y ajoutant le critère de proximité plus ou moins grande des foyers de changement, nous avons établi nos hypothèses de recherche, et choisi une méthode d'investigation appropriée.

Etant donné que nous n'avions pas de point de départ solide, il n'est pas étonnant que nous ayons eu à modifier périodiquement ces hypothèses. Mais il aurait fallu pouvoir rectifier parallèlement notre programme, ce qui n'a pas toujours été possible : si nous avons pu nous arrêter assez longtemps au cas de Mana, alors que nous y avions prévu une étude brève et théorique, nous n'avons pas pu inclure dans notre plan de travail l'étude d'une autre commune, dont nous ne pouvions prévoir l'intérêt méthodologique auparavant et qui nous aurait permis de vérifier nos nouvelles hypothèses, car nous voulions démarrer l'enquête sur Kourou.

Il résulte de ces fluctuations inévitables, que nous ne saurions prévoir à long terme un programme précis de recherche : les bonnes directions apparaissent au fur et à mesure de nos résultats, ce qui implique un redressement permanent de notre démarche.

Les difficultés de terrain

L'objet de nos recherches étant le milieu rural, nous avons à travailler sur des groupes suffisamment restreints pour que les techniques à employer s'apparentent avant tout à celles de l'ethnologie.

Dès lors, l'observation directe et participante, s'avère une étape préalable essentielle, elle peut même être à la base des informations les plus fécondes. Tel a été le cas, dans notre première enquête à Régina : c'est en regardant les travaux des abattis ou la préparation du couac, en participant aux expéditions de chasse ou de pêche, en écoutant les vieux rappeler la période de l'or, en provoquant des entretiens où étaient évoqués les problèmes actuels, que nous avons réuni les matériaux les plus riches, tout en nous insérant dans le groupe sans risquer d'être mal venu.

Mais à Mana, nul ne semblait s'intéresser au passé, chacun s'empressait de parler de ce dont il avait à se plaindre, et nous en restions au seul niveau des doléances à l'égard de l'administration. Nous avons vite compris qu'on nous enfermait dans le rôle d'agent de l'Etat, susceptible de changer l'ordre des choses, et dont il fallait tirer le maximum d'avantages.

Nous n'avons pu sortir totalement de ce personnage tant, à Mana, on était accoutumé aux allées et venues de fonctionnaires "leveurs d'impôts ou porteurs de subventions". Puisque les propos manquaient de spontanéité, nous avons préféré passer plus rapidement que prévu à la formule du questionnaire qui, paradoxalement, mettait plus en confiance. Mais notre questionnaire en a été obligatoirement alourdi.

Toutefois, nos données préalables, en particulier celles de l'histoire de Mana, nous fournissaient les thèmes à explorer, et nous n'avons pas eu à déplorer par trop ces difficultés de terrain, d'autant plus qu'elles nous avaient permis de vivre l'expérience des rapports à l'administration.

Etat actuel de la Recherche

Avant de faire le point, nous rappellerons brièvement notre cheminement théorique. Nous avons donné un peu plus haut nos critères de départ : ils nous ont permis d'opérer un découpage de la Guyane faisant apparaître une sorte de continuum entre tradition et modernité, dont les bourgs de Régina, Mana et Kourou devaient représenter les stades essentiels.

Dès la fin de notre première enquête, nous savions que Régina n'était pas la communauté homogène et intégrée que nous pensions trouver "Société apparemment traditionnelle, mais en réalité artificielle, puisque dépourvue de sa véritable cohérence et maintenue par des apports extérieurs" écrivions nous. En d'autres termes, nous avions une société profondément déstructurée, qui n'avait pas supporté l'épreuve de l'orpailage et se débattait dans la reconstitution précaire de quelques lambeaux de traditions.

Toutefois, ces résultats étaient encore insuffisants pour mettre en cause notre vision de la Guyane par paliers d'évolution.

Mais de la même façon, les résultats de notre étude sur Mana ont débordé ce que nous attendions. Si les conflits entre modèles traditionnels et modèles modernistes y apparaissent nettement, en particulier à travers la tentative de syndicat agricole, ils n'étaient pas au centre de l'intérêt que pouvait représenter l'étude de cette commune : c'est à partir du cas de Mana que nous avons pu poser correctement les problèmes du milieu rural, car il fournit une espèce de caricature des situations et des conflits passés et présents de la Guyane.

Mana a été créée de toute pièce par une congrégation religieuse chargée d'y réunir les esclaves libérables. Peu de temps après, elle est passée sous la tutelle directe de l'administration, et l'est restée.

Avant d'avoir^{eu} le temps de constituer une communauté homogène, sa population a été débordée par des vagues successives d'immigrants venus chercher de l'or. C'est au bout du compte, et depuis toujours, une société d'immigrants régie par une administration extérieure à elle-même, et parler de sa destruction est presque abusif dans la mesure où elle n'a jamais été réellement structurée. En ce sens, l'exode rural est plus une prolongation de l'immigration que l'indice d'une crise actuelle, car en fait, cette impossibilité d'intégration a créé une crise permanente dont les manifestations ont varié suivant les événements, mais ont toujours exprimé le même contenu latent.

En conséquence, si l'on cherche la raison d'être de Mana, on ne la trouvera que dans son cadre administratif, et l'on ne sera pas surpris de constater que les rapports sociaux les rapports économiques sont d'abord, et presque seulement, des rapports à l'administration.

De cet ensemble de phénomènes, nous pensons pouvoir dégager les "situations" déterminantes et spécifiques de la Guyane. Il en est une au moins qui apparaît ici clairement, c'est celle de départ.

Ce n'est pas une "situation coloniale" classique, car la société dominée n'est pas une société préexistante au colonisateur, mais une société d'enclaves importés. Dès lors, il serait vain de chercher un état traditionnel : l'état premier, c'est celui de l'esclavage, et la tradition initiale n'est qu'un substrat commun aux diverses tribus d'origine, avec quelques emprunts aux indiens. Tout incline à penser qu'il faut se référer à cette situation d'esclavage pour comprendre les crises actuelles.

Après l'abolition de l'esclave, les rapports maîtres-esclaves auraient pu se transformer en rapports coloniaux.

Mais le rush vers les mines de l'intérieur a brisé brutalement cette évolution. La situation de l'orpaillage a fait naître d'autres conflits et a accentué l'état de crise en rendant impossible toute formation de cohésion interne. C'est à ce niveau qu'il serait intéressant de voir comment ont évolué les quelques rares bourgs qui n'ont pas été touchés par l'orpaillage, mais comme nous l'avons fait remarquer tout à l'heure, nous n'avons pas eu le temps de le faire. Nous nous garderons donc d'extrapoler. Ce que nous disions ici ne concerne que Regina et Mana. En dernier lieu, nous voyons se dessiner le rôle de l'administration dans le cadre d'une "situation départementale", qui seule explique les phénomènes de continuité et de changement.

M A D A G A S C A R

Gérard ALTHABE : est revenu de MADAGASCAR en Mars 1969 après avoir terminé une enquête de terrain (vallée d'Ambila, sud-est malgache) qui fait partie de son programme global ayant pour objet l'analyse comparative, du point de vue de l'anthropologie politique essentiellement, de la population d'Imerina d'un côté, du pays Antemoro de l'autre.

J'ai donc terminé (janvier-février 1969) ma recherche de terrain (vallée du sud-est) qui fait partie de l'anthropologie comparative de la population rurale merina du Plateau Central et la population villageoise antemoro de la Côte sud-est. L'ensemble des résultats des enquêtes sont en ma possession et j'ai entrepris le dépouillement et les premiers éléments de la rédaction. J'espère pouvoir utiliser ce travail comme thèse d'Etat, Monsieur le Professeur BALANDIER ayant accepté d'en assumer la direction.

Mes deux objets d'étude sont considérablement différents : la population ANTEMORO est enfermée dans des ensembles socio-politiques couvrant géographiquement toute une vallée et enfermant de 12 à 15.000 personnes, concentrées dans un petit nombre de villages quantitativement importants (de 500 à 4.000 habitants). Cette population a été directement impliquée dans le système colonial d'exploitation économique (par la plantation villageoise de caféiers, par le salariat agricole, par l'installation de concessions agricoles étrangères) ; elle a été un des acteurs principaux de la révolte de 1947. La population de l'Imerina rurale est éparpillée en hameaux de peu d'envergure qui s'échelonnent le long des vallées rizicoles et qui s'articulent à des bourgs qui recouvrent la région d'un réseau relativement dense. Il existe une importante minorité de notables ruraux, des commerçants pour la plupart, qui sont

propriétaires d'une fraction importante des terres de culture et qui sont les maîtres des institutions locales (commune, parti, paroisses) ; l'économie est centrée sur le riz destiné à l'approvisionnement des villes, son implication dans le système colonial s'est fait par la production de bureaucrates par l'intermédiaire de l'école.

Si est ajouté à ces deux cas celui des communautés villageoises Betsimisaraka étudié précédemment (villages de 200 à 300 habitants isolés les uns des autres), il semble que la grande majorité de la population paysanne malgache est intégrée dans notre analyse.

Publications 1969 :

- "Oppression et libération dans l'imaginaire".

(Les communautés villageoises de la Côte Orientale de MADAGASCAR)

Préface de G. BALANDIER, Maspéro. "Textes à l'appui" 345 p.

- "Schéma pour une anthropologie de la vallée antemoro de la Mananano" (Mars), ORSTOM-Tananarive, 196 p.

(Première esquisse de l'analyse d'une des populations qui est l'objet de la recherche comparative).

Robert CABANES, sociologue, a passé l'année 1969 en FRANCE. Il a participé et assisté à de nombreux séminaires axés sur des recherches personnelles et s'est notamment livré à la rédaction d'un article sur les cultes de possession dans la plaine de Tananarive (à paraître dans les Cahiers d'Etudes Africaines).

Cultes de possession dans la plaine de Tananarive

L'aspect spectaculaire de ces cultes a été à l'origine de cette étude ; le principal problème, vite apparu, a été de faire le lien entre le développement actuel de ces phénomènes et d'autres manifestations de phénomènes idéologiques, à la fois au niveau de l'idéologie politique globale, puisqu'il s'agit d'un culte d'ancêtres royaux et seigneuriaux, et au niveau de l'idéologie des rapports sociaux tels qu'on les observe en campagne. Pour cela, trois directions ont été choisies :

- situer le phénomène de la relation vivant-ancêtre dans l'ambiance idéologique concrète d'un village.
- observer à travers l'histoire les principaux moments de recrudescence de ce genre de possessions.
- s'attacher, pour l'époque actuelle comme pour l'époque passée, moins aux aspects religieux ou psychologiques du culte qu'à son aspect sociologique, c'est-à-dire aux formes d'organisation sociale qui se réalisent pendant le culte lui-même.

1 - Au niveau villageois, le personnage de l'ancêtre fondateur-protecteur joue encore un rôle unifiant ce qui concerne le rite de la protection des cultures ; mais ce rôle est séparé de sa base communautaire qui est à l'origine manifestation de l'alliance du groupe familial et du terroir, pour se transformer en un terme de référence purement idéologique contestation par des paroisses, des jeunes, présence de nouveaux venus qui pour faciliter leur intégration montrent ostensiblement leur dévotion).

Au niveau local encore, et comme reproduction d'un phénomène plus général, le passé historique peut être largement recréé et les ancêtres utilisés pour venir en aide à des groupes en conflit, que ce soit pour continuer à affirmer actuellement une prééminence antérieure, trouver une justification à des comportements nouveaux non prévus dans le schéma des rapports anciens, ou encore renverser les rapports traditionnels qui se perpétuent à l'heure actuelle. On observe que la lutte idéologique est la plus forte là où les rapports néo-traditionnels de dépendance sont les plus marqués : cas du métayage.

Puis dans ces contradictions, les médiateurs entre le monde des ancêtres et celui des vivants (gardiens de tombeaux, guérisseurs) ne peuvent définir une cohérence interne du monde ancestral. Comme le font d'ailleurs beaucoup de personnes qui ne s'intéressent pas à eux, par le rêve ou la prière, dans le but de les amener à la relation la plus intime, la possession.

2 - Le phénomène de la possession se développe principalement aux époques politiquement troublées, en réaction aux affirmations de la puissance étrangère :

- la politique de Radama II (assassiné en 1863) jugée trop favorable aux européens,
- la colonisation française (1896)
- la répression suivant la révolte de 1947.

Dans les deux premiers cas, c'est une réaction préventive suscitée par des individus ayant une position dans le culte royal (et donc dans l'organisation du pouvoir traditionnel) et qui entraînent avec eux principalement des communautés entières ; dans le dernier cas, une réaction de défaite suscitée par des personnages isolés n'entraînant à leur suite que des individus, et s'exprimant complètement à l'écart de toute forme d'organisation traditionnelle, illustration en quelque sorte de leur impuissance. En même temps se fait jour un syncrétisme jusqu'alors impossible entre les cultes traditionnels des deux principales royaumes malgaches, merina et sakalava, et entre ces cultes-là et les cultes chrétiens.

3 - Cet aspect synchrétique va de pair avec l'organisation peu codifiée du culte de la thérapeutique.

La profession de guérisseur est ouverte à tout volontaire qui l'exerce ensuite selon son inspiration personnelle. Le prestige du guérisseur, une sorte d'appropriation tacite du lieu où il exerce, entrent en concurrence avec le prestige du lieu et de l'ancêtre lui-même.

La thérapeutique, qu'il s'agisse de la relation du malade au guérisseur ou du rituel des cérémonies, est essentiellement personnelle. Il ne s'agit pas d'une réintégration sociale du malade mais d'un rééquilibre personnel qui prend deux formes principales :

- le rapport distancié avec l'ancêtre où le vivant demande et reçoit sa protection,

- le rapport étroit dans lequel maladie et ancêtres ne font qu'un, et qui peut éventuellement se transformer en rapport distancié.

Cet aspect individuel de la relation avec les ancêtres nationaux qui font à la fois partie du domaine privé de la personne et du domaine public puisqu'ils peuvent être appropriés par tout individu sans distinction, ne peut manquer d'être mis en rapport avec le déclin de l'aspect communautaire des cultes familiaux, dans lesquels chacun a tendance à se définir selon un statut personnel qui n'a rien à voir avec sa position généalogique. Le phénomène même de la possession pénètre ces cérémonies ; il est en fait révolutionnaire puisqu'il supprime la catégorie des anciens, nécessaires médiateurs traditionnels de la relation avec les ancêtres familiaux.

Essai d'interprétation du système économique rural merina

Cette réflexion reprend les enquêtes effectuées en trois points différents du pays merina en les orientant sur l'étude de l'évolution du système économique. L'une des enquêtes avait pour objet l'étude d'un village d'hommes libres où la terre est cultivée en faire-valoir direct ; l'autre

un village d'anciens esclaves où la terre est cultivée en mé-tayage ; la dernière concernait la petite bourgeoisie rurale d'un chef lieu de commune.

Une rétrospective d'histoire économique est malaisée dans la mesure où les documents recueillis à l'époque coloniale et transcrits depuis sont des traditions orales qui prennent en compte plus les phénomènes politiques que les données économiques ; une véritable histoire économique reste à faire. Ici, l'on a seulement essayé de retrouver dans une partie de la littérature les principaux problèmes qui se posent à l'heure actuelle en employant le découpage en domaines économique, politique et idéologique (qui restent à définir plus précisément).

Tout le monde s'accorde à reconnaître la stabilité rurale d'un siècle (1787-1897) de royaume merina). L'unité de base est le foko, groupe de descendance bilatérale allié à un territoire déterminé, auquel la royauté garantit la terre, en même temps qu'elle prévoit aussi des terres nouvelles en vue de l'accroissement démographique ; le principal rapport économique entre le foko et l'Etat est la corvée (profitant au paysan : la création et l'entretien de l'infrastructure hydraulique nécessaire à la culture du riz ; profitant au roi et à la cour : constructions, guerres, petites corvées locales). Au plan idéologique, le roi, seul possesseur de la terre, exerce un pouvoir d'origine divine.

Au sein des communautés familiales, les rapports de dépendance se fondent sur la nécessité technique d'achever tous les travaux à une date déterminée (l'aîné les prend en charge), sur un arbitrage de l'héritage, de la répartition de la terre et des conflits, le tout étant englobé dans l'idéologie du culte des ancêtres dont ils sont les intermédiaires nécessaires. L'absence totale de contradictions internes aux communautés rurales, si l'on en croit les recueils de traditions orales de l'époque, laisse penser que la contradiction principale était

entre l'Etat et les communautés rurales ; le développement des corvées pour la cour à la fin de l'époque pré-coloniale explique le peu de zèle qu'ont apporté ces communautés à défendre leur Etat, et la chute rapide, inattendue, du royaume aux mains des étrangers.

La colonisation supprime le rapport idéologique entre le roi et les foko en même temps qu'elle aggrave l'exploitation économique déjà en cours à la fin de l'Etat merina : corvées croissantes, travail obligatoire ; très peu de terres appropriées par les colons dans cette région. Une catégorie d'interlocuteurs locaux de l'administration se fait jour, sans former un groupe puisque chaque foko est relativement indépendant.

Dans les communautés rurales, la mobilité démographique s'accroît : départ de nombreux hommes libres sur la côte pour faire des plantations commerciales et fuir la présence du pouvoir étranger ; libération des esclaves et installation d'une partie d'entre eux sur les terres qu'ils peuvent trouver ; et le peuplement d'une même communauté devient hétérogène. Le fokonolona, groupe de personnes d'origines familiales diverses groupées en un même lieu, prend le pas sur les vrais foko.

Au plan économique de l'organisation de la production, ce fait, s'ajoutant à celui de la généralisation du commerce et des marchés, qui permet à la fois de consommer d'une manière personnelle (ménages) et de se procurer des revenus autres que ceux de la terre (artisanat, salariat), entraîne la disparition de l'entraide au travail que les anciens avaient déjà commencé à détourner à leur seul profit, en même temps qu'une absence d'arbitrage devant les conflits éventuels qui sont plus souvent portés devant l'autorité administrative. Cette entraide est remplacée par le salariat temporaire de migrants venus d'autres régions de l'île. Mais la reproduction des unités de base de la production est, au moins formellement, préservées ; le système familial, ou des unités fonctionnant sur son modèle, continue à assurer la répartition de la terre entre ses membres. La

diminution des surfaces exploitées par ménage montre cependant que la ville n'accueille pas tout le surplus démographique.

A l'intérieur de ce cadre global, relativement stable, des transformations internes, mineures, se font jour, qui reprendront une nouvelle vigueur avec l'Indépendance : accroissement de l'importance donnée au travail aux dépens de la propriété dans le cas du métayage, comportement farouchement indépendant de l'individu sur son exploitation familiale, rejet enfin de toutes les corvées d'Etat inutiles aux paysans, et essai d'organisation, sur une base non-familiale et indépendamment de l'Etat des corvées utiles à l'agriculture.

La constitution d'une bourgeoisie rurale ne date que de la réforme communale des années 50. Déjà en 1930, quelques petits "riches" s'étaient engagés, employant un ou deux salariés, dans les grands travaux d'aménagement de la ville de Tana, et avaient commencé à accroître leur pécule qu'ils utilisaient à l'achat de terres. Mais c'est la réforme communale des années 50 qui, en leur fournissant des moyens de pression administratifs, a permis leur véritable agrandissement en terres, de l'ordre d'une douzaine d'ha de rizières (taille moyenne de la propriété rizicole d'un ménage : 40 ares). C'est en somme la principale conséquence de la révolte de 47 qui s'était effectuée sur la base de l'union nationale la plus large ; la libéralisation qui a suivi la répression a eu pour objet de dégager des cadres urbains et ruraux nationaux.

Au plan idéologique, la recrudescence et l'ostentation des cérémonies familiales sont signalées, particulièrement après 47. L'ostentation est la face inverse de la redistribution, toutes deux expression d'un même phénomène : l'altération du contenu concret de la cérémonie familiale, expression de la hiérarchie ancêtres-anciens-vivants. Cette idéologie, qui était à la fois expression et partie constitutive des rapports économiques dans la période pré-coloniale (en ce qui concerne à la fois la production : organisation collective du travail,

et la reproduction : attribution de la terre à ceux qui s'intègrent dans les rapports de dépendance familiaux) ne semble se maintenir actuellement que parce que le système traditionnel d'un foko allié à une terre s'est trouvé maintenu dans le cadre de l'économie globale : arrivée à la ville du surplus démographique de la campagne, qui évite en milieu rural une lutte trop intense pour la terre, désintéressement de fait de la bourgeoisie citadine d'une assise économique en campagne, enfin, développement encore récent de la bourgeoisie rurale. A l'appui de cette thèse, on peut avancer le fait que partout où les métayers (généralement anciens esclaves) sont parvenus à s'extirper de la dépendance économique des maîtres, les liens idéologiques qu'ils partageaient avec eux se sont automatiquement rompus. On ne peut donc penser que la redistribution effectuée dans ces cérémonies soit la manifestation structurelle d'une société égalitaire, contrepartie de l'exercice du pouvoir, puisque par ailleurs la bourgeoisie rurale, qui par prudence politique hésite encore à dépouiller totalement de leurs terres les paysans pauvres, nie effectivement et même parfois explicitement ce genre d'idéologie et les manifestations qui l'accompagnent.

Le nouveau séjour à Madagascar permettra une étude plus approfondie de l'histoire économique en même temps que des vérifications de l'évolution actuelle.

Projet d'étude dans le Nord-Est de Madagascar

Ce texte est plutôt un avant-projet qui doit porter sur l'ensemble des sous-préfectures d'Antalaha, Sambava, Andapa, soit à peu près 120.000 personnes. Il fait suite à une étude effectuée dans la région d'Antalaha en 1968 et qui avait pour objet :

- une monographie d'un village des moyennes vallées
- une enquête sur l'action de l'Animation Rurale dans la sous préfecture
- une enquête de type ethnologique sur le peuplement de la région.

Il est apparu au cours de la réalisation de cette étude que les régions voisines de Sambava et d'Andapa présentaient globalement une homogénéité de fond avec celle d'Antalaha (agriculture commerciale et peuplement hétérogène) en même temps que des différences importantes quant aux structures sociales qui se sont greffées dessus.

Ce texte n'est pas encore un protocole d'enquête ; il se propose seulement de signaler les principaux problèmes de la région qui ne manqueront pas de se poser au cours de l'étude ; çà et là, quelques hypothèses de travail, fondées sur une première expérience de la région, se présenteront, sans qu'elles soient véritablement fondées sur une problématique homogène. Sa définition se fera pendant la rédaction de la pré-enquête sur Antalaha actuellement en cours.

a)-Homogénéité de fond de la région : un peuplement hétérogène et une économie dominée par l'agriculture commerciale.

A la fin du 19^e S, la région est peu peuplée et ce sont soit les premiers colons réunionnais venus en 1900 cultiver la vanille à Antalaha, soit les Merina qui, fuyant devant la colonisation européenne vont à leur tour coloniser Andapa, qui entraîneront à leur tour une où plusieurs vagues de colonisation malgache. Les migrations sont très fractionnées ; seule vers 1900, la migration tsimihety s'est effectuée de manière organisée. A l'heure actuelle, on retrouve un peu partout dans la sous-préfecture d'Antalaha, surtout dans les basses vallées, ces premiers migrants, qui n'ont gardé entre eux aucune relation spéciale, comme l'alliance préférentielle, mais qui conservent un lieu d'enterrement commun. Tous les autres immigrants sont arrivés par groupes restreints des autres régions de l'île, et en particulier du Sud immédiat (Maroantsetra, Mananara) du Sud-Est (Vangaindrano), du Nord-Ouest (Mandritsara, Antsohihy) et de l'Imerina. Tous sont venus pour produire des cultures destinées à la vente, riz, vanille ou café ; la très

grande majorité s'est fixée, à la différence des autres migrations de l'île, où une fois le pécule constitué, l'immigrant retourne à son pays d'origine. C'est donc une société originale qui est en train de se créer. A son arrivée, l'immigrant s'installe comme manoeuvre ou métayer sur une concession européenne ou créole tout en défrichant un coin personnel et au bout de quelques années devient planteur indépendant. Ce n'est que récemment à Antalaha, à la suite de la crise du marché de la vanille, que la production vivrière prend de l'importance. A Sambava au contraire, la fixation de quotas de café dépassant largement la production malgache précipite tout le monde dans la culture du café au détriment de la production vivrière.

b)--Sur ce fonds commun socio-économique, on trouve des variations techniques qui ont un poids certain sur l'état des diverses structures sociales observées ; ce sera une des premières directions de recherche : savoir de quelle manière le système technique de production, nature des cultures et moyens de travail, détermine les rapports sociaux qui se créent à cette occasion.

La région d'Andapa alimente en riz les régions d'Antalaha et Sambava, où prédominent respectivement la vanille et le café ; à Andapa, lieu de forte implantation méridionale, le métayage est dominant, alors qu'à la petite plantation personnelle, de rigueur à Antalaha, correspond un mélange ethnique dominant, et que le régime du salariat et des concessions de la petite ou moyenne colonisation étrangère s'est récemment développée à Sambava. Ces divers systèmes de production feront l'objet d'une description économique précise (organisation du travail, répartition du produit, transmission des biens).

On essaiera ensuite de voir dans quel sens ils se reproduisent, soit par eux-mêmes, soit dans le contexte global de l'économie ; à Antalaha par exemple, après l'Indépendance, la "coopérativisation" du marché de la vanille a entraîné la

disparition des démarcheurs-préparateurs de vanille pour les colons commerçants, qui ont été remplacés par des salariés ; ces démarcheurs, maintenant repliés dans la production, agrandissent leurs terres aux dépens des plus faibles. Enfin, dans la région de Sambava, un nouvel élément de production, fondé sur la culture industrielle par salariat du palmier à huile, à laquelle se joint sur place la première industrie de transformation, apportera un élément important de comparaison.

Dans le domaine de la commercialisation, on pourra comparer la forme libérale traditionnelle, en vigueur pour le riz et le café, où le commerce est laissé aux commerçants et collecteurs, avec la forme étatisée du marché de la vanille, où le commerce est non seulement contrôlé, mais en bonne partie assuré par une coopérative d'Etat. D'autre part, tout système de production devra nécessairement inclure ce domaine-là. Le problème plus général de l'articulation du capitalisme commercial à ces systèmes de production sera posé à cette occasion.

c)-A cette description des rapports de production de plusieurs systèmes de production, doit correspondre celle de certains groupes sociaux et de leurs rapports ; se pose alors le problème de la transformation de l'organisation sociale traditionnelle et de l'imbrication des phénomènes politiques dans l'économie.

On pourrait partir de l'hypothèse, fondée sur l'étude de la région d'Antalaha, que le système de la production marchande a profondément désorganisé les systèmes familiaux en ne développant pas comme ailleurs de groupe économiquement dominant sur la base d'une position privilégiée dans le système traditionnel. L'étude des rapports familiaux et assimilés, qui s'observent surtout lors des cérémonies familiales, l'étude des cérémonies traditionnelles très évolutives comme le tromba n'ont donc pas directement leur place au niveau de l'étude des rapports de production ; elles n'en sont pas partie constitutive ; elles sont plutôt à ranger dans une sphère idéologique,

celle de la dépense ostentatoire, elles ne représentent qu'une stratégie parmi d'autres, de développement des relations sociales dans un but politique, ou d'affirmation personnelle de soi (tromba).

Ces questions seront analysées durant toute la période historique qui part de la colonisation (1896), et qui se poursuit à travers les étapes de 1925, date du peuplement intensif de la région par des populations venues de toute l'île, de la période 39-47 où l'effort de guerre a favorisé pour la première fois le développement d'un nationalisme non passéiste fournissant de réalisation au niveau local et brusquement interrompu par la répression de 1947, et de l'Indépendance qui s'est surtout traduite par quelques changements dans la superstructure économique : immixtion de l'Etat dans la commercialisation, et développement d'opérations financières prenant en charge et la production et la commercialisation.

Sur le terrain, l'étude pourrait se dérouler dans chacune des sous-préfectures, en chacun des points (à priori 2 ou 3 par région) qui présentent une cohérence originale du point de vue des systèmes de production ; enquête précise et très localisée.

En second lieu, une enquête ethnologique et démographique très générale, essayant de prendre en compte la dimension historique, sur le peuplement, les traditions culturelles et familiales, les cérémonies, et débordant largement les points déterminés de l'enquête économique.

Le dépouillement des archives sous-préfectorales et provinciales, des enquêtes de statistique économique effectuées récemment dans la région, et des renseignements fournis par les divers services de la vulgarisation agricole.

Eventuellement, pour faciliter une pénétration dans la région, une étude sur le développement de l'action de l'Animation-Rurale -comme lors de la première étude- ou de la Coopération, maintenant rassemblées en un même Commissariat.

Pratiquement, il s'agit d'abord de terminer à Paris la rédaction en cours sur la région d'Antalaha, de faire l'inventaire exhaustif et de dépouiller les textes importants ayant trait à la région et surtout aux problèmes de l'agriculture commerciale de travailleurs indépendants : sur ces bases, un projet d'enquête plus précis serait rédigé, et le départ à Madagascar envisagé pour courant Mars.

Décembre 1969

Suzy RAMMAMONJISOA, sociologue, (contrat local ORSTOM) est revenue de MADAGASCAR en Février 1970. Elle s'est livrée pendant l'année 1969 à une étude sur l'"Animation Rurale" dans le cadre d'une convention avec le gouvernement malgache, ce qui lui a également permis d'effectuer une recherche personnelle sur les attitudes vis à vis des changements sociaux. Elle a en outre un projet de recherche à long terme sur l'Imerina et le pays Sakalava à Fénà.

Conclusions sur l'étude animation rurale

Il s'agissait de vérifier la crédibilité d'une action qui pense possible une contestation du système socio-politique actuel par lui-même : le choix d'une politique réformatrice est-il possible avec :

- les données techniques et administratives dont l'action dite "Animation Rurale" dispose dans l'ensemble de la structure technobureaucratique mise en place par une indépendance pacifique et "octroyée" par l'ancienne métropole ?
- les données sociologiques dont disposent cette action pour "transformer les attitudes paysannes" à l'aide d'un développement proposé par les "spécialistes du développement" afro-asiatique, tous occidentaux ou nationaux imprégnés d'une certaine forme de culture européenne (l'idéalisme d'une "gauche" de bonne volonté) sont-elles efficaces ?

Nos observations sur une région relativement restreinte (sous-préfecture de Majunga essentiellement, avec une incursion de quelques semaines en pays tsimihety à quarante kilomètres au nord du chef lieu de sous-préfecture de Befandriana. Surtout le port de Majunga commande une économie de traite dans l'arrière pays, cette zone étant depuis des siècles une zone de

pénétration des influences extérieures alors que ceux qui se considèrent comme les "petits-fils de la terre", les zafintany Sakalava sont "rebelles à toute civilisation") aboutissant à une série de questions :

- Est-il possible d'envisager pour une action solidaire du gouvernement actuel des transformations techniques et un mode de dialogue autre que celui qui est proposé par le système avec le monde paysan ? (installations diverses aboutissant à la mise en place d'un capitalisme d'Etat où le paysan devrait se transformer sur "la terre de ses ancêtres" ou ailleurs en salarié).
- La formation des agents de l'Animation Rurale dispose-t-elle des connaissances et surtout des attitudes psycho-politiques leur permettant de comprendre la réalité qu'ils veulent transformer ? Les schémas explicatifs qu'on leur propose --(on : tous les traités occidentaux sur le Développement)-- ne sont-ils pas justement les principaux "obstacles" à une observation réaliste des rapports sociaux en jeu dans les villages et dans leurs relations avec les "agents du développement" ?
Ne sont-ils pas aussi les "freins" fondamentaux à l'élaboration d'une stratégie originale de la transformation malgache ?
- Le message de l'Animation Rurale étant réinterprété par les diverses hiérarchies propres aux villages (définies par les relations entre pouvoir "traditionnel", dit : gasy, c'est-à-dire malgache, et pouvoir "moderne" appelé républicain ou souvent vazaha, c'est-à-dire étranger, blanc), les schémas classiques sur "les courroies de transmission" (Élection d'animateurs agents du dialogue entre l'appareil techno-bureaucratique et les communautés villageoises

qui après un stage au chef lieu de sous-préfecture sont diffuseurs d'une science du développement -

Evolution possible d'associations d'entraide

"traditionnelle" basées sur la parenté vers des associations "modernes" basées sur la rentabilité économique) sont-ils viables ?

Le pari d'une certaine techno-bureaucratie post-coloniale, basé sur le centralisme bureaucratique est-il réaliste ? La "spontanéité des masses" est-elle canalisable par des personnes incapable de s'y intégrer ? N'y a-t-il pas de rationalités antinomiques que le système actuel ne peut dépasser ?

Si l'action de l'Animation Rurale nous semble "neutre" du point de vue du développement économique (avec ou sans elle, nous marchons vers l'intégration dans le système marchand depuis longtemps), par son discours (participation volontaire à l'élaboration des plans de développement, libre arbitre des communautés villageoises, "libres élections", "neutralité politique" possible d'une action gouvernementale etc...) elle accuse les contradictions du système. Participant par ailleurs à la destruction de la "société traditionnelle, elle accélère la cristallisation des oppositions débouchant sur la lutte des classes. Est-ce volontaire ou non ? Les moyens politiques pour assumer le dépassement existent-ils ou non ?

Dans ce travail, nous nous sommes surtout appliqués à dégager les significations qu'avaient cette action pour les communautés villageoises auxquelles elle s'adresse, en tâchant de les restituer dans l'ensemble des réponses qu'elles élaborent aux incitations provenant de l'extérieur.

En dehors de toutes considérations idéologiques nous avons proposé des lignes de réflexion possibles sur des techniques pédagogiques possibles hic et nunc.

Ne débouchant que sur des questions, cette étude n'a pas la prétention de bouleverser la politique sociologique d'une action aussi complexe dans ses relations avec le système national et international. Dans le rapport des forces en jeu pour la transformation de la réalité malgache, poser ces questions nous a semblé fondamental ; questions que nous ferons nôtres au cours de nos enquêtes ultérieures.

Programme de recherche à long terme

Nous proposons ici un programme de recherche qui devrait s'étaler sur plusieurs années.

Au cours de notre étude d'un village d'Imerina nous avons pu percevoir le rôle prédominant de la parenté et de la religion dans les rapports sociaux impliqués à Ambohitrarahaba. Dans le système de parenté apparaît le rôle fondamental des femmes.

L'éclatement des relations "verticales" dans la parenté (ici le teraka Andriamenarefo) se fait au profit d'essais de maintien des relations "horizontales" (le fihavanana, le groupe des parents où le rôle de "représentation" de l'homme reste visible) ; le renforcement du "toka-trano" (foyer restreint) par la dépolitisation de la vie publique où les hommes avaient un rôle prééminent, se fait au bénéfice des mères de familles ; cette "privatisation" et cette "féminisation" des relations sociales ne va pas cependant sans difficultés. La frustration socio-politique des hommes (cf. la dégénérescence du fokonolona pendant la colonisation et son rôle actuel) a aussi ses répercussions sur la vie familiale, car l'image du père-arbitre reste fortement ancrée.

Le système religieux n'est pas facile à analyser. Les anciens rituels sont clandestins ; mais le protestantisme triomphaliste issu du XIXe siècle malgache a su syncrétiser dans son vocabulaire comme dans sa conception des relations

entre le pouvoir et le pouvoir religieux la "tradition" malgache et le "christianisme moderne" ; à tel point qu'"être malgache" ici signifie penser selon les normes de la fin de ce XIXème siècle merina où le protestantisme était religion d'Etat. Les passions déchaînées dans la paroisse sur la personne du jeune pasteur ne sont l'expression que des désirs réciproques des deux clans d'emporter le pouvoir absent du fokonolona.

Cette même complexité dans les relations parenté-politique- religieux nous est apparue au cours de nos observations en pays sakalava. Aux alentours des grands postes urbains, le système politico-religieux traditionnel s'est quelque peu disloqué, du moins en apparence.

Le culte Tromba cependant depuis l'indépendance prend de l'extension dans tout MADAGASCAR (observable même aux portes de la ville de Tananarive, où il est pratiqué de manière clandestine et culpabilisée). Le tromba est l'actualisation dans un groupe (foyer conjugal assisté de ses amis, village, assemblée générale des sujets d'un royaume etc...) d'un Zanahary, force surhumaine émanant d'un roi mort, c'est-à-dire devenu Razena-ancêtre protecteur des rois encore vivants et de leur vahoaka, peuple.

L'existence de "royaumes sakalava" dans le Boina à partir de la fin du XVIII^e siècle dépend étroitement de la perméabilité du pouvoir central, lequel lui-même pour asseoir son influence doit en tenir compte.

Les royaumes du Boina sont tous issus d'une branche cadette des rois du Menabe (par Ndremandiscarivo) ; un changement dans les lois de succession, une abdication non reconnue par les légitimistes menaçant déjà avant les essais d'unification au XVIII^e siècle de MADAGASCAR, la cohésion du Boina.

Andrianampoinimerina opère une série d'"alliances" traditionnelles (échanges matrimoniaux, valirano - sorte de fatidra- serment par le sang - mais collectif, etc...) qui permettent à deux clans auparavant ennemis de se considérer comme liés par des rapports de parenté réels ou symboliques. Il aurait pris pour femme la propre sœur de Ndremandisoarivo le fondateur du Boina ; pour les rois sakalava actuels la majorité des "Zanak'Andriana" (groupe des Princes régnants) sont leurs zafy, petits-fils. Radama I vers 1820 apporte une conception nouvelle de l'élargissement du royaume, conseillé par ses "assistants techniques" européens ; il s'agit de guerres "modernes" où les vaincus n'ont plus le droit de régner sur leur propre territoire. Il "capture" Rafefiarivo, dont toujours d'après la tradition orale sakalava, il aurait eu une nombreuse descendance à Manjakaray, à Tananarive ; les reliques royales sont installées au palais de Tananarive et le pouvoir politique redonné aux légitimistes Bemazava ; Tananarive devient donc capitale politique et religieuse.

Après la prise de Nosy-Bé, avant la colonisation de MADAGASCAR, les français tentent de s'introduire par l'intermédiaire des princes sakalavas vaincus par les merinas, les Bemihisatra.

Une fois la loi d'annexion prononcée en 1895 les descendants de la fameuse Rafefiarivo sont retrouvés et réinstallés dans leur capitale (Ambato) et les reliques royales "mitahy" remises à Majunga, au "doany" /selon la ^{central} logique de la "politique des races" de la colonisation : par le général METZINGER et GALLIENI.

Mais déjà toute l'opposition sakalava au pouvoir français s'était organisée depuis la prise de Nosy-Be. Toute la littérature coloniale sur les "fahavalos" et "fahavalisme" (bandits-banditisme) sakalavas n'est que l'expression de cette opposition, à majorité Bemazava ; ce nationalisme, armé clan-destinement par le pouvoir central de Tananarive a encore de

profondes racines dans bien des régions du Boina ; toutes les conceptions des rapports du pouvoir central avec les régions périphériques sont à décoloniser ; ces régions sont trop souvent présentées comme exemptes de tout nationalisme, préférant la "FRANCE civilisatrice" à "l'oppression merina" etc... Ces discours sont basés sur une ignorance totale des modes d'alliance de ces régions avec le pouvoir central d'alors.

Nous avons retrouvé des archives très riches, en vieux malgache, concernant ces modes d'alliance (échanges matrimoniaux, mise en branle du système politico-religieux etc...).

Pendant toute la colonisation, semble s'organiser dans le Boina deux pouvoirs "sakalavas", l'un appuyé par l'administration, Benihisatra, l'autre légitimé par les assemblées générales du "fokonolona" sakalava, Bemazava. Le doany central de Majunga leur était commun ; nous avons actuellement retrouvé des deux côtés des listes de succession fort cohérentes.

A la veille de l'indépendance, crise provoquée par la campagne électorale sur le rejet ou l'acceptation de la loi-cadre.

Le mananteny, gardien des reliques royales du doany, qui avait été destitué de ses fonctions par l'administration française sous un prétexte futile (la véritable raison étant le souci de certains princes pro-français de mettre à Majunga un manantany non suspect d'alliances avec les nationalistes du M.D.R.M.) fut remis en place après le vote de la loi-cadre. Les légitimistes-nationalistes Bemazava se rendent à ses côtés ; le doany brûle en 1958, les reliques "mitahy" disparaissent, puis les deux clans s'organisent autour de deux nouveaux doany.

Depuis cette date les procès contre le vieux monantany se succèdent à Majunga et à Tananarive, la vieille Princesse Vahoaka s'étant instituée partie civile des intérêts Benihisatra. Les prétextes juridiques sont relativement minces aux yeux de la justice moderne, qui décide le vieux mantany coupable de "soustraction frauduleuse" du mitahy. Jusqu'à

maintenant les reliques sont introuvables et les suppositions se multiplient. Brûlées ? Soustraites à l'indiscrétion du gouvernement, car objets de nombreux interdits ? Par quelle partie ? Par des personnalités politiques ? etc... Les décisions du tribunal sont inéxécutables et l'affaire traîne en longueur, car le jugement ne peut se rendre qu'à un niveau politique ; les attentes des deux parties ne pouvant être clarifiées par le système :

- Côté Bemazava, on espère que le gouvernement est la représentation de toute la tradition nationaliste.
- Côté Bemihisatra, on espère que le gouvernement est toujours lié à la FRANCE : "peut-être y dit-on, Paris tranchera cette affaire".

Nous nous sommes intéressés à cette affaire du doany sakalava dans la mesure où :

- les femmes deviennent reines à partir du gouvernement pré-colonial : "quant le pouvoir central est fort, il faut un pouvoir "sakalava" souple et seules les femmes peuvent tenir ce rôle (propos Bemihisatra)
- la crise du doany central de Majunga renforce les cultes locaux et même familiaux, où les femmes ont un rôle positif.

Cette année, nous avons approfondi certains points déjà perceptibles à travers l'étude Animation Rurale :

- Recueil de généalogies des deux côtés Bemazava et Bemihisatra ; ces derniers ont pour eux l'avantage de toute la tradition écrite coloniale.
- L'analyse des attributions du roi et du fokonolona sakalava ; les Bemazava sembleraient accorder plus d'importance au fokonolona (l'assemblée générale des croyants) aussi bien dans le choix du roi que dans l'élection du marantany.

-Les opinions des simples vohitra, sujets libres, sur cette crise et leurs effets sur leur participation au fanompoana (grand culte) de Majunga.

Nous pensons avoir accumulé assez de documents sur cette affaire, qui pourrait faire l'objet d'une publication.

Par ailleurs, nous avons situé l'un des centres de la tradition Bemezave, dans un royaume situé sur la baie de la Mahajamba, au nord de la sous-préfecture de Majunga, où le roi actuel détient le bâton de commandement de l'illustre "traître" Andriamitoharivo, et "fchavalo" Bakary Bekirondro, appelé de son nom de Zanahary/^{Andriamitoharivo} Bakary Bekirondro fut l'un des principaux acteurs de la résistance sokalava aux français. Son bâton fut légué de roi en roi au cours de cérémonies tromba où le Zanahary Andriamitoharivo désignait celui à qui il voulait léguer son bâton et sa conception du pouvoir politique.

L'approche que nous avons faite de ce royaume fut l'enquête "Animation Rurale" en 1968 où les relations entre pouvoir religieux et pouvoir politique nous avaient paru révélateurs de la situation actuelle ; notre intégration cette année fut possible grâce :

- à notre adoption par le roi comme "fille" symbolique et à la multiplication de rapports de style "ziva" (parenté à plaisanterie) entretenus au village,
- à une discussion positive avec le Zanahary maître du lieu, au cours d'une cérémonie tromba.

Décrire le fonctionnement interne de ce royaume, y percevoir les attitudes vis à vis des changements proposés nous semble important. Etablir des corrélations obtenues dans ce royaume, dans d'autres royaumes du Boina et faire des comparaisons avec l'Imerina serait à long terme l'objet de notre recherche, le substrat de tout le système politico-religieux nous paraissant actuellement observable dans le Boina.

Bernard SCHLEMMER, sociologue, a été affecté à MADAGASCAR en Novembre 1968. Il a tout d'abord étudié les échanges économiques de MADAGASCAR en collaboration avec les sections Anthropologie et Economie du centre ORSTOM de Tananarive et l'Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique. Il a en outre analysé la structure des échanges commerciaux du District de Belo-sur-Tsiribihina, où il effectue une enquête de terrain avec Jacques LOMBARD.

Problématique de la Recherche et Résultats Scientifiques

1- Problématique générale

Rappelons que la recherche actuellement en cours est un travail d'équipe. Si je me charge de réaliser l'anthropologie économique de ce District, Jacques LOMBARD se donne pour tâche de réaliser l'anthropologie politique de cette même région. De plus, cette étude a l'ambition de se prolonger en une recherche collective inter-disciplinaire, où elle sera reprise comme unité dans un ensemble plus vaste. La division du travail se fait sur la base d'une problématique commune. Nous ne pouvons donc, dans le cadre d'un rapport d'activité, nécessairement individuel, que renvoyer aux textes communs (cf. documents ci-joints "Projet de Recherche de J. LOMBARD et B. SCHLEMMER" et "Avant-Projet de Recherche Inter-disciplinaire..."), sans préjuger de modifications ultérieures, telles qu'elles résulteront des prochaines réunions de travail.

2- Problématique spécifique

Au niveau de ma contribution à cette Recherche, il s'agit de comprendre dans un cas précis comment et pourquoi un système spécifique de production, de répartition et de consommation, système conçu comme une totalité structurée, mais possédant ses propres dynamismes internes, est contraint ou non, peut ou ne peut pas, face à un élément hétérogène donné, élaborer des stratégies de réponses qui se révéleront elles-mêmes,

en un temps donné, viables ou non viables pour le système.

Le champ de l'étude se situe donc au lieu de l'articulation entre deux systèmes économiques différents, dont l'un est dominant, l'autre dominé ; mais qui ne peuvent être isolés autrement que formellement, car l'inter-action entre ces deux systèmes les déterminent mutuellement. Je pense que cette inter-action doit toujours être prise en considération par l'Anthropologie économique, quand bien même l'un ou les deux groupes d'acteurs la nie consciemment ou la méconnaissent : en faire abstraction conduit en effet à donner une fonction purement idéologique au groupe d'opposition "traditionnels/modernes" (secteur, économique, logique, comportements etc... traditionnels/modernes) en faisant passer sur le plan de la réalité ce qui ne doit être qu'un découpage de l'analyse.

L'hypothèse conductrice est que cette articulation entre deux systèmes économiques est elle-même doublement déterminée,

- d'une part, par le ou les système (s) de production pré-existant (s) à l'implantation d'une économie hétérogène,
- d'autre part, par le ou les type (s) de domination qui vont alors se réaliser.

Par rapport à cette problématique, je pense pouvoir montrer que dans le district de Belo-sur-Tsiribihina, les Sakalava abandonnent la structure politique en tant qu'elle est liée à la reconnaissance de Mpanjaka (Roi) mais maintiennent dans la mesure du possible leur système de production. Mais que se développent, dans le secteur de production capitaliste des concessions, deux types principaux d'immigrants : ceux qui, tels les Korao (immigrants du sud-est) partent loin de chez eux s'insérer dans le système monétaire, mais ce, comme un moyen pour retourner chez eux avec une meilleure assise, dans la logique économique de leur propre société, et ceux qui, comme les Betsileo, sont économiquement bien plus insérés dans la logique de l'économie monétaire, et n'y échappent que pour se fixer sur cette terre d'exil.

également
Le secteur capitaliste des concessions comporte/deux types qu'il nous faut distinguer : le premier, dont la Société "La Grande Ile" est l'exemple que j'ai choisi d'étudier, constitue ce que j'appelle "colonisation primaire" parce qu'il s'agit de sociétés de colonisation qui s'appuyaient exclusivement sur un rapport de forces politiques pour se faire attribuer d'immenses superficies de terre, mais n'introduisaient pratiquement aucun changement dans les moyens de production : le cultivateur travaillait les mêmes cultures avec les mêmes outils qu'auparavant, la Société se contentant de prendre sa redevance et de la vendre à une Société d'Exportation. J'ai appelé l'autre type "colonisation industrielle intensive" (4 sociétés de colonisation primaire se partagent 17.812 hectares, contre 3.839 hectares pour 6 sociétés de "colonisation industrielle intensive") parce que, malgré leur importance bien moindre quant à la superficie, il domine le premier type par un rendement économique nettement supérieur, obtenu grâce à une modification radicale du niveau des forces productives et des rapports de production : mécanisation accélérée, amélioration chimique des sols et des cultures, salariat, division du travail etc... Il est actuellement constitué par les Sociétés d'exploitation du tabac, coton, sisal. Mais les compagnies qui relèvent du 1er type sont obligées pour survivre de se reconvertir en société de "colonisation industrielle intensive", vendant leur surplus d'hectares et intensifiant les investissements sur les domaines conservés.

Nous avons donc dans la même région :

- a)- les survivances de la première période de colonisation,
- b)- les agents dominants du capitalisme industriel,
- c)- les immigrants qui sont contraints d'en accepter la logique,
- d)- les immigrants qui ne l'acceptent que comme moyens dans leur logique propre,

e)- les autochtones qui la refusent et maintiennent le système économique qu'ils peuvent lui opposer.
 et f)- les Karany, qui profitent de ce refus et de la contradiction qui en résulte avec l'implantation de fait du système capitaliste de production pour développer à leur profit un secteur capitaliste marchand.
 (cf "B.S. Rapport d'activité -Projet de Recherche : Infrastructure - Milieu Humain - Economie).

Notons qu'un autre type de domination, qui ne s'est pas encore réalisé dans le district, mais dont l'influence se fait déjà sentir par la proximité de la région de Morondava où il est pleinement représenté, est constitué par le secteur de l'économie de développement.

Sur ces bases, l'hypothèse que je veux démontrer est ceci. Face au système de production capitaliste, qui, par le biais de la monétarisation et des formes de travail salarié et métayé, domine le système économique des indigènes, les Sakalava répondent en refusant de s'insérer dans un système dont ils ne peuvent être que les victimes. Ce refus est rendu possible parce que jusqu'à maintenant la forme qu'à prise l'implantation d'une économie étrangère (importance encore prédominante des Sociétés de "colonisation primaire") a laissé intactes les bases matérielles de ce qui procurait richesse (rizières, boeufs). Ces bases matérielles nécessaires au maintien du système économique préexistant à la colonisation ne sont donc pas encore détruites (contrairement à ce qui a pu se passer pour les Sakalava du Bas-Mangoky par exemple) et la désintégration presque totale de l'organisation socio-politique reposant sur le pouvoir du Mpanjaka (cf. le rapport de M. LOMBARD) n'est due qu'au rapport de forces établi entre ce pouvoir d'une part, et d'autre part le fanjakana (en gros l'administration) et les agents de l'économie capitaliste, car ce rapport de forces a modifié les rapports sociaux de production sur lesquels s'appuyait toute l'organisation socio-politique (affranchissement des esclaves et introduction du salariat, permettant la libération économique des

anciens dominés, allant parfois jusqu'au renversement complet de la situation antérieure, des nobles Sakalava travaillant comme métayers sur des terres achetées par leurs anciens esclaves). Mais ce refus est et sera de plus en plus difficile à maintenir à cause de la progression rapide du secteur moderniste, tant sous sa forme de sociétés de "colonisation intensive" que sous sa forme gouvernementale "d'économie de développement" (projet de constitution d'un élevage industriel de boeufs dans le Manambolo, actuellement zone de pacage des troupeaux appartenant et constituant la richesse des Sakalava). Si l'Etat Malgache se donne les moyens de poursuivre sa politique actuelle le district suivra la même évolution que la région voisine de Morondava-Mahabo.

Actuellement, les grandes plantations ne trouvent encore de main-d'oeuvre que chez les immigrés.

Parmi ces immigrés ceux du premier type distingué le plus haut, dont j'ai donné les Korao comme exemple, répondent ainsi face au même problème parce que, dans leur propre pays, le rapport entre leur système de production et le type de domination économique qui s'est instauré a permis à celui-là de se maintenir en place, mais non d'empêcher celui-ci de créer des ruptures dans l'adhésion de certains de ses acteurs (les cadets) à leur propre système, en leur apportant et de nouveaux besoins, et les possibilités de satisfaire ceux-ci. La pénurie relative qui en a résulté les contraint donc à chercher ailleurs de quoi asseoir leur richesse ; mais ils peuvent accepter la logique de l'économie de marché comme moyen, puisqu'ils comptent n'y participer que le temps d'accumuler le capital nécessaire à leur retour. Ceux du second type, dont les Betileo m'ont fourni l'exemple, n'ont pas plus choisi de se soumettre à la domination des rapports de production capitalistes. Mais chez eux les effets de l'économie dominante se sont faits sentir beaucoup plus profondément, acculant pratiquement le système de production antérieure à la faillite, relativement au moins à la

surpopulation entraînée par l'extension des nouveaux rapports de production et le développement accéléré du niveau des forces productives, d'autant plus sensible que ce système avait, déjà avant la colonisation, atteint un certain degré de saturation. Ceux qui sont contraints au départ l'entreprennent donc sans guère espoir de retour.

Et tandis que les Korao sont souvent manoeuvres salariés, vivant en marge de la population, les Betsileo répugnent au salariat, ne l'acceptant que si leur spécialisation les fait accéder à des postes mieux rémunérés ; et tentent, par des alliances avec les Sakalava, et en devenant leurs métayers de se donner un semblant de possession de terre et d'insertion sociale dans une logique proche de celle qui était la leur.

Là encore, le développement du secteur de colonisation "industrielle intensive" aux dépens du secteur de "colonisation primaire" et du secteur de production indigène risque de leur couper cette dernière retraite, mais également de leur ouvrir de nouvelles voies, puisque ce seront les premiers qui n'auront plus rien à perdre à l'extension des rapports de production qu'implique une économie moderne.

Méthodologie

Il est apparu dès la pré-enquête que dans cette région le village ne formait pas, par rapport à cette problématique, une unité pertinente. En effet, le rapport village-espace cultivé est encore assez souple pour que des problèmes fonciers trouvent leur solution dans le déplacement ou l'éclatement de la communauté villageoise.

Il m'a donc fallu abandonner l'ambition de mener cette enquête à partir d'une monographie villageoise, avec les méthodes éprouvées d'enquête en profondeur qui lui sont liées. Par ailleurs, je n'avais pas les moyens de mener une enquête statistique au niveau du District tout entier. La solution que

J'ai alors adoptée fut de choisir, à l'intérieur des grands ensemble où se joue l'articulation des systèmes (métayers sur une concession de "colonisation primaire", métayers et salariés sur une concession de "colonisation industrielle intensive", métayers et cultivateurs-propriétaires dans l'espace laissé au système de production maintenu par les Sakalava), un certain nombre de villages, en fonction des critères pertinents par rapport à la problématique : composition ethnique, modes de faire-valoir représentés, ancienneté du village etc...

Nous avons ainsi choisi quatre villages pour l'enquête sur la concession "La Grande Ile".

-Tsaraotana, le principal village de la concession, 1.080 personnes, composé approximativement de moitié par des Betsileo, de moitié par des Korao, plus quelques Sakalava et deux Karany.

-Antrombika, village de métayers Korao, (100 habitants) qui, tant par sa composition ethnique que son emplacement géographique, peut être considéré comme le village-type de la concession.

-Ambato, seul village (200 habitants) de métayers Sakalava, il a été rattaché à "La Grande Ile" en 1941. Depuis 1907, date où 10.810 ha lui furent accordés à titre gratuit par l'Etat français, jusqu'à aujourd'hui, quoique le domaine se soit encore accru, aucun autre village Sakalava n'a travaillé comme métayers de la Société.

-Ankiliabo, village groupant 15 familles Sakalava, situé hors de la concession, mais cultivant haricots, lentilles, manioc, sur des terres appartenant à "La Grande Ile" dans la partie Nord du domaine. Or cette partie (4.000 hectares environ) est actuellement à l'abandon, mais sera, probablement dès l'année prochaine, cédée à la Société tabacole AGREXTA.

Le nombre des villages choisis m'empêchait d'en faire la monographie approfondie. J'ai donc élaboré une série de questions, mais qui n'est pas utilisée comme un "questionnaire"

dans l'acceptation classique du terme. Il s'agit d'enquêter les informateurs de telle sorte qu'ils répondent à toutes les questions établies, mais suivant une formule assez souple pour leur permettre d'approfondir tout autre problème qui pourrait se révéler intéressant. Chaque soir les réponses qui rentrent dans le cadre du questionnaire sont inscrites sur celui-ci, les autres seront classées en fonction de leur auteur et de leur thème. De plus certains informateurs sont choisis pour leur connaissance approfondie de tel ou tel aspect et interviewés en profondeur. Une telle formule permet la constitution d'un fichier, grâce à l'homogénéité des réponses, sans risquer de laisser échapper les problèmes dont l'importance que leur accordent les acteurs peut éclairer leurs réponses, et sans risquer la paralysie que provoque souvent l'enquête "questionnaire en main". Les fiches (cf document ci-joint) sont elles-mêmes établies de telle sorte qu'au moment de l'exploitation, il soit possible de regrouper les réponses à chacun des grands thèmes (situation, agriculture, élevage, moyennes de production...) selon qu'elles ont été données par tel village, telle ethnie, telle caste ou tel lignage.

Pour répondre à un autre problème, celui de la confiance des interlocuteurs en face de toute enquête, surtout en cette période pré-électorale, il a été décidé que dans la mesure du possible, l'assistant établirait les contacts avec les paysans, cependant que je m'occuperai du travail à faire avec les européens, l'administration, les notables. Ceci nous permet de gagner quelque temps dans l'obligation qui nous est faite de prouver que nous n'avons pas partie liée avec l'autorité, sans pour autant nous aliéner celle-ci.

Résultats scientifiques

Les premiers résultats de l'enquête sur la "Grande Ile" semble vérifier mes hypothèses. Mais il est encore trop tôt pour parler de résultats scientifiques, au sens rigoureux du terme, d'autant plus que le terrain étant impraticable près de 4 mois par an, j'ai cherché à amasser le plus de matériaux possibles, me réservant de les exploiter à la saison des pluies.

Roland WAAST, sociologue, a effectué jusqu'en Mai 1969 - date à laquelle il est revenu en FRANCE - une enquête de terrain dans le nord-ouest de MADAGASCAR. Cette enquête commencée en 1968, avait pour objet l'étude des mutations de structure économique et politique intervenues en régime colonial et post colonial dans la chefferie Bemazava et doit donner lieu à la soutenance d'une thèse de doctorat du 3ème cycle.

Enquête de terrain

Du mois d'avril 1968 au mois de mars 1969, j'ai conduit une enquête de terrain dans la région du Sambirano N.W. Malgache.

Cette région (1) était choisie pour son intérêt sur 2 plans :

a) au plan économique

- une colonisation agricole européenne, ancienne et active, est aujourd'hui représentée par 2 entreprises principales, opérant chacune sur 10.000 ha. Ces Sociétés se consacrent surtout à la culture du café et du cacao destinés à l'exploitation. Elles sont propriétaires de 1/3 des terres utiles du Sambirano. Elles utilisent d'importants moyens mécaniques ; elles sont dotées de petites usines de traitement des produits. Elles emploient un important salariat, recruté soit dans les régions pauvres de MADAGASCAR, soit, de plus en plus, parmi les enfants de paysans locaux expropriés de leur terre vivrière (cf infra). Ces divers salariés, qui tôt ou tard s'insèrent dans la société malgache locale, s'y font les agents de l'évolution économique et politique.

- le milieu paysan malgache est passé de façon irréversible à l'agriculture commerciale. La riziculture sur brûlis de forêt, naguère apanage de lignage et principale source de vivres, a pratiquement disparu. Les bas-fond restent les seuls

(1) Région fort peuplée: densité 85h/km², popul. totale 25.000 h

(2) D'abord sous l'effet de la contrainte.

espaces rizicoles disponibles. Une minorité de nobles, de roturiers dirigeants de la chefferie, et d'immigrants 1^o planteurs, a su les approprier aux dépens des communautés villageoises. Nombre de paysans sont ainsi propriétaires de petites plantations, mais dépourvus de terre vivrière. Leur situation en fait des salariés en sursis. Pour vivre, ils doivent se faire métayers chez les propriétaires de rizières, qui sont aussi les plus grands planteurs, et qui exigent, outre leur part de récolte, des prestations en travail sur leurs propres cultures (caféières notamment). Ce sont les fils de ces paysans démunis qui sont de plus en plus contraints à une période de salariat temporaire sur les plantations européennes. D'autre part, les possédants de rizières ne se contentent pas de la rente foncière qui s'est créée à leur profit : ils tendent à mettre leurs terres en valeur eux-mêmes. Ils sont cependant limités : les méthodes culturales font essentiellement appel au travail humain ; le refus général du salariat entre parents ou voisins, rend toujours nécessaire la capacité à réunir de grands groupes de coopération traditionnels, pour cultiver des surfaces excédant les besoins personnels ; l'administration, de son côté, tend à freiner l'expansion économique et politique d'une classe de propriétaires fonciers, qui menace de susciter de graves problèmes sociaux en expulsant les métayers, et de constituer un double pouvoir par trop puissant.

b) au plan politique

-les institutions traditionnelles se maintiennent formellement. La parenté en forme la base. Le règlement des conflits individuels, les antagonismes entre segments lignagers, révèlent au sein des lignages une hiérarchie, des inégalités du pouvoir, une administration minimale. La hiérarchisation des lignages, selon l'ancienneté de leur implantation, se manifeste à l'occasion des rituels agraires, et correspond à un gradient d'autorité dont la chefferie même tient compte.

Les lignages agnatiques majeurs forment les unités maximales efficaces. Leur articulation se réalise partiellement par l'alliance matrimoniale et l'alliance à plaisanterie ; il en résulte un réseau de liens entre lignées, à l'échelle de la chefferie, sur lequel s'appuient et que réorientent sans cesse les stratégies des individus et des groupes dans leur course au pouvoir au sein de la chefferie.

Mais c'est bien la chefferie qui réalise la véritable articulation des lignages, et qui constitue le lieu principal du politique. Elle détermine la stratification de la société en 5 ordres : (1) nobles, (2) roturiers "vrais Sakalava", (3) roturiers quelconques, (4), esclaves royaux, (5) esclaves domestiques (a). A ces statuts distincts s'associent des rôles politiques différents.

Les (1) ont vocation au commandement (dans ses dimensions politique et sacrée), les (2) à l'administration (mais aussi parfois au Gouvernement), les (3) à la simple citoyenneté, les (4) à certaines fonctions religieuses (garantissant la légitimité toujours renouvelée de l'Etat) ; les (5), jadis privés de droits politiques, se sont aujourd'hui constitués en lignages d'hommes libres, qui prennent place sans difficulté dans la 3ème catégorie. La multiplicité des hiérarchies (beaucoup plus fines que nous ne l'avons dit ici), les règles équivoques de succession à chacune des fonctions (qui, nombreuses et diverses, sont les degrés du pouvoir), la participation des inférieurs à la désignation de leurs supérieurs immédiats, permettent et suscitent une compétition politique intense dans la chefferie. L'évolution accélérée des 60 dernières années a d'ailleurs manifesté des contestations et contradictions, entraînant non seulement des "coups d'état", mais de véritables mutations de régime, liées à la prise de pas successive des ordres sur les lignées, et de proto-classes sur les ordres.

(a) encore faut-il mentionner une hiérarchie des ethnies non Sakalava conservant leur personnalité -Merina, Antandroy, Antaimoro...- diversement associées à la vie sociale .

- l'évolution politique est d'ailleurs dominée par le déplacement de fonctions de la chefferie. Ancienne protectrice des lignages, gardienne de la paix et de la distribution des terres, la chefferie, pour conserver son rôle en régime colonial se fait l'instrument privilégié (plus ou moins rétif et rusé) de l'action Administrative sur la population ; elle doit prêter la main à un projet qui n'est pas le sien ; elle recrute de la main d'oeuvre pour les plantations coloniales ; elle aide à restreindre la riziculture et l'élevage lignagers etc... D'autre part, la mise en tutelle par l'Administration favorise la mutation des règles présidant à l'accès et l'exercice du pouvoir traditionnel.

L'aspect fragmenté de ce pouvoir, émietté dans toute la noblesse disparaît. Vers 1926, la chefferie est fortement centralisée ; en même temps, certains roturiers sont associés au gouvernement. Vers 1940, nouvel éclatement : des factions rivales se développent, groupant un nombre croissant de roturiers riches, de tous statuts, autour des quelques nobles sortis des écoles d'administration, mis en poste dans la région, et briguant la chefferie. Parallèlement, ceux qu'évince ou privilégie le nouvel ordre politique, pour gagner les faveurs de l'Administration et pour s'attacher une clientèle, pour récupérer ou pour asseoir leur pouvoir de la sorte, tentent de s'enrichir ; les 1^o et les seuls ils se livrent à l'agriculture commerciale ; mais surtout ils entreprennent de louer des rizières aux immigrants alors nombreux ; à cette fin, jouant notamment de leur double prépondérance dans la chefferie et "l'Administration indigène", ils usurpent la propriété des bas-fonds : ce qui leur permet aujourd'hui de bénéficier d'une rente foncière sur les seules terres désormais ouvertes à la riziculture. Ainsi les nobles et les roturiers dirigeants de la chefferie, de classe politique se sont transformés en classe rentière.

- l'influence politique des nobles et notables grands propriétaires vient d'autre part de trouver de nouveaux cadres d'expansion. Déjà l° rôles de la chefferie, ce sont eux qui ont investi les fonctions politiques modernes électives, des plus hautes (députation, sénat, conseil général...) aux plus humbles (les fonctions communales -efficaces pour le contrôle des campagnes-). Puissants au niveau régional, ils s'emploient maintenant à gagner du poids au plan national.

*

*

*

Sujet, thèmes de recherche

a) Le lieu de l'enquête provoquait à l'élucidation des transformations économiques et politiques de la société traditionnelle.

- une méthode d'analyse dynamique s'imposait donc.

Au-delà de la toujours nécessaire exposition des systèmes (de production, de circulation et de consommation, ou de "distribution du pouvoir, du statut, et du privilège"), nous attachons la plus grande attention à la précarité des équilibres réalisés, à la manipulation des institutions, à la modification de leur juste proportion et de leur juste fonctionnement par le jeu des factions, des stratégies personnelles et collectives, des antagonismes entre intérêts divergents.

- d'autre part, les transformations se sont réalisées moins de façon continue que par bonds. Nous avons donc adopté une méthode d'analyse diachronique ; et nous avons interprété le développement de l'économie et du politique, en distinguant d'abord les phases successives typiques, que traverse chacun de ces systèmes d'action et de relations, puis en tentant d'expliquer leur enchaînement.

- ce que nous visons principalement, c'est l'interprétation du développement de la formation sociale dans son ensemble. L'autonomie des 2 domaines économique et politique, est alors restreinte ; de plus , c'est leur articulation spéciale, dans chaque stade, qui nous importe. Il s'agit toujours pour nous de déterminer le lieu stratégique d'application de la transformation, qui entraînera le développement de toute l'organisation sociale, et de rendre raison de sa situation dans l'économie ou le politique ; il s'agit également, à partir de là de rendre compte de l'enchaînement de déterminations réciproques, entre divers domaines de l'économie, du politique, ou des 2 à la fois, qui marque le passage d'un stade au suivant.

b) Nous étudierons ainsi pourquoi, dans un 1^{er} stade (1900-1925) la petite colonisation a besoin, pour fonctionner de façon continue, de l'alliance avec la noblesse locale ; et pourquoi, d'autre part, la chefferie, dans sa propre logique, trouve son intérêt à se laisser parasiter par la colonisation économique -tout autant qu'elle parasite celle-ci. Nous verrons la conséquente dénaturation de la chefferie, et le développement d'une tendance en son sein à la centralisation du pouvoir. Dans un 2^o stade (1925-1945), nous considérerons le changement d'échelle de la colonisation européenne, la perte de nécessité de l'ancienne alliance entre chefferie et régime colonial, la reconversion de l'élite dirigeante, partie en rentière du sol partie en auxiliaire de l'administration coloniale ; sans compter le développement d'un nationalisme, à contenu tantôt progressiste tantôt passéiste. Nous verrons pourquoi la chefferie était alors le lieu stratégique auquel revenait un rôle directeur dans la transformation, en même temps que l'instance la plus sensible à une modification du régime colonial. Dans un 3^o stade (1945-1970), nous présenterons la constitution et les perspectives de développement de l'actuelle situation (décrite au

1^o paragraphe). Nous étudierons en détail le processus qui instaure l'inégalité et la contradiction fondées sur des positions dans la production. Nous examinerons l'interférence de la dynamique propre à la société Sakalava, et des contraintes exogènes : 2 séries de déterminations indissolublement liées ici, pour produire l'évolution de la société Sambiranaise. Nous évoluerons enfin de façon prospective, les tendances au changement de l'actuelle formation sociale ; notamment, les probabilités de renforcement ou de liquidation de l'actuelle "féodalité" terrienne par le développement de l'activité économique moderne : le rôle de cette "féodalité" : accoucheuse d'une bourgeoisie agraire ? Ou bien auxiliaire de son propre sous-développement, simple instrument de la mise au travail de la population et de l'élargissement d'un marché intérieur ? Nous discuterons également les réactions à leur situation des métayers- petits planteurs ; elles vont de la migration (salarariat temporaire sur plantations européennes, départ pour la ville, ou colonisation de terres neuves) à l'organisation sur place (résistance individuelle aux propriétaires, associations de travail, sollocation de l'appui administratif face aux rentiers du sol).

* * *

Thèse de 3^o cycle

Les recherches précédemment résumées doivent faire la matière d'une thèse de 3^o cycle, sous la direction de Monsieur le Professeur BALANDIER. En voici le sommaire (1)

1^{ère} partie : - Les institutions traditionnelles de la société Sakalava

- le peuplement
- les groupes de descendance et leur articulation
- la chefferie

(1) sous réserve de certaines modifications.

- l'économie (Travail, formes de coopération : échanges intérieurs ; commerce extérieur et son contrôle par la noblesse ; formes d'obtention du surtravail et distribution ; circuits matrimoniaux et institutions redistributives : les cérémonies lignagères et dynastiques).
- le pays Bemazava à la veille de la colonisation.

2ème partie - Le régime colonial

a) 1^o stade (1900-1925) - L'alliance de la chefferie et de la colonisation :

- le protectorat intérieur du Sambirano
- la petite colonisation européenne et ses alliances avec la chefferie
- impôt et prestations
- salariat et monétarisation des dots

b) 2^o stade (1925-1945) - La chefferie, "pilote" de la transformation.

- la grande colonisation et le recrutement des salariés hors de Sambirano
- la crise de la chefferie et la "nouvelle alliance"
- naissance de la rente foncière et de l'agriculture commerciale
- salariés, immigrants, inflation des dots et perturbation des systèmes matrimoniaux
- nationalismes. Déconsidération des chefs et des aînés. Destructuration et recomposition des cadres traditionnels de l'économie.

c) 3^o stade (1945-1970) - Promotion de l'économie

- les nouvelles institutions de participation économique et politique. Leur investissement par l'ancienne noblesse
- la généralisation de l'agriculture commerciale. L'accaparement croissant des terres par l'ancienne classe politique dirigeante. Rentiers et entrepreneurs.
- nouvelles formes de la circulation. Emploi des revenus nouveaux
- Les "investissements sociologiques" et leur nécessité
- des ordres aux proto-classes;

Conclusion - Prospective

- possibilités nouvelles d'une culture vivrière industrielle
- expulsion des campagnes et réduction au salariat ? Possibilités alternatives de colonisation de terres neuves
- développement des Sociétés munies de capitaux importants
- les 3 protagonistes : administration, rentiers et métayers - petits planteurs.

*

* * *

L'étude s'appuiera sur les travaux suivants :

- les résultats de l'enquête de terrain, comprenant :

- les monographies de 2 villages, situés en des zones contrastées, et portant notamment sur la propriété, la parenté, l'organisation du travail, l'histoire économique, l'usage du surplus, les circuits matrimoniaux et cérémoniels.

- une enquête foncière au niveau régional, portant

- notamment sur la distribution des plantations et rizières la propriété "immatriculée", les transactions portant

- sur la terre, l'attribution des terres neuves - en particulier celles des marais drainés depuis 10 ans.

- une enquête sur les mariages et les cérémonies au niveau régional

- une enquête sur la chefferie et les institutions traditionnelles dans l'histoire

- une enquête sur l'histoire de la colonisation européenne et sur le salariat

- le dépouillement des archives sous-préfectorales ;

- celui des archives économiques de la province de

- Tananarive, concernant la région ; le dépouillement des

- archives des Missions

- une bibliographie complète sur la région et le pays

- Sakalava.

NOUVELLE CLEDONIE

Bernard VIENNE, sociologue, a été affecté, en Juillet 1969 en NOUVELLE CALEDONIE. Il a tout d'abord effectué une mission de reconnaissance aux NOUVELLES HEBRIDES, puis une mission sur l'archipel des BANKS.

Titre des rapports et publications

Nous avons rédigé un rapport dactylographié sur Motlav d'environ 130 pages portant le titre : Motlav : Introduction à l'anthropologie économique d'une communauté paysanne des îles BANKS (NOUVELLES HEBRIDES) - Rédaction provisoire.

T A H I T I

Gérard RINGON, sociologue. Son travail de recherche a porté en 1969 sur une commune tahitienne de la zone urbaine -Faava. Cette commune a connu depuis quelques années une croissance extraordinaire en raison de l'exode rural qui se fait à partir de différents archipels vers TAHITI, depuis la création du Centre d'Expérimentation du Pacifique en POLYNÉSIE Française.

Dans la définition du Thème de "structures Urbaines et Migrations" (Bulletin de liaison Sciences Humaines n°2, G.BALANDIER, les thèmes de recherches sociologique et psychologique) 3 aspects principaux sont énoncés :

- déplacements vers les villes
- relation entre ville et campagnes
- nouveaux rapports sociaux en formation dans les centres urbains.

C'est à partir de ces thèmes que j'ai orienté ma recherche sur la commune de Faava.

Cette commune a connu depuis quelques années une croissance extraordinaire en raison de l'exode rural qui se fait à partir de différents archipels vers TAHITI, depuis la création du Centre d'Expérimentation du Pacifique en POLYNÉSIE Française.

J'ai recueilli les documents existants qui pouvaient me fournir des renseignements utiles :

- le fichier de l'Institut de Recherches Médicales ; malheureusement la modification dans la méthode de classement des maisonnées entre 1962 et 1967, rendait difficiles les comparaisons entre ces deux années ;

Le dénombrement de la population effectué en 1967 ne pouvait, lui non plus, guère donner d'idées précises par son manque de rigueur et de toutes façons, il n'était pas capable de donner une idée d'une situation très mouvante. En même temps je prenais un certain nombre de contacts à Fa'aa en particulier avec la municipalité qui s'est intéressée à mon travail et qui a mis à ma disposition pendant 5 mois un jeune tahitien qui a été un collaborateur efficace et qui m'a aidé à pénétrer dans un milieu parfois hostile. Finalement, j'ai adopté la méthode de recherche suivante : ne pouvant pas faire une enquête exhaustive sur l'ensemble de la population, j'ai choisi de travailler sur quelques quartiers qui me semblaient susceptibles de permettre une connaissance des différentes couches de la population et des rapports qui existent entre elles. De cette façon 3 quartiers ont été enquêtés :

1° - un quartier qui correspond à l'ancien centre du district de Fa'aa. Dans ce quartier qui regroupe 170 à 200 maisonnées et qui n'est d'ailleurs pas homogène, on trouve une couche de population implantée depuis longtemps et qui est composée par :

- une ancienne bourgeoisie "demi-tahitienne" solidement implantée dans le domaine foncier, qui s'est aussi tournée vers d'autres activités et qui a fourni divers cadres de l'administration et du secteur tertiaire ;

- une couche polynésienne souvent détachée depuis longtemps des activités agricoles et déjà fortement intégrée au milieu urbain ;

- enfin, une couche plus récente de migrants qui sont implantés d'une façon assez dispersée à travers ce quartier.

2° - Un deuxième quartier, Vaitupa, qui regroupe uniquement des migrants récents venus des Tuamotu : une quarantaine de maisonnées.

3° - Une cité semi-économique construite en 1962 par la Société de Crédit et de Développement de l'Océanie (SOCREDO): cette cité regroupe essentiellement des couches moyennes souvent issues d'une petite bourgeoisie demi. Elle est composée des cadres moyens du secteur tertiaire. Pour cette enquête, je disposais d'un document qui me permettait de faire d'intéressantes comparaisons: la SOCREDO avait fait en 1962 une enquête pour déterminer les familles auxquelles seraient attribué ces logements. Cette enquête, sommaire, donnait des éléments intéressants sur l'emploi, les salaires, l'origine de la population.

Présentation de Faaa

Entre 1962 et 1967 Faaa a connu un accroissement de 84,13 % passant de 3.681 à 6.778 habitants. Faaa est une commune essentiellement polynésienne, les popaa y sont peu implantés, excepté dans deux secteurs, Ause, zone limitrophe à Papeete et qui en était jusqu'à une époque récente et reste encore une banlieue résidentielle proche, pour demis et popaa, et Pamatai, zone située sur les collines. Il y a aussi une cité militaire située à l'écart et la cité de l'Air, attenante à l'aéroport.

La structure de l'ancien district de Faaa était assez comparable à de nombreux districts ruraux: une bourgeoisie demi propriétaire foncière qui détenait le rôle de leader en particulier sur le plan politique et religieux, et la population polynésienne.

La proximité de Papeete a fait que ce district s'est urbanisé assez tôt dès les années 1946: les demis ont accédé à des postes de cadre dans l'administration et dans le privé, tendance observée déjà ailleurs. La population polynésienne était déjà en partie salariée à Papeete.

Les changements récents font apparaître deux tendances nouvelles :

- d'une part, un apport massif de migrants venant de l'extérieur ;
- d'autre part, la création de deux cités d'habitations semi-économiques qui regroupent plus de 250 logements donnent une importance accrue aux couches moyennes, d'origine "petits demis". Ce phénomène ne va que s'accroître par la création d'une nouvelle cité de 250 logements qui regroupera les mêmes catégories de population et dont la réalisation est actuellement en cours. L'élection au poste de maire de la commune en 1965 d'une demi dont toute la carrière s'est faite dans l'administration traduit bien l'évolution en cours et le remplacement progressif des anciennes couches dominantes par de nouvelles, dont le pouvoir est basé sur de nouveaux critères.

Problèmes des Migrants

Dans les rapports qui unissent les migrants aux autres couches de la population, on trouve une multitude d'éléments.

- La terre : le migrant pour se loger doit trouver un terrain. Les propriétaires louent des petites parcelles sans aucune infrastructure. Ce n'est pas le fait unique des anciens grands propriétaires mais aussi des petits propriétaires qui découpent la parcelle qui entoure leur maison et la louent pour en tirer un revenu substantiel. Des conflits surgissent fréquemment entre propriétaires et locataires.

- Les attitudes : la population urbanisée depuis longtemps, perçoit les migrants suivant des stéréotypes qui sont fréquents entre urbains et ruraux et qui se superposent à l'opposition demis-polynésien ; le rural apparaît comme un être assez primaire, peu "évolué". L'agressivité qui découle de

ces attitudes est cependant masquée ; les populations migrantes apparaissent comme le soutien essentiel de la municipalité actuelle composée surtout de demis. Ceci n'implique pas que les migrants aient un quelconque pouvoir ; ils restent en dehors des circuits de relations traditionnelles et sont seulement une masse que l'on peut manoeuvrer.

- La situation des migrants se présente aussi comme une mutation qui suscite de nombreux problèmes d'adaptation en particulier dans le domaine du travail.

- Les églises rencontrent des problèmes nouveaux : elles ne parviennent plus à assurer l'intégration d'une population qu'ils leur est difficile de contrôler et qui est sollicitée par la vie urbaine.

La nouvelle couche moyenne

Elle est souvent le résultat d'un processus de mobilité sociale ; en cela elle s'oppose à l'ancienne couche demi propriétaire foncière qui la méprise et la considère comme "arriviste". Elle introduit un nouveau style de vie très européenisé ; forte tendance de la famille à se renfermer sur elle-même, relations extérieures où le choix individuel prime sur les relations traditionnelles, idéologie individualiste ; elle se caractérise aussi par une consommation très importante.

Si l'on trouve dans cette couche des individus qui reprennent à leur propre compte les anciens thèmes de revendications contre la présence française, en les modernisant et en réclamant une participation accrue à la gestion des affaires du pays, beaucoup hésitent à se lancer dans des revendications trop hardies par crainte de voir remis en cause leurs avantages actuels.

Cette couche va prendre une place croissante dans la commune de Faaa avec la présence des 3 citées, dont 2 sont déjà construites.

Considération sur les méthodes

Pour l'étude de ces quartiers j'ai utilisé la méthode suivante : j'ai décidé de travailler sur quelques quartiers parce que le quartier est l'unité concrète où les phénomènes sociaux pouvant être perçus dans leur dimension spatiale ;

- relation au sein du quartier à étudier à partir de sa composition et des couches de population qui les constituent ;
- relations du quartier avec l'ensemble urbain.

En effet, la présence dans l'agglomération d'une population d'origine rurale se traduit par des types de relations entre individus et entre groupes sociaux qui, sous des apparences anciennes prennent une signification nouvelle dans l'ensemble urbain. Ceci tient sans doute aussi au caractère spécifique de la société tahitienne qui est une micro-société où il convient toujours d'opérer une analyse à plusieurs niveaux, sous peine d'être induit en erreur.

Au cours de mon enquête, j'ai utilisé principalement l'interview semi-directif en orientant les sujets sur un thème plus ou moins précis en les laissant donner libre cours à leur pensée, et aussi l'interview libre sous forme de conversations faites au hasard des rencontres. Je pense que dans l'étude des phénomènes urbains une formation de psychologie est nécessaire car elle devrait permettre de mieux saisir au niveau individuel l'impact et souvent les conflits qui surgissent de ces mutations.

Il est intéressant de noter que les meilleures techniques sont souvent inefficaces dans la situation qui était la mienne où l'antagonisme sous-jacent mais très fort entre popaa et tahitien était présent comme une toile de fond qui conditionnait toutes les relations que je pouvais avoir. L'hostilité était la plus évidente avec les jeunes pour qui j'étais d'abord un popaa et ensuite un "jeune" popaa, donc un rival possible (ceci s'explique par la présence depuis quelques années des nombreux jeunes militaires dans le territoire). Lorsque ces

oppositions ont pu être surmontées, d'une façon illusoire d'ailleurs parce que ceci reste toujours au niveau individuel, des confrontations intéressantes ont pu avoir lieu. Dans de telles situations, une connaissance des techniques et de la pratique de la dynamique de groupe serait utile ; le sociologue pourrait jouer pleinement un rôle de catalyseur et non plus seulement d'observateur.

Quartier de Vaitupa-Faaa

Introduction

Les résultats qui sont présentés ici ne concernent qu'un quartier de la Commune de Faaa, relativement restreint puisqu'il ne regroupe guère que 300 habitants répartis en une quarantaine de maisonnées. Ces résultats ne sont donc pas une description exhaustive de la situation de l'ensemble des migrants, qui habitent Papeete et la zone urbaine. Pour comprendre l'intérêt qu'il y avait à s'attacher aussi précisément à l'étude d'un quartier, il faut définir l'optique qui a été celle de ce travail : si actuellement la présence de migrants dans le milieu urbain se manifeste d'une façon évidente par l'existence de quartier insalubres composés de logements hétéroclites ne disposant d'aucune infrastructure routière et sanitaire et occupant souvent des zones retirées et difficiles d'accès, il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que d'un des aspects de la condition de ces migrants, aspect dramatique il est vrai, parce qu'il traduit des conditions de vie difficiles. Mais si l'on examine leur situation plus précisément, d'autres faits apparaissent à l'analyse qui donnent une vue plus exacte et plus complète du milieu des migrants. C'est guidé par cette idée que nous avons pensé qu'il était intéressant et utile de comprendre la situation concrète d'un quartier particulier et d'en expliquer la formation, les relations internes et aussi externes, par le travail, la participation à

la vie urbaine d'une façon générale, informelle (lieux d'achat, de loisir, etc...) et formelle dans le cadre de groupements existants, religieux, sportifs ou autres. Par ce biais nous débouchons sur une compréhension globale du milieu urbain en tant que champ de relations sociales et d'interactions entre les différents groupes qui le composent. "La ville, dit Raymond LEDRUT, n'est pas une chose ou une somme de choses. Elle n'est pas un ensemble d'immeubles et de voies, ou même de fonctions. Elle est un rassemblement d'hommes qui entretiennent diverses relations... L'espace n'a de signification que relativement à la vie collective des hommes qui occupent les lieux".

Présentation de Vaitupa

Vaitupa est situé sur la Commune de Faaa au P.K. 6,800 du côté montagneux. Les 44 maisons qui forment Vaitupa sont concentrées en trois noyaux distincts, qui correspondent aux trois parcelles de terre sur lesquelles elles sont implantées. Ces trois quartiers sont séparés les uns des autres par des zones vides et comme les voies qui permettent d'y accéder sont différentes, les rencontres entre habitants des trois quartiers sont assez rares. L'histoire de la formation de ces quartiers et les péripéties qui l'ont accompagnée ont aussi contribué pour beaucoup à en faire des groupes distincts. Si ce n'était le fait que les habitants de ces trois quartiers sont des migrants récents et, que pour cette raison leur situation et leurs problèmes sont assez semblables, rien ne justifierait de considérer Vaitupa comme un ensemble homogène.

Le quartier le plus restreint regroupe 5 maisons (voir sur la carte maisons n°1 à 5); il est situé sur le rebord d'un petit plateau qui, d'un côté domine la vallée de Piafau et de l'autre le domaine Heiri, où est en train d'être implantée un cité de logements "semi-économiques" dont le promoteur est la SOCREDO. C'est en 1965 qu'est venue s'y installer la première famille, qui avait loué cette terre pour 9 ans;

rapidement elle a attiré quelques fetii auxquels elle a sous-loué une partie de la terre. Depuis son émigration vers Nouméa au début de l'année 1969, le chef de cette famille a cédé sa maison à sa mère et à son beau-père ; mais malgré ce changement, les autres familles sont restées, dans les mêmes conditions qu'auparavant. Parmi ces quatre familles qui sont toutes originaires de Rurutu (Australes), trois ont vécu à Makatea jusqu'en 1965, date à laquelle la fermeture de la C.F.P.O. les a obligées à émigrer vers Papeete. La dernière famille est venue directement de Rurutu en 1961 et après avoir passé quelques années à Vaininiore, le quartier Rurutu de Papeete, elle est venue ici en 1966.

Le deuxième quartier (13 maisonnées n° 7 à 19) est aussi situé sur le plateau un peu plus en retrait derrière le domaine Heiri. Longtemps occupé par une seule famille originaire de Punaauia qui réside encore actuellement, ce terrain devient le théâtre de violentes querelles qui se déclenchent à partir de 1962, époque où plusieurs familles de Paumotu, parentes entre elles et venant de Anaa, s'installent sur la terre en exhibant des titres de propriété prouvant le bien fondé d'une telle occupation. Finalement, après des conflits où la violence verbale fit parfois place aux coups, l'affaire est portée devant la justice qui doit déterminer les droits respectifs des antagonistes.

Le troisième quartier qui surplombe la route de ceinture et qui se prolonge sur une ligne de crête est le plus vaste avec 26 maisonnées. Les familles qui le composent sont originaires principalement de deux groupes d'atolls des Tuamotu, les uns de Raroia-Takume, les autres de Apataki-Kaukura-Arutua ; quelques-unes viennent aussi de Takapoto-Takaroa. Des réseaux enchevêtrés de parenté unissent ces familles entre elles. Les premiers qui se sont installés sur cette terre à partir de 1955, l'ont fait avec l'accord de la propriétaire qui est une de leur parente et qui habite sur la partie de ce terrain située

côté mer en bordure du lagon. Depuis quelques années, un double conflit est aussi apparu dans ce quartier, là encore en relation avec les droits fonciers et l'occupation du sol. Tout d'abord, la propriétaire envisagea l'expulsion de tous les habitants sous prétexte que "le quartier était sale, et mal entretenu" et, parce que les locataires devenaient "gênants et bruyants", mais aussi parce qu'elle désirait mettre en valeur sa terre en y construisant des maisons qu'elle louerait et qui seraient d'un meilleur rapport. Entretemps, un Paumotu, originaire de Rangiroa arrivé à Tahiti en 1965, présente des titres de propriété qui, selon lui, lui donneraient des droits sur cette terre. Il entreprend même de signer des baux avec certains locataires qui se rangent de son côté. Il a d'autant plus de succès qu'il assure aux locataires qu'ils n'ont aucune crainte à avoir d'être chassés, à un moment où par ailleurs on les menace d'expulsion ; de plus il loue les parcelles à un prix inférieur de moitié à celui pratiqué par son antagoniste. Si la population du quartier fut mêlée à cette histoire, le conflit se limita surtout aux deux revendicants sur l'initiative desquels les tribunaux furent saisis de l'affaire, et aussi à la suite de bagarres qui amenèrent des interventions de la gendarmerie.

Ces "histoires" si fréquentes actuellement dans le milieu urbain et que l'on pourrait considérer comme autant d'anecdotes, ont donné aux habitants de ces quartiers le sentiment d'une certaine identité, même si à beaucoup d'égards ceci s'est fait suivant un processus négatif et destructeur, qui en définitive, risque de déboucher sur de nouveaux déséquilibres qui ne pourront pas être surmontés.

Ces conflits sont le sort commun de beaucoup de migrants ^{qui} pour le problème de trouver une parcelle de terre où implanter leur logement, est un des premiers qu'ils doivent résoudre à leur arrivée à Tahiti. Si à une époque plus ancienne,

les insulaires arrivant à Papeete avait toujours la possibilité d'aller demander le gîte et même le couvert à un fetii qui pouvait difficilement refuser l'hospitalité qui était un devoir entre fetii. Les choses ont changé et l'entassement qui s'est produit sur les terrains et dans les maisons, la promiscuité et les différends qu'elle ne manque pas de provoquer, empêchent l'installation définitive chez les fetii et obligent à partir à la recherche de nouveaux terrains situés dans la périphérie urbaine moins surchargée. Cependant les fetii restent le relais essentiel d'où l'on peut soi-même partir à la recherche d'un terrain ou d'une maison, d'un travail. Pour 32 maisonnées de Vaitupa sur 41 (1) l'habitation actuelle succède à une ou plusieurs ; avant celle qu'elles occupent actuellement :

- 19 familles ont occupé 1 autre habitation

- 10 " " " 2 " "

- 3 " " " 3 " "

ce qui constitue en tout 48 déplacements.

Sur ces 48 habitation occupées antérieurement par 32 familles de Vaitupa :

- 30 étaient en résidence chez des fetii

- 2 chez des amis

- 11 sur des terrains loués

- 5 dans des maisons loués.

Les originaires^{de} Rurutu ont d'abord résidé chez des fetii à Papeete dans le quartier Vaininiore, qu'ils ont quitté lorsqu'ils ont trouvé le terrain où ils habitent maintenant et que leur a sous-loué un fetii ; malgré cela, ils conservent des relations avec le quartier qu'ils ont quitté et y retournent assez fréquemment ; quant aux Paumotu qui arrivaient de Anaa (quartier n°2) ils se sont d'abors installés à Arue sur la terre qui appartenait à la famille d'un homme originaire de Arue

(1) Les résultats ne portent fréquemment que sur 41 maisonnées, 3 n'ayant pas pu être enquêtées d'une façon aussi approfondie.

qui avait épousé une de leur parente, elle aussi résidente de Anaa. Ils sont venus à Vaitupa après avoir fait des recherches sur leurs droits fonciers et ils préféraient d'ailleurs quitter Arue où leur présence était seulement tolérée. Malgré les conflits qui ont surgi depuis leur arrivée à Vaitapu, ils sont certains que les droits qu'ils ont affirmé sur cette terre sont justifiés et qu'ils ne devront pas repartir à la recherche d'un nouveau terrain ;

Dans le quartier le plus vaste, celui qui domine la route, les premières familles qui sont venues s'installer l'on fait en accord avec la propriétaire qui était parente avec eux. Le conflit qui s'est ensuite produit est bien le signe de ce divorce qui s'accroît au sein même des groupes de parents, entre ceux qui sont "urbanisés" de longue date et ces fetii qui deviennent une charge et que l'on voudrait bien voir disparaître, mais contre lesquels on hésite parfois à utiliser des moyens de coercition trop violents en espérant que leur départ pourra s'arranger à l'amiable. A ce blocage par saturation qui rend inopérante l'hospitalité traditionnelle, se substituent d'autres moyens de se débrouiller. Des petits groupes de solidarité se créent entre migrants, fondés sur les liens de parenté et la communauté d'origine ; les Paumotu originaires de Rarois-Takume se sont installés de cette façon dans le quartier l'un d'entre eux qui avait obtenu l'accord de la propriétaire, a ensuite attiré ses parents et amis.

Papeete constitue pour beaucoup le premier point de chute à partir duquel la population des migrants se redistribue dans la zone urbaine. Sur les 32 familles qui ont habité ailleurs avant de venir à Vaitupa :

- 14 ont d'abord habité à Papeete
- 7 à Faaa
- 3 dans différents districts
- 8 dans le quartier même (avant de construire leur propre logement, ils ont habité quelques temps chez des fetii ou amis qui résidaient déjà dans le quartier).

La population

La population de Vaitupa est dans son ensemble très jeune, fait que l'on peut expliquer pour la raison que les gens qui sont attirés par le milieu urbain sont en général les individus les plus jeunes qui attendent de leur migration un changement important dans leurs conditions de vie (travail, loisirs ...) et qui ne sont pas non plus rebutés par le dépaysement qu'ils doivent affronter: 163 personnes sur 289, population de 41 maisons ont moins de vingt ans. Si les classes adolescentes sont creuses, par contre les classes comprises entre 25 et 40 sont plus nombreuses. Les vieillards qui habitent dans le quartier sont venus à Tahiti pour y suivre leurs enfants et éviter la solitude et la manque de ressources auxquels les aurait exposé le départ de leurs enfants.

(voir pyramide des âges)

Les raisons qui sont évoquées pour expliquer la migration sont assez floues et on peut se demander si, dans un certain nombre de cas, il ne s'agit pas d'une justification après coup. Mais cette imprécision est sans doute imputable aussi au fait que dans la décision d'émigrer, entre en ligne de compte des déterminismes qui pèsent sur les individus mais que ceux-ci ne parviennent pas à analyser; il s'agit en particulier de la crise générale qui touche le secteur et qui n'a fait que s'accroître depuis quelques années; outre le fait que les revenus agricoles (provenant essentiellement du coprah pour les migrants de ce quartier originaire des Tuamotu) n'ont pas progressé au même rythme que les revenus salariaux du milieu urbain, le décalage s'est accentué encore plus par la multiplication des besoins et la diffusion à partir du milieu urbain de nouveaux comportements de consommation en milieu rural. En admettant que les revenus d'un agriculteur des Tuamotu n'aient pas diminué en valeur réelle, il est tout autrement sur le plan psychologique. La difficulté à exprimer les raisons de l'émigration provient aussi du fait qu'aux espoirs qui avaient pu

motiver ce départ se sont substituées rapidement de cruelles désillusions devant les difficultés qui surgissent et la réduction à néant des espoirs qui accompagnaient la venue à Tahiti ... Si ceux qui envisagent le retour dans leurs lieux d'origine sont très rares, la plupart ne savent pas s'ils doivent regretter le présent ou le passé. Les Paumotu évoquent souvent aussi comme motif d'émigration le désir de faire suivre à leurs enfants une scolarité plus régulière ; dans plusieurs quartiers où nous avons enquêté, ce thème est revenu comme un leit-motiv. S'agit-il d'un désir réel ou d'un alibi qui camoufle d'autres raisons ? Il n'est pas question de contester ici le fait que, pendant longtemps, l'enseignement aux Tuamotu a connu des déficiences telles que les parents, soucieux de l'avenir de leurs enfants aient pu désirer les envoyer à Papeete ; mais ce désir de voir "monter" socialement leurs enfants, qui se traduit par le départ vers Papeete, ne comporte-t-il pas des aspects mythiques, étant donné que l'on ne peut pas envisager concrètement comment pourra se réaliser cette ascension sociale ? L'école à Papeete valorisée par rapport à l'école aux Tuamotu apparaîtrait comme le moyen infaillible de parvenir à ce but. Il peut aussi s'agir d'un comportement directement calqué sur ce que faisait l'ancienne bourgeoisie rurale qui envoyait ses enfants étudier dans les écoles de Papeete.

Certains sont restés à Tahiti, à leurs dires, par hasard, à la suite d'un voyage destiné tout d'abord à se faire soigner à l'hôpital, ou à rendre visite à des fetii.

A la recherche du travail : emplois, salaires

Le migrant a souvent le sentiment que son arrivée à Tahiti est une libération ; à certains égards, ceci est vrai, en particulier par rapport aux contraintes que font peser les circuits commerciaux sur l'agriculteur Paumotu ; l'endettement continu envers le commerçant chinois que l'on ne peut rembourser qu'au moment de la vente du coprah lorsque le bateau passe, enferme l'agriculteur dans un cycle dont il peut

difficilement sortir ; signalons le cas d'un habitant de Vaitupa qui plusieurs années après son arrivée à Papeète, rembourse encore périodiquement les dettes qu'il avait accumulées chez le chinois de son île d'origine?

Par le travail salarié, le migrant espère pouvoir se libérer de ces contraintes et disposer librement de son salaire. Mais rapidement il se rend compte que son salaire suffit à peine à combler les dépenses essentielles (nourriture, habillement, ..) ; il ne peut même plus disposer des produits traditionnels d'autoconsommation. Le travail apparaît d'abord comme la nécessité de subsister.

La recherche du travail se fait par l'intermédiaire des parents, des amis ; des petits circuits cachés d'embauche se forment au gré du hasard ; mais l'individu s'adresse rarement à un organisme abstrait tel que l'Office de la Main-d'Oeuvre, dont beaucoup ignorent d'ailleurs complètement l'existence ; les petites annonces qui paraissent dans les journaux ne les touchent pas non plus, vu qu'ils ne lisent aucun des trois quotidiens publiés en langue française. Dans le petit quartier qui regroupe des originaires de Rurutu, 4 hommes travaillent chez un entrepreneur électricien de Faaa dont l'épouse est fetii avec les gens du quartier. Souvent aussi un travailleur qui a trouvé un emploi entraîne à sa suite ses parents ou ses amis : 5 manoeuvres se sont embauchés de cette façon dans une entreprise de construction de Papeète.

La stabilité dans l'emploi est très faible, pour de multiples raisons : absentéisme au travail qui provoque un renvoi, départ volontaire du travailleur lui-même qui est insatisfait de son salaire et qui se désintéresse complètement d'un travail sans qualification et contraignant par ses horaires réguliers.

Sur 82 travailleurs actuels dans le quartier, 45 ont changé au moins une fois de travail :

- 14 ont changé une seule fois	14 emplois au total
- 16 ont changé deux fois	32 " " "
- 15 ont changé trois fois	45 " " "

91 emplois occupés par
45 travailleurs soit
une moyenne de 2 emplois

La durée de ces emplois est très faible :

sur 91 emplois :

- 31 ont duré moins de 6 mois
- 21 ont duré de 6 mois à un an
- 19 ont duré de 13 à 24 mois
- 20 ont duré plus de 24 mois

Les emplois actuels se répartissent ainsi :

- 13 artisans - 5 hommes travaillent la nacre dans 4 ateliers installés dans le quartier même
- 1 homme fait des colliers de coquillages
- 5 femmes font des colliers de coquillages
- 2 femmes font de la vannerie et de la couture
- 10 journaliers
- 28 manoeuvres, dont 11 femmes qui occupent des emplois de femmes de ménage ou de serveuses dans l'hôtellerie et chez des particuliers
- 22 ouvriers
- 9 emplois qui exigent une qualification.

L'artisanat des femmes est un artisanat traditionnel qui était déjà pratiqué avant de venir à Tahiti et qui prend de plus en plus d'extension avec le développement du tourisme.

C'est un artisanat très simple qui n'exige aucun équipement particulier; c'est une occupation complémentaire aux travaux ménagers. Les femmes originaires des Tuamotu font des colliers de coquillages qu'elles vendent au marché de Papeete ou que des revendeurs viennent directement chercher à domicile. Deux femmes originaires des Australes ont conservé les activités spécifiques à ces îles : la vannerie (chapeaux et nattes en pandanus), et la confection de tifaifai .

Depuis 4 ans se sont créés 4 ateliers de travail de la nacre ; les nacres sont achetées à l'état brut à des revendeurs chinois ou même cette année, un artisan est allé lui-même pendant trois mois faire la plongée aux Tuamotu et en a rapporté les nacres qu'il travaille. Ces nacres sont nettoyées d'abord avec une meule et ensuite polies avec une polisseuse, qui sont actionnées par un moteur électrique ; elles peuvent être revendues comme telles ou décorées de motifs divers, agencées en lampe de chevet, en cendriers, ou encore débitées pour faire des colliers et des pendentifs. Ces objets sont vendus soit directement à quelques clients qui viennent eux-mêmes les chercher dans le quartier, soit, le plus souvent, à des marchands de curios qui font des commandes importantes. La mise sur pied d'un tel atelier nécessite des capitaux dont l'individu ne dispose pas et qu'il doit emprunter auprès d'un organisme public ou à des amis. H.... P..... a monté le premier atelier en 1965 ; pour cela, il a emprunté 10.000 F CFP. Grâce à un réseau de connaissances il s'est créé une clientèle importante et lorsqu'il ne parvient pas à exécuter une commande en temps voulu, il sous-traite avec les autres artisans du quartier... Il a quitté son métier de docker pour travailler la nacre car cela lui donne une liberté et une initiative beaucoup plus grandes, et ne l'astreint pas à un travail à horaires fixes. Un nouvel atelier est en train de se créer actuellement dans le quartier qui comportera outre le travail de la nacre, le travail du bois (lampe de chevet, ukulele).

La situation des journaliers est la plus complexe à connaître : il semble que ces journaliers ont un travail très irrégulier entrecoupé des périodes creuses sans travail.

Ce qui distingue le manoeuvre de l'ouvrier, c'est moins une différence au départ entre leurs qualifications respectives que le temps depuis lequel un emploi est occupé. L'ouvrier est celui qui, a acquis sur le tas quelques rudiments d'un métier ; ceci se traduit aussi par une différence de salaire. Les femmes occupent des emplois moins qualifiés que les hommes ; sur 28 manoeuvres il y a 11 femmes ; les salaires des femmes sont, en général, plus bas que ceux des hommes : alors qu'un manoeuvre homme peut gagner entre 11 et 16.000 F CFP ; une femme qui travaille dans un hôtel gagne entre 8 et 12.000 F CFP.

Les emplois spécialisés sont des musiciens qui jouent dans les hôtels et quelques employés du secteur public et privé.

Tableau de répartition des salaires mensuels suivant l'emploi.

	artis.	journ.	manoeu.	ouvr.	empl.spéc.	Total
-de 10.000 F	7	4	7			18
-10 à 14.999 F	5	3	15	7	2 (1)	32
-15 à 19.999 F		3	6	9		18
-20 à 24.999 F	1			5	1	7
-25 à 29.999 F				1	5	6
-30 à 34.999 F					1	1
Total	13	10	28	22	9	

(1) Les bas salaires pour deux personnes que nous avons classées dans les emplois spécialisés s'expliquent par le fait que ce sont des musiciens qui ne jouent que deux ou trois soirs par semaine.

Le revenu moyen par personne qui travaille est de 13.529 F CFP par mois (somme calculée à partir de la masse globale des revenus).

A ces revenus professionnels s'ajoutent quelques revenus annexes, allocations familiales pour les salariés, rentes foncières provenant de terres exploitées par un tiers.

Les revenus globaux par maisonnées s'établissent ainsi :

- de 10.000 F par mois	3	maisonnées
- de 10 à 14.999 F	" 1	"
- de 15 à 19.999 F	" 5	"
- de 20 à 24.999 F	" 10	"
- de 25 à 29.999 F	" 8	"
- de 30 à 34.999 F	" 4	"
- de 35 à 39.999 F	" 1	"
- + de 40.000 F	" 8	"

Le revenu moyen par maisonnée est de l'ordre de 30.000 F CFP par mois, le revenu moyen par habitant étant alors de 4.342 F.

Ce revenu mensuel qui peut sembler relativement élevé ne provient pas du fait que les salaires sont élevés mais parce que le nombre de personnes qui travaillent dans chaque maisonnée est en moyenne supérieur à 2. Même dans le cas des 8 maisonnées dont le revenu global est supérieur à 40.000 F par mois, c'est grâce à un nombre élevé de personnes qui travaillent. Dans ces 8 maisonnées qui regroupent 75 personnes, on compte 30 travailleurs qui gagnent en moyenne 16.000 F CFP par mois, chiffre peu supérieur à la moyenne globale qui est de 13.529 F CFP.

Le nombre de personnes qui travaillent est donc très élevé : si l'on considère les individus nés entre 1910 et 1954 comme étant ceux qui sont en âge de travailler ; c'est 91 personnes sur 136 qui ont un emploi.

Tableau comparatif du revenu et de la taille de la
maisonnée :

	1 à 3	4 à 6	7 à 9	10 à 12	+ de 13
- de 10.000 F		1			
10 à 14.999 F		2			
15 à 19.999 F	1	3		2	
20 à 24.999 F	1	4	2	2	
25 à 29.999 F	1	3	2	3	
30 à 34.999 F		2		2	
35 à 39.999 F		1			
+ de 40.000 F		2	1	4	1

Indication sur le niveau de la consommation

L'équipement ménager des familles est dans l'ensemble assez sommaire puisque 26 ne disposent que d'un réchaud à pétrole-primus pour faire la cuisine, 15 ont une cuisinière à gaz ou à pétrole ; parmi ces dernières on compte aussi 14 qui ont un réfrigérateur et une qui a une machine à laver. Les machines à coudre ne sont pas des achats récents contrairement au reste de l'équipement ; souvent elles ont même été acquises par héritage ; 15 familles en ont une. Le premier achat que fait la famille est en général la cuisinière à gaz. Si le désir d'acquérir un équipement moderne est le souci de la plupart des familles, notons que l'usage qui en est fait n'est souvent pas très rationnel : les réfrigérateurs ne servent qu'à se procurer des glaçons ou à avoir des boissons fraîches ; ils sont de peu d'utilité pour l'alimentation qui est souvent constituée de produits non périssables : conserves, pain, beurre salé, sucre, café...

Le poste radio à transistor est l'équipement de loisirs le plus répandu : 24 en tout. On trouve 5 magnétophones, 4 tourne-disques, et 4 récepteurs de télévision ; 2 autres viennent d'être achetés depuis que nous avons terminé notre

enquête. La présence de certains objets ne manque pas d'être surprenante compte tenu du fait qu'ils sont partiellement utilisés : c'est le cas de quelques meubles combinés stéréophoniques radio-tourne disque dont le récepteur radio ne sert qu'à capter Radio-Tahiti pendant 4 ou 5 heures du jour ; de tels achats ne peuvent pas être considérés comme aberrants ; ils ont une signification ostentatoire et sont une tentative pour l'individu de dépasser sa condition grâce à cet objet qui lui confère un prestige nouveau.

Cette remarque est sans doute vraie aussi en ce qui concerne l'équipement automobile : outre quelques scooters et vélomoteurs, on compte une douzaine de voitures. Quelques-unes ont été achetées neuves et sont payées par mensualité ; beaucoup sont de vieux tacots rongés par la rouille qui refusent de marcher quelques mois après l'achat.

Vie sociale du quartier

Les querelles qui ont marqué la vie de deux quartiers de Vaitupa depuis quelques années ont accru la solidarité entre les habitants ; si des liens anciens existaient entre eux, ils prennent ainsi une forme nouvelle et le quartier prend conscience de sa réalité à travers le vécu. Mais ce n'est qu'une prise de conscience en un sens négative. L'attitude de la population est différente dans les deux quartiers qui sont concernés par ces histoires de terre. Dans le petit quartier qui regroupe des migrants de Anaa (maisons n°7 à 19), les habitants sont persuadés de leurs droits sur cette terre ; le sentiment de sécurité qu'ils éprouvent s'en trouve renforcé en même temps que la cohésion du groupe. Par contre, dans l'autre quartier, les habitants ne sont pas assurés de rester sur la terre ; bien que le conflit ait essentiellement concerné les deux revendicants, les gens du quartier ont été amenés à prendre position pour l'un ou pour l'autre et il s'en est suivi quelques brouilles entre familles ; même entre frères,

existent des querelles larvées parce qu'ils ont pris des positions opposées dans le conflit. Lorsque nous avons commencé cette enquête, et que nous avons expliqué aux habitants que cette étude pourrait contribuer à faire connaître leur problème et aider ainsi à sa solution, le fait que l'on s'intéresse à leur vie a suscité un espoir ; chacun voulait donner son avis sur les questions qui concernaient le quartier ; mais cet espoir restait irréel et ils n'arrivaient pas à le relier à leurs propres désirs ; ils ne pensaient pas qu'une solution à leurs problèmes puisse venir de l'extérieur. La vie en dehors des circuits de relations traditionnels du milieu urbain et l'isolement que cela provoque, la méconnaissance des mécanismes compliqués de la société où ils vivent, ces faits leur enlèvent tout espoir d'avoir une quelconque influence et d'exercer une pression qui jouerait en leur faveur ; c'est sans doute là une des dimensions essentielles de la condition de vie du migrant. Si certains anciens quartiers de Papeete sont des fiefs politiques dont l'avis est pris en considération dans les prises de décision, ceci tient au fait que ces quartiers sont plus anciens et ont pu s'intégrer à la vie urbaine et y jouer un rôle en tant que groupes de pression ; mais ceci n'est pas le cas des nouveaux quartiers constitués entièrement de la population nouvelle. "Lorsque la mobilité de la croissance touche différemment les divers groupes sociaux de la population active, elle a des effets particuliers sur l'intégration collective. L'enracinement dans la collectivité locale donne aux groupes les plus stables un rôle et un pouvoir considérable dans les affaires publiques. Ils peuvent par les relations qu'ils ont nouées et leurs connaissances s'intégrer plus facilement à la vie collective et participer d'autant mieux à la vie publique, surtout dans les petites villes... Partout la stabilité est un facteur de puissance sociale au service des notables quelque'ils soient" (Raymond LEDRUT -Sociologie Urbaine PUF, 1968).

On observe le même phénomène dans les attitudes vis-à-vis du travail ; si la plupart des travailleurs sont satisfaits de leurs salaires et d'un travail inintéressant, aucun cependant ne participe activement à un syndicat. C'est par son initiative et sa débrouillardise que l'individu envisage une amélioration de sa condition présente.

La participation à la vie urbaine prend surtout une allure informelle à l'occasion des différentes sorties, achats, loisirs ; le dimanche matin chaque famille va au marché de Papeete pour acheter les aliments du repas du dimanche, essentiellement du poisson ; là à l'occasion on rencontre quelques parents ou amis . Le marché est un lieu que l'on aime bien car il offre des possibilités de rencontre variées.

Le dimanche est aussi l'occasion d'une sortie importante : le culte. Suivant leur origine géographique, les habitants de Vaitupa sont protestants (quartier originaire de Rurutu), catholiques (ceux de Anaa et de Raroia - Takume), sanitos (ceux de Apataki-Kaukura-Arutua). La participation religieuse est différente suivant les groupes : alors que les catholiques originaires de Anaa sont très fervents et certains sont des militants d'action catholique très actifs, ceux de Raroia assistent plus irrégulièrement à la messe du dimanche. Quelques disputes ont eu lieu dans le quartier entre Sanitos et Catholiques, les premiers accusant les autres de se livrer dans le quartier à des bringues et des beuveries qui constituent un mauvais exemple pour leurs enfants.

En fait la vie des habitants de Vaitupa se déroule surtout dans le quartier ; les déplacements à Papeete sont occasionnels car les achats quotidiens se font aux deux magasins chinois qui sont à proximité du quartier. Les familles ont tendances à vivre sur elles-mêmes et les anciennes formes d'entraide qui existaient dans le milieu rural ont disparu. Si les relations de parenté et d'origine ont permis à ce quartier de se former, au niveau de la vie quotidienne, elles ne

sont plus actives. Chaque famille constitue une cellule autonome, la nécessité pour chacun d'acheter les produits de consommation courante, interdit tout échange entre maisons parentes ou amies. On n'organise plus de grands repas à l'occasion des fêtes traditionnelles. Les petits services que l'on peut se rendre sont même dans certains cas monayés : un tel emmène chaque matin les enfants d'un quartier à l'école avec sa voiture, pour cela il demande chaque semaine 100 frs par enfant. Un autre accepte chaque jeudi d'emmener contre une redevance ceux qui le désirent au cinéma "Drive-In" d'Arue.

La vie de quartier suscite quelques jeux collectifs : les hommes jouent à la pétanque ; quelques femmes se réunissent pour jouer aux cartes. Le dimanche après-midi, tout le quartier se retrouve sur un terrain vague voisin pour jouer ou assister à un match de foot-ball qui se dispute entre deux équipes formées par les jeunes du quartier. Le soir, ceux qui possèdent un poste de télévision invitent parfois les voisins.

Conclusion

Le passage du milieu rural au milieu urbain se fait dans des conditions difficiles, car cette transition bouleverse tous les secteurs de la vie et se fait dans des rapports d'inégalité entre les deux milieux ; les problèmes qui naissent d'une telle mutation ne sont pas de simples désajustements temporaires. C'est la structure sociale de la ville qui est modifiée par l'apparition de nouvelles couches de population ; la présence de quartiers tels que Vaitupa est le signe d'un divorce entre les groupes sociaux du milieu urbain. Ces quartiers qui forment de petites communautés plus ou moins intégrées mais partiellement en marge, traduisent à travers une ségrégation dans l'appropriation et l'usage de l'espace urbain des rapports sociaux basés sur l'inégalité et la domination.
